

LIBRAIRIE MARCEL RIVIERE & C^{ie}
31, Rue Jacob, 31 — PARIS-VI^e

- Paul LOUIS
HISTOIRE DU SOCIALISME EN FRANCE
1789-1945 le vol. 150 »
- Charles BETTELHEIM
L'ÉCONOMIE ALLEMANDE SOUS LE NAZISME
Un aspect de la décadence du capitalisme le vol. 240 »
- Charles BETTELHEIM
LA PLANIFICATION SOVIÉTIQUE
le vol. 200 »
- Pierre NAVILLE
PSYCHOLOGIE, MARXISME, MATÉRIALISME
le vol. 150 »
- Docteur F. ACHILLE-DELMAS
ADOLF HITLER
Essai de biographie psycho-pathologique le vol. 125 »
- Georges SOREL
RÉFLEXIONS SUR LA VIOLENCE
le vol. 150 »

Coopérez au redressement de la France
en souscrivant des

BONS DE LA LIBÉRATION

à intérêt progressif

PRIX D'ÉMISSION : 960 frs

Exempts de tous impôts sur le revenu.

*Remboursables à vue sans aucune
formalité au bout de six mois.*

Le Directeur - Gérant : J. LEFEUVRE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Imp. Mazarine, 35, Rue Mazarine, Paris

masses

Socialisme et Liberté

Novembre 1946

20 fr.

Mensuel N^{os} 4-5

Marceau PIVERT

La Démocratie
au Congrès
Socialiste

Simon RUBAK

Les Femmes
et le M. R. P.

Louis MARTIN

Le Mythe
de la Spontanéité
chez Rosa
LUXEMBOURG

Andrée GÉLO

Toute Politique
nationaliste
prolonge la Misère

A. PATRI

La célèbre
controverse
Jaurès-Lafargue :

IDÉALISME ET MATÉRIALISME

Victor SERGE

LA TRAGÉDIE DES ÉCRIVAINS SOVIÉTIQUES



Jean CARLIER: LA PAIX DES PEUPLES

FRATERNITÉ INTERNATIONALE

LE 1^{er} mars dernier, à Mexico, un banquet démocratique de réfugiés politiques était offert à deux d'entre eux qui s'en allaient vers l'Europe. Dix-sept nationalités y étaient représentées. Voici, à titre de document d'information le discours du camarade allemand :

« Je relisais par hasard ce matin, et pour la cinquième fois, l'histoire du Julien Sorel de Stendhal, dans « Le Rouge et le Noir » et je sentais à travers le langage de l'accusé devant le jury (ce mélange terrible de vérité et d'orgueil), comme le témoignage accusateur d'une société de préjugés sordides qui fixe la valeur de l'homme d'après sa fortune et ses relations...

... Je ne parle ici au nom d'aucun groupe particulier, d'aucun parti, mais seulement au nom d'une foi inébranlable dans les destins de l'homme... Ceux dont nous fétons le départ comme la fin d'une douloureuse période et le début d'une grande espérance, ont constamment travaillé au service de cette « classe inférieure » et de l'édification d'une société meilleure, plus décente, plus rationnelle et plus fraternelle.

Et ils l'ont fait selon des méthodes qui révèlent une connaissance profonde des besoins de notre temps : rien, dans leur optimisme réconfortant, qui rappelle certain matérialisme sec, certaines mécanisations des âmes et des volontés ; au contraire, leur passion pour la libre recherche et leur prise en considération permanente des besoins impondérables de l'individu ont fait d'eux des camarades pleinement, intégralement socialistes : tous les camarades allemands demeurés fidèles aux mêmes valeurs internationalistes et humanistes leur seront reconnaissants, à jamais, de cette fidélité à un idéal qui demeure la suprême espérance...

Vous vous rappelez, chers camarades, comment nous avons été honorés les uns et les autres par la haine des « omni-obéissants » comme Léon Blum les a une fois désignés. Déjà quelques-uns de ces perroquets soi-disant « Allemands Libres » sont retournés, avant vous, dans leur pays ; ils y seront sans aucun doute les propagandistes d'un chauvinisme insensé, d'un provincialisme pourri qui convient à leur âme d'esclave...

Mais nous savons bien que ceux qui luttent pour la liberté véritable savent se reconnaître entre eux, en dépit de toutes les frontières. Nous en avons fait l'expérience lorsque, au seul énoncé du nom de notre formation « BRIGADES INTERNATIONALES », les miliciens de Madrid nous ouvraient tous les passages. Et le dernier souvenir que j'ai de la France est celui d'un embarquement hâtif, à Saint-Nazaire, en 1940, alors que j'ouvrais ma pauvre valise pour que le douanier contrôle son contenu : « Allez, me dit-il, c'est inutile : NOUS SOMMES TOUS DES HOMMES. »

Camarades, faites de votre pays, faites de Paris que tous les militants révolutionnaires adorent, faites du pays de Villon, de Molière, de Stendhal, de Zola, de Jaurès, du Paris de la Commune des centres de rayonnement de cette foi en l'homme qui effacera les frontières, détruira les préjugés, supprimera les exploités et les tyrans...

La rédaction de « Masses » a été élargie. Son administration confiée à un camarade dévoué. Tout nous fait prévoir un élargissement de notre public et une parution régulière au début de chaque mois.

Pressés par l'actualité et devant la carence générale, nous avons donné aux problèmes internationaux une place exceptionnelle empiétant un peu sur la partie littéraire et artistique. Cela nous oblige à remettre la parution des articles sur le théâtre et le cinéma. Vous les trouverez désormais chaque mois à leur place habituelle.

L'auteur de ce discours est Gustav Regler, déclaré ennemi public N° 19 par Hitler, dans la première liste des Allemands dénationalisés ; l'un des auteurs du « Livre Noir » contre Goering ; Commissaire politique de la XII^e Brigade, dont il écrivit l'épopée dans un livre retentissant : « La Grande Croisade ». Tombé devant Huesca avec un éclat d'obus d'une bombe et demie dans les reins.

Le même obus avait tué son ami, le général Luca...

Comme tous les militants oppositionnels, communistes ou socialistes ou syndicalistes, Gustav Regler fut l'objet, de la part des stalinien, des plus effroyables calomnies à partir du jour où il refusa de s'associer plus longtemps à une politique contre-révolutionnaire et cyniquement inhumaine. Il participa à Mexico aux assemblées du Mouvement Socialisme et Liberté. Gustav Regler fut assez noble et courageux pour reconnaître que l'opinion qu'il avait eue du P.O.U.M. lui avait été imposée par la répétition systématique des calomnies stalinien, contre une organisation d'admirables combattants révolutionnaires. Il est encore considéré comme « communiste » par le Ministère de l'Intérieur Américain, « expulsé de France », comme combattant des Brigades Internationales, et sans doute aucune des « puissances occupantes » de l'Est ou de l'Ouest ne désire le voir reprendre le bon combat au milieu de ses camarades révolutionnaires allemands. Seule, l'Espagne Républicaine lui a donné la qualité de citoyen espagnol. Quant à nous, nous le considérons comme l'un des meilleurs et des plus qualifiés des militants du socialisme libertaire et de l'Europe de demain. M.P.

SOMMAIRE DU N° 4

Pour le socialisme et la liberté	Pages 3
R. LEFEUVRE. — L'horizon politique	4
A. P. — La Conférence de Paris	5
J. DEVEAUX. — La Grève des P.T.T.	6
M. PIVERT. — Le Congrès Socialiste	7
S. RUBAK. — Les femmes et le M.R.P.	8
A. GELO. — Toute politique nationaliste prolonge la misère	11
J. COFFINET. — Socialiser nos procédés techniques?	13
A. PATRI. — Idéalisme et matérialisme	14
L. MARTIN. — Le mythe de la spontanéité chez Rosa Luxembourg	18
F. A. RIDLEY. — Une expérience historique : Le gouvernement travailliste	21
INFORMATIONS INTERNATIONALES :	23
Derrière le rideau de fer	26
V. SERGE. — Conscience de l'écrivain ...	29
S. DOUAY. — Eugène Dabit	32
P. MORELLE. — Livres d'hier et de demain	34

DIRECTEUR :

René LEFEUVRE

COMITÉ DIRECTEUR :

Marceau Pivert, A. Patri,

S. Rubak, L. Vaillant,

Dr. Robin.

masses

ABONNEMENTS :

France : 12 N°s 200 fr. - 24 N°s 380 fr.
Étranger : 12 N°s 280 - Soutien : 500 fr.

A adresser à l'Administrateur

Marcel KLOPFSTEIN

9, Rue du Midi à NEUILLY (Seine)

C. Ch. Post.

Mouvement International

SOCIALISME ET LIBERTÉ

Secrétaire Général :

Marceau PIVERT

16, r. Legrand, Malakoff (Seine)

C. Chèques Post. PARIS 95-50

Pour le Socialisme et la Liberté

LA crise de la société capitaliste est si profonde, qu'elle a provisoirement entraîné dans son tourbillon de confusion et d'impuissance la pensée socialiste elle-même.

Il semble qu'il y ait eu plus de vigueur critique, plus d'élan créateur, plus d'audace dans les rangs socialistes quand le capitalisme était encore en période ascendante ; et que la décadence matérielle, intellectuelle et morale qui marque aujourd'hui les convulsions de son agonie ait frappé de paralysie ses héritiers naturels.

Mais cette apparence sera de courte durée. Car jamais les conditions objectives d'une révolution sociale n'ont été plus pressantes qu'aujourd'hui ; jamais le sort de l'humanité n'a été plus étroitement lié que maintenant au destin de cette révolution sociale.

— Deux guerres mondiales en un quart de siècle, des dizaines de millions de victimes, des ruines, des famines, des épidémies, des barbaries indescriptibles comme au temps des Grandes Invasions... Cependant on persévère et déjà l'on prépare les bases stratégiques de la III^e Guerre mondiale...

— Une prodigieuse découverte, celle de l'énergie atomique, dépassant en portée les plus grandes découvertes antérieures ; le feu, la vapeur, le dynamo, l'avion... On se propose de confisquer ce formidable instrument de libération pour n'en faire qu'une arme de guerre effroyablement destructrice !

La bataille des marchés recommence ; le partage du monde en zones d'influence continue ; les peuples sont de nouveau transférés et parqués comme des troupeaux de bétail ; les petites nations se voient imposer du dehors des gouvernements ou des dictateurs ; instabilité, insécurité, chaos, sont universels ; guerre en Asie ; crise sociale couvant sous une apparente prospérité en Amérique ; balkanisation voulue et calculée en Europe ; de puissants intérêts y entretiennent soigneusement les égoïsmes rétrogrades, attisent les haines séculaires, exaspèrent les nationalismes absurdes. La vieille Europe déchirée paraît s'enfoncer vers un crépuscule sans espoir, menacée dans son existence par le conflit terrible dont elle devrait être le principal champ de bataille.

Et cependant, CETTE TROISIÈME GUERRE NE DOIT PAS ÊTRE INÉVITABLE.

L'EUROPE OUVRIÈRE ET TECHNICIENNE, SES SAVANTS ET SES ARTISTES, SES ÉLITES POLITIQUES, SES TRAVAIL-

LEURS SOCIALISTES N'ONT PAS ENCORE DIT LEUR DERNIER MOT. Ils sont capables de relever le défi insolent des forces de réaction ; ils sont capables de créer de nouvelles formes de vie, et de les imposer aux profiteurs d'une société condamnée à mort.

Oui, les masses populaires européennes refuseront l'alternative insidieuse qu'on vient leur proposer : d'un côté, une démocratie relative et provisoire, celle du capitalisme financier générateur d'insécurité et de guerre ; de l'autre une planification économique totalitaire, étouffante de liberté ; elles exigeront à la fois la planification économique ET la liberté ; à la fois la démocratie intégrale ET la sécurité. SOCIALISME ET LIBERTÉ SONT LES DEUX ASPECTS COMPLÉMENTAIRES DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE. C'est parce que la révolution russe d'octobre 1917 n'a été que la première secousse, parce que les masses populaires européennes n'ont pas entendu les appels à la solidarité prolétarienne internationale, c'est à cause de la limitation du phénomène révolutionnaire à un secteur économiquement arriéré, que le monde a connu ensuite la contre-révolution fasciste, la dégénérescence stalinienne, et la deuxième guerre mondiale.

LA DEUXIÈME ÉTAPE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE QUI INTÉRESSE TOUTE L'EUROPE ET LES MASSES COLONIALES OPPRIMÉES EST À L'ORDRE DU JOUR. Ses objectifs sont : la socialisation des moyens de production ; la planification de l'économie européenne ; la gestion directe par les travailleurs et les techniciens ; la distribution des biens de consommation ; le refus systématique d'entrer dans l'un des blocs antagonistes et de préparer la guerre, toutes les forces vives de l'Europe étant au contraire rassemblées et organisées en vue de la construction d'un vaste secteur socialiste de bien-être et de liberté. Pour cela, il faudra déjouer les tentatives de pénétration économique du capitalisme financier américain et repousser énergiquement les manœuvres d'enveloppement politique du collectivisme totalitaire stalinien. Par l'action autonome de classe dans le premier cas ; par l'élévation du niveau de conscience dans le second cas.

Le mouvement socialiste international ne pourra remplir les tâches immenses qui lui incombent que s'il mobilise toutes les forces de rénovation, toutes les énergies latentes accumulées dans les masses opprimées. La faillite des classes dominantes européennes

et leur complicité cynique avec le fascisme ouvrent manifestement aujourd'hui l'urgence exceptionnelle de la révolution socialiste : Si celle-ci ne se produisait pas, le fascisme et la guerre seraient encore inévitables. Aucune solution intermédiaire n'est viable. L'objectif essentiel que doivent atteindre les masses populaires européennes c'est donc le transfert de propriété qui arrachera aux vestiges des classes capitalistes la direction effective de l'économie. En cela, le socialisme d'aujourd'hui est RÉVOLUTIONNAIRE.

Mais ce transfert ainsi que la construction nouvelle et la planification qu'elle exige ne peuvent plus être conçus comme le résultat d'un heureux coup de main d'une minorité clairvoyante qui pense et agit à la place des masses. C'est au contraire à travers les méthodes de la démocratie la plus rigoureuse, de l'action indépendante la plus minutieusement contrôlée, c'est au moyen des organisations spécifiques des travailleurs : partis, comités d'entreprises, syndicats, coopératives, municipalités, conseils de toutes sortes, que sera poursuivie cette transformation révolutionnaire ; et c'est ce qui oppose notre socialisme aux conceptions autoritaires, totalitaires, élitaires, pour en faire la forme moderne de la revendication de justice sociale : le SOCIALISME LIBERTAIRE.

Enfin, cette action indépendante des travailleurs ne peut être efficace que si elle est calculée en fonction d'un FRONT INTERNATIONAL DES OPPRIMÉS : toutes les défaites antérieures du socialisme, et la barbarie montante qui en a résulté, sont venues de cette infériorité manifeste : alors que l'ennemi capitaliste et fasciste mène son combat à l'échelle du monde, le mouvement ouvrier de chaque pays est resté enfermé dans le cadre étiqué de ses frontières nationales.

Cette triple caractéristique, RÉVOLUTIONNAIRE, SOCIALISME LIBERTAIRE, INTERNATIONALISME définit l'orientation politique de notre Revue.

Comme la revue de langue espagnole « Mundo Socialismo y Libertad », fondée à Mexico en 1943, MASSES est la première revue de langue française qui puisse compter sur la collaboration assidue des militants demeurés fidèles à l'INTERNATIONALISME de Calcutta à Hambourg, de Barcelone à Glasgow ou de Milan à New-York.

Nous y apprécierons les événements du seul point de vue de l'intérêt commun aux masses populaires du monde entier, l'esprit penché sans dogmatisme sur une énorme expérience sociale, la volonté tendue vers toutes les manifestations d'émancipation individuelles et collectives, prêts au combat intellectuel contre les hypocrisies, les falsifications, les ruses de la contre-révolution et les privilèges de toutes natures.

L'heure de la dispersion, de l'isolement, de la démorisation, du désespoir est passée. Nous faisons la preuve, ici même, que l'internationalisme révolutionnaire et la libre investigation sont des bases de départ solides pour une véritable offensive socialiste dans tous les domaines.

Nous comptons sur tous nos camarades pour donner à cet effort le maximum de pénétration, de diffusion, d'efficacité.

Mouvement International
Socialisme et Liberté.

L'HORIZON POLITIQUE

LA situation politique de la France, loin d'être caractérisée par le mouvement ascendant des forces démocratiques, comme le voudraient d'aucuns, apparaît au contraire instable et trouble au premier chef. Alors que le cœur des partis entonne des actions de grâce pour le destin heureux de la IV^e République et chante la louange des libertés reconquises, une simple secousse à droite ou à gauche suffirait à faire chavirer le pays, soit dans les redites du Pouvoir personnel discrètement accommodé, sous les dehors d'une constitution sereine, à la manière d'être des grands États, soit dans l'odieuse tyrannie bureaucratique et policière du Stalinisme. Il suffit de considérer l'évolution de l'esprit public pour comprendre qu'entre ces deux pôles : De Gaulle et le parti communiste, les forces vraiment démocratiques risquent d'être écrasées. Une fraction chaque jour plus importante de l'opinion et qui groupe la Bourgeoisie à peu près unanime souhaite voir s'instaurer un pouvoir fort capable de recréer une discipline sociale et de mettre fin aux surenchères partisanes. A l'inverse, mais semble-t-il en constant reflux, les ouvriers continuent de servir les desseins d'une faction dont les efforts pour pénétrer l'État et s'emparer des postes clés vise essentiellement à renforcer les positions soviétiques sur l'échiquier européen.

Nous connaissons tous les procédés mis en œuvre par le parti communiste : Intimidation d'une part, incertitude du lendemain qui fait peser sur les consciences la terreur des barbelés, des gèbles du Guépéou, mises en fiches et diffamation systématique de tous les réfractaires éventuels. Nous savons d'autre part par quel savant noyautage opéré à l'intérieur des organisations les plus diverses, le parti du Kremlin s'efforce d'étendre son emprise sur des secteurs toujours plus vastes de la vie nationale. Mais, pour la plupart d'entre eux, nous ne concevons encore qu'imparfaitement à quel point le régime de « hard labour » et de police secrète qu'on nous destine s'apparente étroitement aux formes les plus haïssables et les plus discréditées du fascisme.

Seuls le savent ceux qu'une longue expérience politique ou un contact direct avec les méthodes soviétiques (révolutionnaires d'Espagne, socialistes de Pologne, d'Europe Centrale qui se trouvent derrière le rideau de fer) ont mis en mesure de juger exactement la nature du régime russe.

En face du P.C. dans la conjoncture politique française se dresse le M.R.P. Héritier passager des clientèles que la faillite de Vichy et de l'ancienne droite ont laissés désemparés, le parti de M. Schumann se revendique néanmoins de l'esprit résistant et socialiste de la démocratie chrétienne. Nous ne contesterons pas à ses cadres le mérite de la lutte contre l'occupant nazi, mais nous n'en sommes que plus à l'aise pour dénoncer le paternalisme d'ordre moral, ennemi juré de toute idéologie progressiste, qui s'affuble à contre-sens d'étiquettes socialistes. Ce serait certes une erreur grossière ou une calomnie que de définir le M.R.P. comme un mouvement profasciste ainsi que certains le font avec beaucoup de légèreté. Mais il est par contre permis d'affirmer que l'esprit, sinon la lettre, des messages du Maréchal, tient une place de choix dans la mentalité des foules qui suivent les républicains populaires. On a trop tendance à oublier que l'expérience Pétain fut essentiellement d'inspiration cléricale et que l'idéologie réactionnaire en France s'est depuis

cent cinquante ans confondue avec les thèmes moraux développés par le catholicisme officiel.

Le M.R.P., amalgame temporaire de diverses tendances est d'ailleurs appelé à se dissocier au premier coup de boutoir. Il suffit qu'une crise agite la société française pour que les éléments conservateurs, qui sont légion parmi sa clientèle, soient de nouveau polarisés par des hommes ou des partis ouvertement réactionnaires ou tout simplement plus conséquents avec eux-mêmes.

De Gaulle est-il cet élément catalyseur ? On considère souvent l'homme du 18 juin comme un prétendant à la dictature. Pourtant sa nature aristocratique le situe aux antipodes du démagogue de carrefour. Il n'est pas un Boulanger mais un Lafayette. Ceci dit, il est évident que les critiques contenues dans les discours de Bayeux ou d'Épinal ont pour premier effet de ranimer un foyer d'antiparlementarisme soigneusement entretenu par un demi-siècle de polémique maurassienne. Là réside le danger qu'il ne faut ni sous-estimer, ni surestimer, de l'action personnelle du général.

Dans ce tableau des forces en présence, quelle place convient-il de réserver au socialisme ? Par son passé et sa tradition, notre parti est le dépositaire d'une culture libérale dont ses meilleurs esprits se sont toujours revendiqués.

Il représente dans le pays un courant d'esprit foncièrement démocratique où l'idée de liberté est inséparable de celle d'émancipation. Son rôle dans le temps présent est d'assurer de la façon la plus énergique le respect des franchises et des droits de l'individu au même titre que la préservation des conquêtes ouvrières.

De cette tâche dépendent toutes les autres. On ne saurait en effet, parler de socialisation et de politique prolétarienne, dans un régime où, comme à l'Est, la transplantation des travailleurs et les sanctions disciplinaires à l'usine ressuscitent l'esclavage antique.

Dans le domaine de la production comme dans tous les autres, le socialisme se doit de défendre les formules libertaires. Les nationalisations effectuées jusqu'alors, n'ont amené que l'éviction partielle des capitalistes individuels et des gros actionnaires, de la direction des entreprises au profit exclusif d'une couche techno-bureaucratique qui jouit de tous les privilèges et exerce un pouvoir absolu.

Pour nous, le socialisme c'est avant tout la libération de l'individu dans ce qui occupe les deux tiers de sa vie quotidienne, c'est-à-dire son travail. Chaque producteur, ouvrier ou technicien, employé dans les affaires nationalisées, sait que le régime interne des entreprises n'a pas été changé dans son essence. En outre, au lieu d'être des organismes de défense des travailleurs, les syndicats sont devenus uniquement l'appareil impulsant la production et défendant avant tout les intérêts de ces nouvelles directions économiques.

L'exercice d'une pleine démocratie syndicale s'avère être en fait la condition première de tout progrès, et de toute rénovation du mouvement ouvrier. C'est par ce moyen que les producteurs s'achèveront vers la gestion de la production dont les Comités d'Entreprises devraient être les premiers rudiments.

Tant que subsistera le régime politique actuel, celle-ci ne peut s'ériger que pas à pas, dans une lutte constante, où les ouvriers développeront le sentiment de leur responsabilité et leur volonté d'instaurer le socialisme.

René LEFEUVRE.

La Conférence de Paris

IL ne faut pas s'exagérer la portée des travaux de la Conférence de Paris qui vient de se terminer. Il ne s'agissait pas de la Conférence de la Paix proprement dite. Le problème que l'on considère à juste titre comme essentiel, celui dont la solution sera le pierre de touche du destin futur de l'Europe, le problème allemand se trouvait en dehors des débats. La Conférence de Paris avait pour seul objet l'examen des traités de paix avec l'Italie et les petits satellites de l'Axe, questions somme toute secondaires. Il ne s'agissait même pas de conclure ces traités mais seulement de permettre aux vaincus de se faire entendre et aux délégués des Nations Alliées, de présenter aux Quatre-Grands, des recommandations dont il pourraient finalement tenir ou ne pas tenir compte.

On serait tenté de dire : beaucoup de bruit pour rien, si d'un bout à l'autre, même sur ces questions secondaires, la Conférence ne s'était déroulée sous le signe de la division. Même sur les questions où l'on a fait semblant de se mettre d'accord, il est clair que le désaccord au fond subsiste puisque l'interprétation n'est pas la même de part et d'autre.

Le monde est devenu après la chute de Hitler, le champ clos de la rivalité de deux puissants impérialismes. Qu'il y ait deux impérialismes et non pas un seul, c'est ce que l'on ne doit jamais oublier si l'on veut apprécier correctement la situation. Il est également vain d'escamoter une des données du problème en ramenant le conflit à des motifs purement idéologiques comme s'il s'agissait d'une lutte, soit entre le vieux monde capitaliste et le nouveau monde « socialiste », soit entre la démocratie libérale et l'envahissement du despotisme oriental. Les constantes de la politique traditionnelle des tsars qui s'affirment à travers les revendications de Staline, notamment sur les détroits, montrent bien qu'il s'agit de tout autre chose que d'idéologie. D'un autre côté, il est trop évident que les U.S.A. et l'Angleterre n'hésitent pas à accorder leur appui à des régions qui n'ont rien de commun avec la démocratie libérale, lorsque leur intérêt stratégique est en jeu. Il faut néanmoins souligner que de ces deux impérialismes, c'est le soviétique qui apparaît comme revendicant. Une certaine analogie réapparaît ainsi entre la situation d'aujourd'hui et celle que l'on trouvait à la veille de la guerre mondiale.

Y aura-t-il un nouveau Munich ? C'est en somme ce que proposait Wallace en suggérant d'admettre le principe du partage des zones d'influence. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour réaliser les suites d'un tel geste : Staline aurait les mains libres pour s'emparer des détroits et il peut-être aussi pour faire main basse sur Trieste. Mais il serait douteux que, mis en appétit, ces messieurs décident d'en rester là : pourquoi ne pas s'hardir jusqu'à prier un peu vivement les Anglais et les Américains de vider les lieux en Allemagne. On conçoit alors assez bien le déroulement des événements. Le Nouveau Munich serait le plus sûr moyen d'avoir la guerre dans les délais les plus rapides.

La véritable différence entre la situation actuelle et 1938, c'est qu'il y a déjà eu un précédent. L'histoire n'est pas une mécanique absolument stupide et elle ne recommence jamais purement et simplement. Les Etats-Unis et l'Angleterre sont bien décidés à ne laisser à Staline aucune illusion, à ne lui rien céder... en dehors des positions dont il n'est pas question de le déloger autrement qu'en paroles, à titre de chantage par voie de réciprocité (ex. : frontières allemandes de l'Est). Il est clair d'un autre côté qu'actuellement

(Voir la suite p. 35)

LA GREVE DES P.T.T.

IL est à craindre que ceux qui, à travers la presse, ont suivi cette action, ne se soient fait une opinion fautive, car pour déconsidérer l'appui légitime que le Parti socialiste apporta aux revendications des postiers on a voulu faire de cette grève un conflit entre socialistes et communistes.

Ce serait une profonde erreur que de croire cela. A ce propos, nous croyons devoir attirer l'attention sur le fait que ce sont principalement les deux extrêmes qui à des fins différentes ont essayé de la présenter sous cet aspect. Relisez *L'Humanité* et *Le Monde* parus pendant cette période et vous serez frappés par la façon ou, avec des styles différents, ces quotidiens arrivent à des conclusions identiques. « Socialistes contre communistes, augmentation de l'influence trotskyste... »

La vérité est que cette grève fut essentiellement revendicative et l'émanation même de la base.

Riches d'un passé syndical déjà glorieux, fiers de leur indépendance actuellement perdue mais jadis proverbiale, étouffés dans leur aspiration à la démocratie ouvrière, plongés dans une situation voisine du dénuement par des salaires de famine, dans l'impossibilité de vivre sans faire travailler le conjoint (tant pis pour le foyer, les enfants, la famille) il n'en fallait pas plus pour pousser à la révolte les cotisants, ceux qui estimaient qu'il avaient mis à leur tête des mandataires pour obéir aux volontés de leurs mandants et non pour leur donner des consignes et des ordres.

Imaginez une chaudière sans soupape de sûreté dans laquelle on accumulerait sans cesse de la vapeur.

L'éclatement de la chaudière ce fut la révolte des postiers.

Prenons l'exemple le plus typique. Au central télégraphique de Paris (1), ce sont les agents de la base (commis, facteurs-chefs, contrôleurs) qui, devant la trahison de leurs dirigeants syndicaux, s'adressèrent à des camarades ayant déjà fait leurs preuves, en qui ils avaient confiance, pour lancer l'action. Le fait de passer pour des jaunes ou des briseurs de grève était une pensée intolérable pour ces éléments de base. Ceux à qui ils s'adressèrent répondirent à leur élan irrésistible et à la démocratie, et ainsi la volonté d'agir l'emporta sur la bureaucratie.

L'Apparition des Jeunes

C'est une opinion courante de dire que les jeunes sont contaminés par une certaine vague d'immoralité. Cinq années d'occupation, les habitudes d'indiscipline encouragées par l'esprit de la Résistance, le contact du marché noir, le désir de s'amuser ont, paraît-il, perdu toute une génération.

Quelle erreur ! Ah ! comme il eût fallu que le monde des travailleurs les vît, ces jeunes postiers répondre avec enthousiasme à l'appel des anciens, de certains anciens du moins, à l'action directe. Ces jeunes qui chaque jour, à la cantine de leur bureau, se privent de la ration de viande ou du verre de vin parce que l'épaisseur du portefeuille ne leur permet pas de se payer « ce luxe » à longueur de mois ou de semaine.

Appel à l'action, appel à la lutte, et tous, quelques minutes après, étaient aux piquets de grève. Pas de considérations politiques dans leurs réflexes. Les libres penseurs comme les croyants, les gauchistes comme les modérés, la plupart non adhé-

rents à un parti politique, ils étaient là, tous présents, vibrants, ardents. Plus d'étouffement de leurs cris de colère, plus de « travaillez d'abord, revendiquez après » plus d'hymne à la production à leurs dépens, mais, au contraire, l'appel à la lutte. Et, pour la lutte, ils ont montré qu'ils étaient dignes de leurs aînés.

Ils n'avaient et ils n'ont encore que les rudiments, d'une éducation syndicale. Malgré cet handicap, leur intérêt de classe, leur esprit révolutionnaire, la sûreté de leur jugement enfin éveillé, les fit vibrer dans les joutes oratoires qui opposèrent sur les lieux de la grève des militants du comité de grève et les dirigeants de la fédération postale. Ils applaudissaient avec enthousiasme là où il fallait applaudir, sans consigne, sans mot d'ordre, sans brigade d'acclamations et jamais à contre-temps.

Dans cette grève une nouvelle génération s'est révélée, aux anciens de ne pas la décevoir.

Les Méthodes Staliniennes des Dirigeants de la F.P.

Disons pour terminer quelques mots des méthodes, pour le moins écoeürantes, employées par la bureaucratie syndicale pour faire échouer la grève.

C'est un fait unique dans l'histoire syndicale que des dirigeants syndicaux aient tenté de briser une grève.

Pour un militant syndicaliste c'est un axiome qu'il ne faut jamais saboter une grève. S'il est en désaccord avec le mouvement, il dégage sa responsabilité morale, mais il fait tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le succès du mouvement. Les bureaucrates staliniens ont fait le contraire.

Ils ont préféré effrayer, menacer les jeunes auxiliaires en faisant allusion aux sanctions et aux journées de salaire non payées pour faits de grève.

Ils ont préféré calomnier. Ils ont préféré faire attaquer les grévistes du central de Marseille par les ouvriers du port.

L'histoire jugera. Mais déjà les postiers ont levé l'étendard de la révolte. Pour l'action directe, la démocratie ouvrière et l'indépendance syndicale.

Ce n'est qu'un début. JEAN DEVEAUX.

(1) Le central télégraphique a joué un rôle prépondérant dans toutes les grèves de postiers. Le sort d'une grève a souvent dépendu de l'action de ce noyau vital des télécommunications. Cette fois encore la victoire du central assura le succès de la grève.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Si vous voulez savoir comment fut assassinée la Révolution espagnole, lisez nos quatre brochures :

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| J. Prader : Au secours de l'Espagne socialiste | 25 fr. |
| Prudhommeaux : Catalogne 1936-1937..... | 25 fr. |
| Marcel Ollivier : Les Journées sanglantes de Barcelone (Le Guépéou en Espagne)..... | 15 fr. |
| P. Lapeyre : Révolution et Contre-Révolution en Espagne..... | 15 fr. |

Envoi franco de port. Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefevre, 15, rue de la Huchette Paris (5^e). C. Chèques Postaux Paris 633-75.

APRÈS LE CONGRÈS SOCIALISTE

LA DÉMOCRATIE INTÉRIEURE

Par Marceau PIVERT

UNE étape est franchie : le fonctionnement de la démocratie intérieure du Parti Socialiste est assuré. Ce sont les militants du rang qui commandent, et qui dictent à leurs délégués, à leurs mandataires, si haut placés soient-ils, la politique qu'ils ont décidée en leur âme et conscience et conformément à la règle loyale de la majorité.

Cette opération s'est faite sans déchirement sans pression de quiconque. Les leaders les plus prestigieux ont été applaudis cordialement, unanimement, pour leur sincérité ou leur talent. Mais l'opinion de la base et de ses délégués fidèles n'a pas été modifiée : on demande une politique socialiste, une offensive socialiste, une volonté révolutionnaire, une perspective internationaliste... et non pas des positions équivoques, des compromis à la petite semaine, tantôt à droite et tantôt à gauche. On exige un vrai parti, à la fois interprète fidèle et guide éclairé des millions et des millions d'opprimés qui en ont assez de rafistoler avec leurs sacrifices un régime social de boue et de sang.

La motion de synthèse a déçu les uns, réjoui les autres. Elle est cependant un progrès. dans l'ensemble, en dépit des passages où se confondent encore le langage « gouvernemental-diplomatique » et le langage « socialiste-révolutionnaire ». A mon sens, les Congrès du Parti doivent s'emparer des problèmes de stratégie générale du mouvement ouvrier définir les grands traits de la position internationale de classe ; analyser la phase de développement (de transition) à laquelle on est parvenu ; et faire confiance, pour les détails d'application à l'organisme exécutif, qui devra rendre compte de son activité devant le Congrès suivant.

Si les problèmes sont abordés sous cet angle les polémiques relatives à l'unité d'action avec les communistes sont sans objet ; nous affirmons ne pas transiger sur la défense des intérêts immédiats et permanents de la classe ouvrière. Ceux qui seront sur cette position de classe seront à nos côtés tout naturellement, et nous leur proposerons alors une alliance circonstancielle à objectif précis. Les autres seront nos adversaires. Rien de plus. Si une telle attitude avait été celle du parti depuis sa résurrection, il n'y aurait pas eu blocage des salaires, stakhanovisme, chauvinisme exaspéré, exaltation puis dissolution des milices patriotiques, sabotage des nationalisations ou de l'épuration, revendications équivoques en ce qui concerne le statut de l'Allemagne, etc., toutes positions dictées plus ou moins à un parti socialiste hésitant par un parti communiste suivant servilement les zig-zags de la diplomatie staliniennne.

Autre point de repère essentiel : nous sommes avec la classe ouvrière, toujours, dans l'action autonome qu'elle entreprend en relation avec ses besoins et les lois obscures de sa cons-

science de classe : donc, solidarité inconditionnelle avec les postiers en grève, avec le Viet-Nam en voie d'émancipation sociale et nationale, avec le mouvement ouvrier espagnol qui souffre et qui meurt, étranglé encore une fois par les hypocrisies des impérialismes. Et cela nous permet — nous permettrait — de hausser les épaules en face de ceux de nos adversaires qui PARLENT d'unité ouvrière comme d'un moyen raffiné de concurrencer la boutique d'en face, mais qui TORPILLENT en fait, l'unité d'action sur les cas précis où elle est ABSOLUMENT NÉCESSAIRE SOUS PEINE DE TRAHISON PURE ET SIMPLE DES INTÉRÊTS COMMUNS A TOUS LES TRAVAILLEURS : comment peut-on parler d'unité d'action entre des grévistes et des briseurs de grève ?

Et pour nous arrêter là aujourd'hui : la nouvelle majorité du Parti n'a certes pas une cohésion idéologique à toute épreuve. Elle le sait. Elle est le reflet d'un effort tâtonnant mais c'est précisément cet effort honnête et INDÉPENDANT qui fait la valeur de l'étape nouvelle. Entre deux blocs internationaux qui s'affrontent dans tous les domaines, la naissance d'une volonté d'indépendance et de clarté dans la vie politique française est appelée à entraîner des conséquences considérables, et pour le développement du Parti Socialiste, et pour ce qu'il représente dans la vie internationale. Les rares militants, s'il en fut, qui ne pouvaient envisager l'activité socialiste en France que liée plus ou moins étroitement à un système d'alliances ou à un autre (aux U.S.A. ou à l'U.R.S.S.) sont désormais ou bien ralliés à une conception plus saine, plus autonome, plus conforme aux énormes possibilités d'un « Troisième Front », ou bien condamnés à l'impuissance d'une petite secte coupée des masses socialistes. La chance du Parti Socialiste réside aujourd'hui, dans le fait que toutes les autres perspectives antérieures sont en miettes : les masses populaires françaises ne doivent compter que sur elles-mêmes ; les masses populaires européennes aussi ; les masses coloniales aussi. Mais quand la solidarité effective entre ces centaines de millions d'esclaves, (esclaves du même système impérialiste d'exploitation) va se dessiner, alors on pourra se rendre compte de l'importance historique d'un tout petit chaînon ajouté à la chaîne des événements, le chaînon du redressement révolutionnaire du Parti Socialiste, première victoire de la libre détermination des travailleurs.

Si ces réflexions sont fondées, tout militant révolutionnaire honnête et antitotalitaire, tout socialiste internationaliste et libertaire doit rejoindre d'urgence les rangs du Parti Socialiste S.F.I.O. et se mettre au travail avec confiance, avec un esprit de fraternité qui manque trop souvent aux esprits médiocres, avec la certitude enfin d'insérer son modeste effort dans un immense processus encore à peine commencé. (5 septembre 1946).

Les Femmes et le M. R. P.

Par Simon RUBAK

JUSQU'À la Libération, la France était, vue de l'extérieur et *grosso-modo*, le pays typique de la petite et moyenne bourgeoisie anti-cléricale. Et brusquement, depuis la Libération, surgit un puissant mouvement catholique de gauche — ou de centre-gauche — le M.R.P., mouvement qui n'a pas cessé de croître et de dérouter les idées un peu schématiques que l'on se faisait du « visage » de la France.

Les succès électoraux du M.R.P. ont été aussitôt l'objet d'interprétations électoralistes. On en a attribué les causes aux péripéties des batailles électorales, aux mérites et aux fautes des différents partis, etc...

On a aussi parlé de la vague de religiosité, de mysticisme plutôt, qui suit habituellement les guerres.

On impute encore ce succès à l'héritage de Vichy. La « rechristianisation » de la France fut en effet l'un des objectifs importants de Pétain, et ses efforts n'ont pas été vains. En même temps, dans les camps de prisonniers comme dans les Maquis, les ecclésiastiques surent parfois conquérir la considération et la confiance de leurs camarades. Mais toutes ces raisons pourraient expliquer un regain assez limité du catholicisme, elles ne justifient nullement l'étonnante montée en flèche du M.R.P.

Aussi, plutôt que de pousser l'énumération de facteurs partiels, mieux vaut rechercher des causes majeures, sans perdre de vue que, pour le M.R.P., comme pour tous les autres partis, le succès s'est manifesté dans le cadre des consultations électorales et à leur occasion, et moins par une augmentation d'adhérents inscrits que par une augmentation de sympathisants, par un élargissement d'influence.

Sur le plan politique, l'Église a opéré un important revirement. Elle ne s'appuie plus uniquement sur la vieille réaction et le patronat. Sans les abandonner, mais en ne maintenant de ce côté-là que des contacts discrets, elle cherche plutôt à « gagner le peuple » et n'hésite pas à condamner formellement le Capitalisme. Avec une démagogie très prudente, elle constitue, dans la plupart des pays de son obédience, des partis catholiques *de gauche*, à base assez largement ouvrière. Ses moyens de propagande sont puissants et modernisés. Elle y consacre d'immenses ressources et une vieille expérience. Elle bénéficie, comme d'un climat favorable, du désarroi des esprits qui accompagne et suit immédiatement les guerres.

Dans le cadre électoral, on connaît le bilan des partis concurrents : les Communistes et les Socialistes, avec quelques fluctuations, se partagent la majorité, absolue ou presque, des suffrages. La Droite, un moment épouvantée par la défaite des fascismes italien et allemand, et déshonorée par ses collusions avec ceux-ci, relève peu à peu la tête avec le P.R.L. Quant au Parti Radical qui formait anciennement ce centre-gauche actuellement occupé par le M.R.P.,

il s'est effondré. Si les leaders du Radicalisme essaient de le sauver, c'est en mettant le cap à droite, c'est-à-dire en abandonnant une idéologie humanitaire et anticléricale qui ne trouve plus qu'un écho insuffisant dans le corps électoral. C'est que celui-ci — et c'est là, probablement, le grand fait significatif — a subi une modification considérable : jusqu'à la guerre, en France, les femmes ne votaient pas ; le suffrage ne leur a été accordé qu'à la Libération.

Le Vote des Femmes

Sitôt que l'on remarque la simultanéité historique de ces faits : changement de composition du corps électoral par le vote des femmes, effondrement du Radicalisme « bon teint », montée en flèche d'un parti catholique, il saute immédiatement aux yeux qu'il ne s'agit pas là de phénomènes indépendants.

On n'a pas oublié que c'est le Parti Radical et les Loges Maçonnes masculines qui mirent le plus d'obstination à s'opposer au suffrage féminin, pour des raisons moins de principes que de politique. Alors que leurs doctrines libérales, humanitaires, démocrates semblaient devoir les rendre favorables à une extension du suffrage « universel », stratégiquement, ils estimaient que, dans l'état de l'opinion française, le vote des femmes entraînerait une régression notable de la Laïcité, une intrusion des sacristies dans les affaires publiques. Il semble bien que les faits ont vérifié cette appréhension.

Cependant, dira-t-on, n'est-ce pas simplement déplacer le problème ? Admettre que la religiosité est un apajage de la mentalité féminine, n'est-ce pas prendre pour solution politique une pure recherche de psychologie ?

Ce serait là, effectivement, une faute de raisonnement, à moins d'adopter ici l'attitude marxiste à l'égard des idéologies, attitude qui consiste à les replacer sur le plan social et à rechercher leurs bases économiques. C'est ce que nous allons tenter de faire.

La France métropolitaine compte environ 20 millions de personnes exerçant une profession, et parmi elles 37 pour cent sont de sexe féminin. Les adultes sans profession sont au nombre d'à peu près 7 millions dont environ 6 millions de filles et de femmes.

On notera tout de suite que si le suffrage avait été donné exclusivement aux filles et aux femmes exerçant une profession, l'importance respective des classes sociales formant le corps électoral n'aurait pas subi de modifications importantes : le nombre des gens de maison, des agriculteurs, des commerçants et des employés se serait sans doute accru par rapport à celui des autres catégories, mais dans de faibles proportions. Tandis que le suffrage donné à toutes les adultes, fait entrer dans le corps électoral une catégorie sociale qui n'y figurait pas auparavant,

que nous appellerons celle des « ménagères », au nombre de 6 millions, soit près du quart des listes électorales.

Si l'on considère cette catégorie sous son aspect économique, on admettra d'abord sans difficultés qu'étant « sans profession » les ménagères ne jouent pas le même rôle dans l'Économie publique que les personnes ayant une activité professionnelle à quelque titre que ce soit. Il s'agit donc bien, d'une catégorie sociale économiquement distincte des autres, et possédant par conséquent — suivant le point de vue marxiste — des intérêts globaux distincts, un état d'esprit particulier, une idéologie spéciale.

Généralement, on apparente les ménagères pauvres au prolétariat, les riches ou simplement aisées à la bourgeoisie. Ce n'est pas très exact. Si, par exemple, on admet — ce qui est une observation très connue — que l'état d'esprit des chômeurs de longue date finit par se différencier sérieusement de celui des ouvriers occupés, on admettra aussi que l'état d'esprit d'une ouvrière travaillant en usine doive se différencier d'une femme d'ouvrier passant sa vie chez elle, c'est-à-dire, pour employer une expression très typique « vivant bourgeoisement ».

Aspirations des Ménagères

Bien entendu, il serait absurde de considérer les ménagères comme des oisives. D'abord, un certain nombre de ces femmes dites « sans profession » participent en réalité à la production ou à la distribution des marchandises, notamment parmi les paysans, les artisans et les petits commerçants. D'autre part les ménagères proprement dites pratiquent des travaux spécialisés de soins, de cuisine, d'entretien, de puériculture, etc. et leur tâche est souvent pénible et ingrate. Ceci est à constater non pas pour ménager la susceptibilité des lectrices, ni même par simple esprit de justice, mais pour les conséquences importantes qui en découlent et sur lesquelles nous reviendrons.

Le travail des ménagères ne se présente pas sur un marché : il ne se vend ni s'achète ; il a une valeur d'usage et non une valeur d'échange. La ménagère peut, par son travail, limiter les dépenses familiales, mais elle n'apporte pas de recette. La quantité d'argent qu'elle consomme pour subsister ne lui est pas allouée en paiement de ses services, mais comme quote-part du revenu familial, ou encore à titre de don, et dans ces deux cas, elle se trouve dans la dépendance économique de la personne qui la « fait vivre ». Son niveau de vie dépend donc bien moins des facteurs économiques habituels que de facteurs semi-économiques tels que les chances de la naissance ou de la rencontre d'un homme, les impondérables de la séduction, les habiletés ou maladrotes de la coquetterie, les « miracles » du « coup de foudre », etc... facteurs qui s'apparentent aux jeux de hasard et sont souvent générateurs de croyances superstitieuses. Et l'on sait que les religions sont alimentées de ces croyances qu'elles canalisent et consacrent.

Le véritable intérêt économique d'une fille ou d'une femme serait qu'elle ne liât son sort qu'à celui d'un homme riche. La conquête d'un haut niveau de vie étant rattachée, pour elle, à la conquête et la conservation de l'homme qui l'assure, il s'ensuit que le point de vue économique s'oppose fréquemment à des considérations morales, sentimentales ou physiques et que, dans tous les cas, la concurrence économique est recouverte, compliquée et renforcée par la concur-

rence sexuelle. Les intérêts économiques, modifiés en aspirations sentimentales, posent des problèmes d'honorabilité, de fidélité, de bonheur en amour, etc. bref des problèmes de cette morale des sentiments sexuels pour laquelle les « directeurs de conscience » et les confesseurs sont des conseillers spécialisés.

De même qu'elle est poussée à croire, par le cadre même de sa vie, que sa propre destinée dépend du hasard et de ses mérites ou défauts moraux et physiques, bien plus que de l'organisation de la société, de même, la femme qui reste au foyer tend à croire que la situation de sa famille tient aux qualités ou défauts du chef de famille plus qu'au système social tout entier. Aussi les affaires internationales ou nationales l'intéressent moins pour leur portée générale que pour leur incidence sur sa vie familiale, sur son intérieur, qui reste un monde fermé. En fait, les ménagères se passionnent peu pour la Politique. Elles préfèrent les histoires de la « vie privée ». Et les naissances, les amours, les maladies, les décès qui en forment la trame éternelle les placent à tout instant devant ces mystères métaphysiques de la Vie, de la Mort, de la Destinée auxquels les Religions apportent les solutions les plus simplistes.

Sans permettre, bien sûr, de déduire automatiquement une idéologie religieuse d'une position économique, ces remarques permettent peut-être de mieux saisir pourquoi la propagande catholique, en mettant l'accent sur la vie familiale, la morale matrimoniale trouve, dans le public féminin, une audience attentive. Cette même propagande recueille, de plus, parmi le public, une assez large approbation sur le seul problème politique qui l'intéresse directement : celui qui pose l'alternative : droit au travail ou droit au foyer.

La Femme au Foyer

On dit fréquemment qu'étant donné sa constitution physique, ses fonctions maternelles, la place naturelle de la Femme est au Foyer. A vrai dire, rien dans la constitution physique de la femme ne permet de dire que la Nature l'a prédestinée à l'usage du réchaud à gaz, des casseroles, des lessiveuses, du dé à coudre ou du balai-brosse. Le foyer n'est pas plus la place naturelle de la Femme, que l'écurie n'est la place naturelle des chevaux.

Le maintien de la femme au foyer est la survivance du vieux système périmé des Corporations où l'individu était héréditairement maintenu dans son état. Le Capitalisme a fait éclater ce système. Mais la lenteur d'évolution des travaux domestiques a conservé à l'intérieur des familles la traditionnelle division sexuelle du travail ménager.

Par ses conséquences, il est indéniable que le droit au travail émancipe la femme. Théoriquement ce droit se justifie pleinement : c'est la liberté juridique accordée à tout individu de choisir sa carrière. Bien entendu cette liberté, comme toutes les autres, est limitée par les conditions économiques.

Seule une élite de femmes appartenant aux classes aisées ou riches, use réellement de ce droit pour échapper aux servitudes ménagères et se consacrer à des professions choisies, comme les professions libérales. Malheureusement cette émancipation véritable, limitée à la bourgeoisie, s'accompagne souvent de manifestations ridicules qui forment cible à la malice des hommes comme à l'irritation des femmes du prolétariat sensibles à cette différenciation de

classe, et aussi se heurtent à la condamnation des ménagères conformistes et « bien pensantes » qui ont les faits pour elles.

Car il est certain que, son niveau de vie n'étant pas conditionné par son travail, la femme a d'autant plus d'avantage à rester chez elle, qu'elle y travaille moins, que, grâce à l'emploi de personnel salarié, d'installations de confort, etc... sa présence permanente y devient techniquement moins nécessaire. Économiquement parlant, il y a là un parasitisme pour lequel la femme bourgeoise trouve une justification et un appui dans les conceptions chrétiennes de la famille qui consacrent les rôles respectifs de l'homme et de la femme.

Dans les classes pauvres la situation est toute différente, car le travail professionnel des femmes n'y est pas option, mais nécessité impérieuse. On le considère à juste titre comme une surexploitation car le salaire des ouvrières ne leur permet pas de se dispenser des occupations domestiques. Comme la présence d'enfants en bas âge est la seule cause qui puisse malgré tout retenir une femme pauvre à son foyer, il lui semble que c'est là sa situation normale, naturelle, et que seule la « rigueur des temps » l'en arrache. D'où, pour les ouvrières, une aspiration de « retour au foyer » aspiration réalisée et défendue par les « ménagères » qui, loin de partager les conceptions

des partis ouvriers sur l'émancipation de la femme, sont au contraire sensibles à l'hypocrite compassion de l'Église pour les « pauvres ouvrières » arrachées à leur foyer, et proclament les conceptions traditionnelles du rôle de la Femme, religieusement sanctifié.

Ainsi, dans l'ensemble, cette catégorie des « ménagères » nouvellement intégrée au corps électoral semble bien offrir moins de prise à une propagande des partis ouvriers axée principalement sur des considérations de politique économique, qu'à la propagande catholique avec son fatalisme, son mysticisme, sa résignation au hasard, sa morale sexuelle bornée et l'accent qu'elle met sur la vie familiale.

C'est un exemple de ce paradoxe de la Démocratie qui, en se développant, s'étend à des catégories sociales, qui ne lui sont pas favorables. Dans ce cas précis est-ce très grave? Non. Car, en fait, l'influence catholique sur les ménagères ne se manifeste pas seulement depuis le vote des femmes, et il s'exerçait déjà sur la politique par voie détournée, insidieuse. La voilà maintenant à visage découvert. Qui sait si ce n'est pas un avantage dont le Socialisme saura tirer parti?

Simon RUBAK.

OU VA LA C. G. T. ? (1)

par Pierre MONATTE

On est tenté de dire : « Une brochure de jeune » tant est vivante et ardente cette étude. Puis de judicieuses références au passé syndical qu'il connaît si bien, nous remémorent que Pierre Monatte est un militant chevronné. Il créa jadis « *La Vie Ouvrière* » revue bi-mensuelle d'une belle tenue. Fondateur du parti communiste, il s'en retira lorsque la bolchevisation le vassalisa à Moscou. Puis il fut de 1925 à 1939 l'animateur de « la Révolution Proletarienne » si hautement appréciée de tous les militants.

Nous reviendrons sur cette brochure difficile à résumer brièvement. Nos amis pourront toutefois juger de sa densité par les brèves citations extraites des dernières pages. — R. L.

« La pire duperie, la plus grande escroquerie morale dont la classe ouvrière ait jamais pu être victime, c'est incontestablement d'avoir réussi à lui faire prendre le parti stalinien de 1946 pour un parti défendant le socialisme ou le communisme. Le communisme est bâti sur deux idées essentielles : la lutte de classes et l'internationalisme. Quand manque l'une ou l'autre de ces idées, à plus forte raison quand manquent les deux, il ne peut plus y avoir de socialisme ou de communisme. L'union dans le sentiment patriotique implique l'union des classes, par conséquent l'abandon de la lutte des classes. Il ne faut pas être autrement surpris que des délégués au congrès confédéral qui portent l'étiquette communiste aient accueilli par des sifflets et des vociférations les orateurs qui évoquaient le droit de grève. Ils ne savent plus ce que c'est que la lutte des classes. Ils parlent comme des jaunes.

Léon Blum a reproché aux stalinien de dégrader l'esprit humain. Il a pleinement raison.

... Mais il est un autre reproche qu'on doit faire aux stalinien. C'est d'avoir dégradé le socialisme ; d'avoir mis sous les yeux de l'univers un régime qui se prétend socialiste, alors qu'il se moque de l'égalité, de la justice, de la liberté ; d'avoir fait prendre quelque chose qui ne

comporte ni lutte de classes ni internationalisme pour du socialisme. Jamais pareilles vessies n'ont été données pour des lanternes.

... La Russie n'est pas plus le pays du socialisme que la France de Napoléon n'était encore le pays de la Révolution. Tout en prétendant pourchasser le fascisme, la Russie a fini par en incarner un autre varié : le fascisme rouge. Qu'était le fascisme blanc? Un composé de nationalisme exaspéré et d'étatisme. Ces deux éléments se retrouvent au même degré dans le fascisme rouge de Staline.

... L'unité dans la C.G.T. s'est faite par le rapprochement de deux appareils : le vieil appareil de la C.G.T., d'où tous les éléments révolutionnaires avaient été éliminés après la scission ou s'en étaient retirés ; et l'appareil de la C.G.T.U., qui avait progressivement perdu ou chassé tous ses minoritaires. Dans l'un et l'autre appareils, plus ou presque plus d'hérétiques. C'est cela qui semble constituer l'armature présente de la C.G.T. Mais aveugle serait celui qui ne verrait pas, en bas, dans les syndicats, d'un bout à l'autre du pays, nombre de vieux et de jeunes hérétiques. Ils sentent que le syndicalisme est en danger, et avec lui la défense de la classe ouvrière, et ses espérances.

Vous êtes de ces jeunes hérétiques. Vous vous croyez seuls. Vous ne l'êtes pas. Désespérés? Pourquoi? Vous avez la chance de vivre une grande période du mouvement. Il ne s'agit pas de choisir entre le communisme et le désespoir. Le communisme, c'est aussi le désespoir pour après-demain, ou peut-être demain, pour tous ceux qui sont maintenant dans ses rangs, mais croient véritablement lutter pour l'émancipation du prolétariat. Au diable le désespoir et le soi-disant parti communiste qui foule aux pieds la lutte de classe et l'internationalisme.

Rédites-vous la réplique de Jeanne d'Arc, dans la pièce de Vermorel, lorsque Bedford lui dit : « Qui réussit a raison. »

Jeanne lui répond : « Non, qui a raison réussit. »

(1) 12 francs franco. Adresser les commandes à : Finidori, 64, rue du Faubourg Saint-Martin. — C.C.P. Monatte 3499-99. Paris.

Toute politique nationaliste prolonge la misère

par Andrée GELO

DEPUIS les dernières décades du XIX^e siècle, le développement des forces productives et l'accroissement de la masse des produits se voyaient accompagnés, dans les pays industrialisés, d'un relèvement du standard de vie des larges masses laborieuses. Une certaine amélioration du niveau de vie des ouvriers était incontestable comparativement à la misère profonde du début du siècle dont Marx et Engels dessinaient une image si saisissante : La lutte de classe pour les revendications ouvrières avait été nécessaire pour arracher aux capitalistes cette amélioration relative. Cette élévation générale du niveau de vie n'était toutefois possible — et c'est ce qu'il importe de voir pour mieux comprendre les conditions actuelles, différentes, de la lutte pour les revendications immédiates — que grâce au fait qu'il s'agissait, dans le capitalisme libéral, d'une économie où l'aboutissement normal du gros des investissements était la production de biens de consommation et où l'offre tenait compte de la demande. Le capitalisme monopoleur, malgré ses restrictions bien connues de la production, ne changeait rien à ces principes. Dans ces conditions, la hausse des salaires lorsqu'elle apparaissait au marché comme demande supplémentaire de biens de consommation, y trouvait les produits demandés, ou en stimulait la fabrication. Elle représentait donc en gros, malgré sa tendance toujours existante d'entraîner une certaine hausse des prix, une augmentation du pouvoir d'achat, une élévation du niveau de vie des salariés.

La guerre de 1914 à 1918, devenue guerre de matériel avec ses besoins économiques pratiquement illimités, créait pour la première fois une situation nouvelle, notamment dans les pays qui ne disposaient pas de suffisamment de produits agricoles et de matières premières et ne pouvaient plus se les procurer au marché mondial. Dans ces pays, en Allemagne en premier lieu, l'État fut amené, par la force des choses, à intervenir dans l'économie pour coordonner tous les moyens et efforts de la nation dans le but suprême de satisfaire aux besoins de la guerre. Cela nécessitait, en même temps qu'une expansion maximum de la production, des restrictions sévères imposées par l'État à la fabrication des biens de consommation, indépendamment de la demande de ces derniers. De ce fait, une augmentation éventuelle des salaires ne se voyait plus équilibrée par une offre suffisante de biens disponibles à la consommation des masses. Et dans la mesure où des disponibilités accrues en argent n'étaient pas drainées par le moyen d'emprunts libres ou forcés, vers les caisses de l'État, elles ne pouvaient agir que dans un sens inflationniste, c'est-à-dire occasionner une hausse des prix telle, que le salaire réel fût maintenu à son niveau

de misère antérieur, sinon encore diminué. La production globale pouvait augmenter sans cesse et même atteindre — comme elle faisait en effet — un niveau inconnu avant guerre, puisqu'elle ne portait pas sur les biens de consommation, l'ancien état de choses ne changeait pas. Loin de permettre une amélioration du niveau de vie des masses, l'augmentation de la production allait de pair, au contraire, avec sa baisse continue. Le renversement de cette tendance, (une amélioration substantielle des conditions d'existence de l'ensemble des masses laborieuses), aurait supposé une *révision fondamentale des buts* assignés à la production, révision pourtant incompatible avec une conduite efficace à la guerre.

Economie de guerre et restrictions

Durant la deuxième guerre mondiale, cette organisation économique, avec le même cortège de phénomènes, s'imposait dans la plupart des pays impliqués dans la guerre.

Exceptionnellement, aux États-Unis, l'économie de guerre n'entraînait pas dans tous les domaines de la consommation et surtout pas sur le plan du ravitaillement, des restrictions pour les masses.

Lorsqu'une économie de guerre ou toute autre économie dirigée selon les nécessités de la puissance nationale, s'élève sur la base de la propriété capitaliste, la baisse du pouvoir d'achat des masses trouve comme contre-partie la sécurité des profits et ainsi les intérêts économiques des capitalistes concordent, dans une large mesure, avec l'évolution d'une économie de cet type. Il est aussi évident que — quelle que soit la cause de la guerre même — l'économie de guerre ainsi que l'économie dirigée de puissance nationale établie en temps de paix, ont leur propre logique, contenant d'autres causes encore de la misère des masses et que les intérêts de profit des capitalistes. C'est pourquoi en U.R.S.S., bien que le capitalisme privé soit aboli, l'économie dirigée, (dont les plans sont déterminés par les nécessités de la lutte entre les nations), n'a jamais encore éliminé, malgré l'augmentation continue de la production, la grave pénurie d'objets de consommation les plus indispensables dans la vie quotidienne des masses ouvrières et paysannes.

Aujourd'hui, dans cette paix précaire, l'âpreté des rivalités économiques et politiques entre les nations et, surtout, le caractère de la guerre moderne, (guerre de matériel), créent, à une vaste échelle, des conditions économiques analogues à celles du temps de guerre. En conséquence, tant qu'on tient compte des nécessités qui découlent des rivalités nationales, même pour un pays qui ne cherche que

sa défense, le standard de vie des masses travailleuses ne peut atteindre, et moins encore dépasser, (au sein de toute nation autre que la plus forte), son niveau d'avant-guerre. Partout ailleurs on ne pourra faire autrement que l'Angleterre de nos jours, que l'U.R.S.S. depuis des décades : organiser l'ensemble de l'activité économique du pays dans le but d'accroître au maximum et dans un temps record le potentiel industriel et militaire, au détriment, inévitablement, de la production de biens destinés à la consommation intérieure des masses. La France n'échapperait pas à ces fatalités. Même si elle ne devait que sauvegarder son indépendance vis-à-vis des nations rivales, elle serait obligée, dans les conditions économiques et internationales de notre temps, de rattraper, partiellement au moins, mais au plus vite, le retard matériel dans lequel elle se trouve par rapport aux Trois Grands qui, forts de leur supériorité, dirigent la politique mondiale. C'est là une tâche si immense qu'on ne peut la comparer qu'à celle de la nation en guerre. L'assumer, signifie nécessairement, être conduit vers l'instauration d'une économie dirigée de puissance nationale. Le niveau des salaires réels, du pouvoir d'achat des ouvriers, serait à nouveau étroitement lié à la relation entre production pour la consommation et pour la puissance nationale, fixée, par l'Etat, selon les seuls besoins du militarisme, avec pour conséquence inévitable la détresse prolongée des masses. Et pourtant, au bout de ce chemin, même si l'on réussit à rendre la nation grande et forte, se place la prochaine guerre mondiale et non pas la sécurité et le bonheur du peuple.

La libération économique et sociale

Il est évident qu'au fur et à mesure que l'économie dirigée nationale se développe, la lutte elle-même pour les revendications ouvrières économiques acquiert un caractère politique. Les ouvriers ne peuvent, en dernier lieu, atteindre une élévation substantielle et stable de leur niveau de vie que lorsqu'ils réussissent à remporter des succès contre toute politique dont découle, avec une conséquence de fer, l'économie dirigée nationale. Succès contre cette politique — cela veut dire, contre l'Etat et les partis qui en sont les représentants. Les intérêts des ouvriers ne peuvent être défendus que par une politique internationaliste, décidée à sortir du cadre des nations rivales.

Or le P.C. a abandonné toute trace d'internationalisme. Il fait une politique de « grandeur nationale » qui exige, ainsi que les chefs communistes eux-mêmes le proclament « la constitution d'une grande armée, et, naturellement, la politique de production correspondante. » (Marcel Cachin, dans l'Humanité du 15 mars 1945). Tout comme les Gaullistes, avec cette différence que de Gaulle poursuit les intérêts nationalistes et impérialistes authentiquement français, tandis que les chefs du P.C.F. veulent faire de la France un satellite de la puissance nationale de l'U.R.S.S.

Et puisque les communistes soutiennent une politique de puissance nationale, ce n'est que de la démagogie pure que de proclamer chaque jour, depuis la campagne électorale de juin : « Du fait que la pro-

duction a augmenté et les profits aussi, il serait logique, juste et possible d'augmenter également les salaires sans qu'intervienne aucune hausse des prix, c'est-à-dire d'accroître le pouvoir d'achat, le bien-être des larges masses de la population. » Non, car il ne suffit pas que la production totale augmente, et il est difficile de croire que les chefs communistes soient ignorants à ce point. Cela supposerait que soit abandonnée totalement et sans compromis toute politique nationaliste, de quelque couleur qu'elle soit. Sinon, une augmentation des salaires est condamnée à rester nominale et à déclencher des réactions inflationnistes. Plus que jamais la sauvegarde des intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière est fonction d'une politique d'entente et de fédération des peuples.

Pourtant, celles-ci ne peuvent pas être le résultat de négociations entre les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui, mais ne peuvent devenir réelles que lorsque la lutte de classe des opprimés et exploités de tous les pays aura, dans un effort solidaire, transformé radicalement le régime intérieur de chacune des puissances qui s'affrontent à l'Organisation des Nations dites Unies, et dont les intérêts opposés, inspirés par des buts de puissance nationale, se heurtent, sans réconciliation possible, à la Conférence dite de la paix. En France, ce renouvellement radical de la politique est possible, pour trois raisons :

1^o L'étatisation de l'économie et de la société tout entière est loin d'être achevée, les premières réalisations de l'économie dirigée nationale loin d'être consolidées, et rien ne sera définitivement décidé tant que la lutte des grandes tendances politiques pour la domination de la société n'est pas terminée.

2^o La France est, en outre, un des rares pays d'Europe — et du monde — qui ne soit pas « balkanisé », réduit à n'être que la partie d'une zone d'influence où les décisions politiques sont dictées par la puissance dominante.

3^o Et enfin, la classe ouvrière de France est encore une force, capable d'autonomie et d'initiative.

L'avenir n'est donc pas irrémédiablement engagé. L'ensemble des conditions que nous venons d'expliquer, laissent aux ouvriers français la possibilité, fermée dès aujourd'hui aux ouvriers de la plupart des pays d'Europe, de se faire les champions d'une renaissance de la lutte internationale pour la libération économique et sociale.

LA REVOLUTION RUSSE

Pour comprendre l'évolution de la Russie Soviétique depuis 1917, vous devez lire :

Rosa LUXEMBOURG :

La Révolution Russe 20 fr.

Marxisme contre Dictature 25 fr.

Victor SERGE : 16 Fusillés 25 fr.

HIDALGO : Un notaire espagnol en Russie.

Préface de Henri Barbusse 50 fr.

Envoi franco de port. — Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefeuve, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e). C. C. Postaux : Paris 633-75.

Socialiser nos Procédés Techniques ?

par Julien COFFINET

Le marxisme a toujours considéré que la technique développée au sein du capitalisme était l'application rationnelle de la science, et qu'elle devait être considérée en quelque sorte comme indépendante du milieu qui l'a vu naître et croître. Réserve faite des gaspillages provoqués par l'anarchie des initiatives et le déchaînement des appétits individuels, les marxistes ont toujours pensé que la technique utilisée par les capitalistes serait utilement reprise et utilisée par le socialisme.

Or cette position est des plus discutables. La technique capitaliste a été conçue et utilisée en fonction de marchés extérieurs à exploiter ; elle a été l'outil créé et utilisé pour les besoins de l'impérialisme. Elle est devenue un outil impérialiste qu'il est difficile, dans son état présent, d'employer à d'autres fins.

La technique devrait subir une sérieuse transformation avant de se mettre en harmonie avec les conditions d'une société socialiste.

Pendant tout le XIX^e siècle les vieux pays capitalistes fournissaient au monde les produits finis. Et les marchés mondiaux approvisionnaient l'Europe de matières premières, de produits alimentaires, et d'objets de consommation de tous ordres. La haute productivité des vieux pays capitalistes était plus apparente que réelle. Les importations du Royaume-Uni, de la France, de la Belgique, des Pays-Bas étaient depuis longtemps plus élevées que leurs exportations. Traduisez que la production nationale de ces pays ne suffisait pas à leur consommation, et que leur niveau de vie, en général plus élevé qu'ailleurs dans le monde, était permis par l'excédent d'importations, lui-même payé par les rentes impérialistes.

L'apparent développement de la productivité du travail a eu pour condition la division du travail au sein de la société. Au sein de l'entreprise les fonctions ont été sérieuses et à côté du personnel ouvrier proprement dit a été créé un personnel de surveillants, de contrôleurs, d'ingénieurs, de comptables, d'employés de bureaux, etc., qui n'est généralement pas compris dans le personnel productif, bien que son travail soit néanmoins, indispensable à la production moderne. Au sein de l'organisme social, les fonctions commerciales se sont séparées des fonctions industrielles, les organisations de transports des entreprises de commerce.

On a vu se constituer de gigantesques armées de fonctionnaires, de vendeurs, de cheminots, de commis-voyageurs, etc... Une partie des ouvriers qui travaillaient autrefois dans les petites entreprises particulières est maintenant employée à fabriquer des machines outils, à produire de l'électricité, à additionner, soustraire ou multiplier des nombres, à dessiner des projets, à vendre dans les magasins et tout leur travail n'est pas moins indispensable à la production moderne que celui de leurs grands-parents ouvriers ne l'était à la production d'autrefois. Pour juger de la véritable productivité de la production moderne il ne suffit pas de comparer la quantité de produits à la quantité de travail dépensée dans les ateliers par les ouvriers ; il faut tenir compte du travail de tous les hommes nécessaires à la production,

fussent-ils employés à la circulation des produits. Car un énorme développement des moyens de circulation était le complément indispensable de la concentration des entreprises.

Supprimez les marchés extérieurs à exploiter : la technique actuelle ne remplit plus économiquement son rôle. Elle coûte trop de travail. Or il est bien entendu qu'un régime socialiste ne saurait s'établir sur des bases impérialistes. Donc il est indispensable de réviser la structure technique de la production nationale pour orienter le régime nouveau vers une stricte économie du travail humain et des ressources nationales.

D'autre part la technique moderne a été conçue et appliquée dans l'intention de produire le maximum de profit capitaliste. Il est courant dans les milieux socialistes d'accepter la technique capitaliste parce que l'on croit, d'une manière un peu simpliste et sans y avoir regardé de plus près, qu'elle a diminué la quantité de travail socialement nécessaire à la production des marchandises. Or ceci n'est vrai qu'en partie. Ce n'est vrai que dans la mesure où l'on ne tient pas compte de l'énorme influence de la plus ou moins grande rapidité de la circulation du capital.

Contrairement à ce que l'on pense dans bien des cas les capitalistes eurent intérêt à introduire des modifications techniques qui produisaient plus de profit tout en augmentant le travail nécessaire à la production. C'est qu'elles augmentaient la rapidité de circulation du capital, et diminuaient en conséquence la quantité de capital employé. Prenons un exemple très simple : le bois. Le bois séchait autrefois pendant des années, à l'air, sans aucun autre travail que celui du stockage. Aujourd'hui le bois est séché au moyen de procédés chimiques qui coûtent du travail humain et donnent un produit de qualité inférieure. Mais avec le procédé ancien le capital eût attendu des années, immobilisé ; avec la méthode actuelle il est libéré au bout de quelques semaines. Inutile d'insister sur l'intérêt qu'y trouve le capitaliste.

Pour faire comprendre l'influence sur la technique de cette nécessité d'accélérer la circulation du capital il suffit d'indiquer que l'on peut considérer comme un principe que pour produire un objet donné qui exige mille journées de travail le capitaliste préfère une forme de production qui utilise cent ouvriers pendant dix jours, à une forme employant dix ouvriers pendant cent jours. Dans presque toutes les techniques modernes on retrouve l'intervention capitaliste tendant à accélérer la circulation des capitaux, qu'ils soient sous la forme argent, sous la forme marchandise ou sous la forme de travail. L'augmentation de la rapidité des moyens de communication, dans la plupart des cas, n'a pas de justification économique : elle coûte un énorme travail social presque inutile. Elle ne s'explique que par une nécessité capitaliste.

Les frais de circulation, sous tous leurs aspects, en régime capitaliste, représentent une effrayante dépense de force de travail, un gaspillage humain inacceptable. Une des tâches les plus urgentes qui se posent au socialisme est d'organiser la circulation en se basant sur une stricte économie du travail humain.

IDÉALISME et MATÉRIALISME dans la conception de l'histoire

par A. PATRI

Vous le voyez, disait Lafargue, le débat entre Jaurès et nous, marxistes, revient à la discussion sur l'origine et la formation des idées. Cette question a occupé et occupera longtemps encore la pensée philosophique. » Lorsqu'on relit le texte de la controverse entre les deux penseurs socialistes, on est un peu surpris au premier abord de voir le débat entre la conception idéaliste et la conception matérialiste de l'histoire se ramener à une aussi vieille question scolaire. On pensait qu'il s'agissait d'histoire tout court mais nous voici pour commencer ramenés à l'histoire de la philosophie. Tous ceux qui ont été un tant soit peu initiés à ce genre d'études connaissent la vénérable querelle des empiristes et des rationalistes, à propos de l'origine et de la formation des idées. Pour les uns, toutes nos idées viennent de l'expérience, et l'esprit humain, avant toute expérience est comparable à une table rase, à des tablettes de cire vierge. Pour les autres, la structure de notre esprit quelle que soit par ailleurs son origine, implique l'existence en nous d'idées innées, préalables à toute expérience, pour certains d'entre eux même toutes nos véritables idées sont innées, l'expérience n'étant qu'une occasion de les révéler. Dans cette espèce de tournoi de chevalerie idéologique ont voit rangés en ordre de bataille de l'antiquité au Moyen-âge et jusqu'à nos jours d'un côté les champions de la Raison innée : Platon, Saint-Anselme, Descartes, Malebranche, Spinoza, Leibniz, Kant, Fichte, Schelling, Hegel, de l'autre ceux qui arborent les couleurs de l'Expérience originelle : Archaüs, Epicure, les Stoïciens, Roscelin, Hobbes, Gassendi, Locke, Berkeley, David Hume, Condillac, Stuart Mill et Herbert Spencer.

On voit bien cependant, comment à la rigueur le débat entre les partisans de l'Idéalisme et ceux du Matérialisme historique pouvait se ramener à cette antique question. Est-on « idéaliste » en histoire. On admet que ce sont « les idées qui mènent le monde » de telle sorte qu'il faut bien poser ces idées comme une sorte de fait premier préalable à l'histoire humaine. Est-on « matérialiste », il faut considérer les idées comme une fonction de l'histoire économique et sociale de l'humanité. Elles ne sont donc pas un fait premier : elles ont une origine qu'il faut chercher dans l'histoire elle-même. Marx et Engels se trouvent ainsi enrôlés dans le camp des empiristes. Quels seraient, par opposition, les idéalistes historiques ? Sans doute les premiers partisans d'une philosophie de l'histoire et notamment les philosophes idéalistes allemands qui depuis Kant et Herder ont tenté de tracer des vues panoramiques du progrès de l'humanité. Peut-être serait-il bon aussi, bien que ni Jaurès ni Lafargue n'en fassent mention, de ranger du même côté, le Français Auguste Comte dont se réclament encore les sociologues

de l'Ecole Durkheimienne. N'est-ce pas Auguste Comte qui a écrit que « tout le système social repose sur des opinions » ? N'a-t-il pas subordonné à sa loi du développement intellectuel de l'Humanité, la célèbre loi des trois états théologique, métaphysique et scientifique la loi du développement temporel qu'il avait reçue de Saint-Simon : le passage du Militarisme à l'industrialisme ? Auguste Comte d'ailleurs parfaitement conséquent avec lui-même, s'était inscrit en faux contre l'adage des empiristes : « il n'y a rien dans l'entendement qui ne vienne de l'expérience » en insistant sur la nécessité de maintenir « l'indispensable restriction de Leibniz : si ce n'est l'entendement lui-même. »

C'est ce même argument leibnizien que l'on retrouve au cœur de l'argumentation de Jaurès. Polémiquant contre Locke, Leibniz avait feint d'admettre l'intégralité de la thèse empiriste pour mieux la détruire par ses conséquences mêmes. Si l'on admet que toutes les idées qui se trouvent dans l'esprit humain, ont leur origine dans l'expérience, il faut bien reconnaître que l'esprit humain doit être quelque chose antérieurement à cette expérience même et non pas rien. Un esprit n'a de sens que comme lieu des idées. Il faut donc bien admettre des idées innées, des idées qui préexistent sinon en acte dans notre conscience, tout au moins en puissance et qui se révéleront au cours du développement de notre esprit, paraissant ainsi suscitées par l'expérience, mais seulement à titre occasionnel.

De la même façon, Jaurès fait toutes les concessions apparentes à la conception matérialiste de l'histoire, mais c'est pour relever à l'instant même le drapeau de l'idéalisme : « Oui, il n'y a dans tout le développement humain que le reflet des phénomènes économiques dans le cerveau humain, oui, mais il y a en même temps le cerveau humain, il y a par conséquent la préformation cérébrale de l'humanité ». Il importe assez peu qu'ici au lieu de parler de l'esprit, on parle du cerveau. L'« esprit » ou le « cerveau » ne sont que des noms pour désigner ce que Jaurès appellera plus loin d'un terme neutre : « les forces initiales de l'humanité ». C'est sans doute à dessein qu'il parle le langage du matérialisme physiologique classique pour montrer que même dans cette perspective, la conception matérialiste de l'histoire ne peut être poussée jusqu'au bout de ses dernières conséquences qui la rendraient absurde. Le matérialisme historique ainsi compris n'est qu'une théorie de l'histoire. Il n'explique pas les prémices de l'histoire elle-même. Il est bien certain que tout peut s'expliquer par l'histoire du développement économique et social de l'humanité, mais l'histoire de l'humanité ne s'explique pas par elle-même. Elle n'explique pas le fait qu'au point de départ il y ait eu des hommes, des hommes qui se distinguent

des autres animaux par le fait qu'ils ont telles ou telles propriétés et non pas n'importe lesquelles.

Jaurès, sait fort bien qu'il est là sur un terrain solide confirmé par la genèse de la pensée marxiste elle-même. Marx n'a pas commencé par se nourrir exclusivement des matérialistes français et des empiristes anglais. Les idéalistes allemands ont été ses premiers maîtres et il ne les a jamais complètement reniés, s'il a voulu les dépasser. La dialectique hégélienne qui se survit à elle-même, dans la conception matérialiste du monde et de l'histoire, en témoigne suffisamment. Avant d'être « renversée » par Marx dans le cours de la nature et de l'histoire, la dialectique de Hegel n'était-elle pas l'instrument même de la construction idéaliste : le moteur interne du développement des idées ? L'idéalisme hégélien n'est d'ailleurs pas un idéalisme subjectif. L'Idée hégélienne ne devient histoire de l'esprit humain qu'après s'être faite nature. C'est à la dialectique hégélienne du Maître et du Serviteur que Jaurès recourt pour expliquer l'origine et le sens de la lutte des classes. C'est encore la dialectique qu'il invoque pour poser et pour résoudre les contradictions de l'esprit et de la nature, du mécanisme central et de la spontanéité consciente, de l'explication causale et de l'explication finaliste. Ainsi dans la conception jaurésiste, le marxisme fait retour à ses origines idéalistes allemandes.

L'interprétation « matérialiste » de Lafargue

C'est dans une toute autre perspective que se place Lafargue, imprégné de matérialisme français et d'empirisme anglais. L'argument leibnizien de Jaurès est pour lui de peu de poids. Si l'on admet que tout le développement de l'histoire préexiste dans les virtualités de l'esprit humain, pourquoi ne pas aller plus loin, descendre, jusqu'à la vie et même jusqu'à la matière, réservoir primordial de toutes les forces ? A partir de là Lafargue nous raconte les métamorphoses de la matière et de l'homme. C'est le milieu naturel qui a « créé » l'homme, mais l'homme, comme d'autres animaux d'ailleurs, s'est créé un « milieu artificiel » en aménageant le milieu naturel qui lui avait donné naissance. Il y a là une sorte de renversement de la création puisque c'est le milieu qui fait l'homme, l'homme en faisant son propre milieu se fait en quelque sorte lui-même. Mais cette auto-création de l'homme par la production est d'abord « inconsciente » et même contre-volontaire. L'homme est d'abord une sorte d'apprenti sorcier de sa propre histoire puisque ne sachant pas ce qu'il fait, il ne fait pas ce qu'il veut. La création se retourne contre son créateur : c'est ainsi que le bourgeois qui par nature n'aime pas la guerre, s'y voit cependant contraint par la logique de son système. Avec le socialisme, « le règne de l'inconscient sera clos ». L'Humanité aura acquis la maîtrise consciente d'elle-même.

Jaurès dans sa conférence, posait la question de savoir pourquoi le développement de l'Humanité est engagé dans une direction plutôt que dans une autre. Ne faut-il pas dès lors admettre au point de départ comme « une idée obscure, un pressentiment premier de sa destinée » et c'est tout ce que réclame l'Idéalisme tel qu'il le conçoit. La causalité d'un idéal, c'est la causalité de l'Idée et par suite l'idéalisme. Lafargue lui-même paraît admettre la puissance motrice d'un tel « idéal » puisqu'il emploie le terme. Mais c'est d'une tout autre façon qu'il en interprète la nature et l'origine : ce n'est pas l'idéal de justice dont parle Jaurès. Pour Lafargue la « justice » est inséparable du tien et du mien, c'est-à-dire de la propriété

privée. Il s'agit d'« un idéal de paix et de bonheur ». Cet idéal n'est pas une projection spontanée de la nature propre de l'homme : c'est le regret d'un paradis perdu : celui du communisme primitif. Ainsi la fin de l'histoire rejoint ses origines, de telle sorte que dans cette dialectique proprement matérialiste, aucune entorse n'est donnée au principe fondamental de l'empirisme : l'idéal communiste a sa source dans l'expérience primitive de l'Humanité.

Ainsi Jaurès et Lafargue paraissent s'employer à dissocier chacun de leur côté une des deux comparaisons dont Marx avait voulu opérer la synthèse, à repousser l'ensemble de la doctrine selon la perspective idéaliste allemande ou selon celle du matérialisme et l'empirisme français et anglais.

Il ne fait pas de doute qu'Engels a puissamment contribué à infléchir le marxisme dans le sens choisi par Lafargue. On peut se demander cependant quelle eût été la position de Marx lui-même, s'il avait suffisamment vécu pour assister à une semblable controverse et s'il avait pu en juger en toute sérénité. On ne doit pas oublier qu'à partir d'un certain moment, Marx s'est désintéressé des questions proprement philosophiques qui avaient occupé son esprit lorsqu'il était jeune pour s'orienter vers des préoccupations plus positives et de caractère à la fois scientifique et politique. Les fameuses « thèses sur Feuerbach » (1845) marquent à cet égard un tournant décisif et c'est bien dans le sens d'un adieu à la philosophie qu'il faut en interpréter la célèbre formule finale : « les philosophes jusqu'ici n'ont fait qu'interpréter le monde. Il s'agit maintenant de le changer ».

Marx critique de l'Idéalisme et du Matérialisme

Mais dire adieu à la philosophie et en donner les raisons, c'est encore philosopher. La dernière position philosophique de Marx n'est certainement pas celle d'un appui sans réserves à l'empirisme classique dont Lafargue paraît se réclamer comme de la plus authentique tradition du marxisme. L'empirisme est une certaine conception des rapports de l'être et du milieu dans laquelle l'être est considéré comme passif et le milieu comme actif. C'est ainsi que selon le matérialisme vulgaire et même selon le scientisme du siècle dernier, qu'il se présente comme matérialiste ou agnostique, l'homme apparaît purement et simplement comme un produit des circonstances qui le déterminent à être tel ou tel, lui-même étant dépourvu de toute espèce d'initiative et de nature propre. De là aussi la croyance à la toute puissance de l'éducation, l'homme étant une cire vierge infiniment malléable, un être purement contingent.

Mais c'est à la réfutation d'un pareil « matérialisme » que s'emploient précisément les thèses sur Feuerbach. « Le principal défaut de toutes les théories matérialistes



dit passé — y compris celle de Feuerbach — est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont considérés qu'en tant qu'objet ou conception, mais non en tant qu'activité humaine, en tant que pratique ». Cette dernière formule assez obscure en elle-même, signifie comme le montre le contexte, qu'il ne faut pas considérer seulement l'action exercée sur l'homme par les objets de son milieu, mais aussi la réaction humaine sur ces mêmes objets. « L'activité humaine est une « activité objective » aussi bien que celle des objets qui l'entourent. Il est donc faux philosophiquement de considérer l'homme comme un être passif. « La théorie matérialiste du changement des circonstances et de l'éducation ne tient pas compte du fait que les circonstances sont modifiées par les hommes et que l'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué ». En opposition avec ce « matérialisme » qu'il rejette, Marx n'hésite pas à dire que « le côté actif (de l'homme) fut surtout développé par l'idéalisme, mais seulement abstraitement car l'idéalisme ne connaît naturellement pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité objective ».

Il n'est donc pas douteux que le matérialisme de Marx, dans la pensée même de son promoteur, se présente comme une synthèse du matérialisme classique et de l'idéalisme et non comme un matérialisme pur et simple. Mais cela ne signifie pas cependant que la clef du matérialisme historique soit comme le veut Jaurès l'idéalisme philosophique allemand. Dans l'esprit de Marx il s'agissait d'une synthèse des deux points de vue et non d'une subordination de l'un à l'autre. Cette synthèse d'ailleurs ne doit pas s'effectuer tellement sur le plan de la connaissance que sur celui de l'action « pratique-critique ».

Les défauts complémentaires de l'empirisme matérialiste et de l'idéalisme sont bien mis en lumière par Marx. Dans l'homme, les empiristes n'ont jamais considéré que la connaissance. L'homme est réduit à son esprit conçu comme entendement, faculté de connaître et cet esprit n'est rien du tout par lui-même mais seulement le réceptacle des influences du milieu. De là ces étranges conceptions de la cire vierge chez les anciens et de la statue qui s'anime progressivement chez Condillac.

De leur côté les idéalistes voient bien que la nature humaine n'est pas seulement réceptivité, passivité mais aussi activité et spontanéité. Mais cette activité pour eux ne saurait être autre que celle de la connaissance. La connaissance étant conçue ainsi, comme étant une activité par elle-même, il ne faut pas s'étonner de la voir finalement créatrice du monde. De là vient la thèse idéaliste par excellence : l'esprit humain, une sorte d'esprit humain divinisé est le véritable Auteur de la nature. A partir de Kant on suit très bien cette conception chez Fichte, Schelling et Hegel. L'esprit humain divinisé n'est cependant pas l'homme réel qui n'est pas créateur du monde et de lui-même mais simple ouvrier de ses destinées terrestres. L'activité humaine, il faut selon Marx, la faire redescendre du ciel philosophique sur la terre économique, la remettre à sa vraie place et la concevoir comme l'effort incessant de l'homme pour transformer ses conditions d'existence physiques et sociales. L'action elle-même ne doit pas être considérée d'une manière abstraite, mais comme activité pratique-critique pour changer le monde.

Les naïvetés du matérialisme vulgaire

Lorsqu'on interprète le matérialisme marxiste dans le sens de l'empirisme classique comme le fait Lafargue, on ne saurait cependant échapper à une « mythologie »

pseudo-scientifique assez douteuse. Lafargue commence bien par nous dire que « Marx a chassé Dieu de l'histoire, son dernier refuge » et que c'est « en nous servant de la méthode matérialiste du penseur communiste que nous créons l'histoire scientifique. » Il voudrait même aller jusqu'à bannir l'expression de « Nature » chère aux philosophes du XVIII^e siècle comme trop métaphysique et suspecte à ses yeux de la souillure théologique originelle, pour la remplacer par celle de « milieu naturel ». Il se trouve cependant que ce « milieu naturel » qui a « créé (c'est nous qui soulignons) les organes et le cerveau de l'homme et les a portés à un tel degré de perfection qu'ils sont capables des plus extraordinaires et des plus merveilleuses adaptations » se voit bientôt doté à nouveau de tous les attributs du Dieu créateur et même du Dieu-Providence. Un peu plus loin, Lafargue, n'hésite même pas à paraphraser la fameuse formule : « l'homme s'agit et Dieu le mène » et à déclarer tout simplement que « Dieu dans la circonstance ce sont les forces économiques ». Curieux avatar de l'éviction de toute théologie ! Ce que l'on trouve ici, c'est la fameuse divinisation de l'histoire des forces productives que Marx a dénoncée par avance dans la fameuse formule de « la Sainte-Famille » : « L'histoire ne fait rien. Elle n'a pas de puissance énorme... » Le fatalisme économique n'est ici que l'héritier du fatalisme théologique ou même astrologique. Mais c'est la logique même



Dessin de André PIERRE

de l'empirisme déterministe qui considérant l'homme un être passif conduit à une pareille divinisation de tout ce qui agit sur lui du dehors.

Quant aux aventures de l'homme, tour à tour être créé et créateur, créateur inconscient puis créateur conscient, elles ne sont pas moins surprenantes que celles d'Oùranos, de Cronos et de Zeus dans la théogonie d'Hésiode. En plaçant à l'origine l'hypothèse d'un « communisme primitif » que les travaux modernes ont singulièrement ébranlée, Lafargue va même jusqu'à prendre au pied de la lettre les mythes du Paradis terrestre et de l'Age d'or. On retrouve dans d'autres textes de Lafargue une idéalisation du « sauvage » d'une naïveté toute rousseauiste, et d'ailleurs sympathique à d'autres points de vue qu'à celui de la science objective. Les abstractions philosophiques de Jaurès étaient autrement prudentes que cette pseudo-science et cette histoire romancée que l'on retrouverait encore sans peine aujourd'hui dans les « travaux » des vulgarisateurs d'un communisme tourné en religion.

Matérialisme marxiste et philosophie de l'action

La controverse philosophique entre Jaurès et Lafargue n'épuise pas cependant tous les aspects d'une vaste question. Elle reste au seuil du problème scientifique de l'explication de l'histoire entendue à la manière de Marx. La question philosophique elle-même ne se trouve pas épuisée, en particulier celle de savoir en quel sens le matérialisme marxiste reste bien un matérialisme au sens propre du mot. Comment interpréter exactement le renversement de la dialectique hégélienne ? On sait que dans l'esprit de Marx elle consiste à remettre sur ses pieds l'histoire que le philosophe allemand faisait marcher sur la tête. Mais s'il est vrai que l'homme ne marche pas sur la tête, il n'en est pas moins vrai qu'il marche avec sa tête au moins autant qu'avec ses pieds. Dans le plus humble organisme animal, la tête se définit comme le segment conducteur. Marx et Engels lui-même n'en ont d'ailleurs jamais disconvenu. Si Marx a tellement insisté pour continuer à employer le terme « matérialisme », c'est sans doute parce que cette philosophie d'en bas lui paraissait le mieux apte à l'expression des revendications du prolétariat, c'est-à-dire de la classe reléguée à l'échelon inférieur dans la société moderne. Le prolétariat et aussi la catégorie sociale des producteurs occupés aux besognes directes de la production à la production n'a-t-elle pas pour objet la matière bien qu'elle ait précisément pour fonction de lui donner « forme ». Le matérialisme marxiste comporte enfin une insistance sur le changement pratique des conditions terrestres par opposition aux solutions théoriques purement « célestes ». C'est ainsi qu'il apparaît dans les « thèses sur Feuerbach » comme une philosophie de l'action.

Le primat marxiste de l'action sans doute inspiré dans sa lettre par la fameuse formule de Gæthe : « am anfang war die Tat » soulève encore d'autres problèmes que nous ne pouvons qu'effleurer ici. On peut essayer de le tirer dans le sens du pragmatisme américain ou de l'existentialisme contemporain, mais c'est sans doute le meilleur moyen d'être assuré de n'y rien comprendre. La conception marxiste de l'action est expressément anti-philosophique dans son intention. C'est l'activité pratique de l'homme révolutionnaire et non la spéculation philosophique sur l'action qui doit trancher, selon Marx, le nœud gordien des problèmes de la théorie aussi bien que de la destinée humaine.

Une action pure à la rigueur est cependant inconce-

vable. Dans le schéma du plus simple réflexe, l'action proprement dite n'est pas la phase initiale mais la phase terminale. Toute action est une réaction. Lorsqu'on dit « marchons ! » il reste cependant légitime de demander « Pour aller où ? » et cette question est bien du ressort de la théorie. « L'homme est révolutionnaire aussi bien lorsqu'il dit : « je ne marche pas » que lorsqu'il essaie de s'insérer dans le « mouvement ».

Comme le matérialisme marxiste doit être interprété en fonction des conditions d'existence du prolétariat, il faut sans doute voir dans le primat de l'action la vision du monde propre au « militant » liée elle aussi aux conditions d'une optique très particulière. Dans la pensée de Marx lorsqu'il comparait les thèses sur Feuerbach, le primat de l'action était sans doute destiné à rétablir, pour son usage personnel d'abord, un équilibre rompu par les abus de la spéculation abstraite. Il ne faudrait pas trop tirer cependant dans l'autre sens. Est-il utile de dire que si le jeune Marx, comme l'avait fait le vieux Faust, a pu penser que « l'arbre de vie est toujours vert lorsque la théorie est grise », il n'a jamais méconnu l'importance de la théorie révolutionnaire pour l'activité révolutionnaire. L'activité pratique dont il est question dans les « thèses sur Feuerbach » n'est pas seulement pratique mais « pratique-critique ». Dans « critique » au sens propre du mot, il y a jugement c'est-à-dire, pensée d'abord. Dans les circonstances actuelles, sans renaissance d'une théorie révolutionnaire adaptée aux besoins de l'époque, il serait vain de compter sur une pratique révolutionnaire.

A. PATRI

L'Étude de A. Patri est extraite de la nouvelle brochure publiée par les cahiers mensuels :

SPARTACUS

Jaurès et Lafargue.

IDÉALISME ET MATÉRIALISME

1 brochure 20 francs ; franco 22 francs. 5 brochures franco, 100 francs. 10 br., 180 francs. 25 br., 425 francs. 50 br., 800 francs. 100 br., 1.500 francs.

Adresser commandes à J. LEFEUVRE, 15 rue de la Huchette, Paris (5^e). — C.C.P. 633-75, Paris.

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

Jean JAURÈS : L'Église et la laïcité	15 fr.
Hugo JORDI : La Prise du Pouvoir	25 fr.
Charles ALLIGIER : Socialisme, Bolchevisme et France	20 fr.
René LEFEUVRE : La Politique Communiste	20 fr.
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	20 fr.
Marxisme contre Dictature	25 fr.
Jean COTEREAU : L'Église a-t-elle collaboré ?	20 fr.
JAURÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme	20 fr.

Remises suivant quantités : 10 ex. 10 0/0, 25 ex. 15 0/0, 50 ex. 20 0/0, 100 ex. 25 0/0, 500 ex. et au-dessus 33 0/0. - Envoi franco. Abonnements : 1 an, 200 fr. Étranger, 300 fr. De soutien, 500 fr. - C.C. Postaux : 633-75.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^e) C.C.P. PARIS 633-75

ROSA Luxembourg a démontré dans plusieurs de ses écrits que les mouvements révolutionnaires ne peuvent être « créés » d'en haut sur l'ordre d'un comité central ou autre organe directeur du parti mais qu'ils naissent spontanément dans certaines conditions historiques. Cette conception de Rosa a été confirmée à maintes reprises par les faits et par l'histoire de toutes les révolutions. Néanmoins, Rosa Luxembourg a été accusée d'un grave péché : d'avoir créé une théorie de la spontanéité.

Dès les débuts du bolchevisme russe, Rosa Luxembourg était opposée à ses conceptions organisationnelles. Lénine se moquait souvent de la théorie de Rosa de l'organisation comme processus. Mais, comme le remarque avec justesse Paul Froehlich dans sa biographie de Rosa, l'histoire de son propre parti a démontré que les formes d'organisation dépendent, dans leur évolution, du processus général du développement du mouvement des masses.

Il ne faut donc pas s'étonner que pour défendre leur point de vue ultracéntraliste dans la question du parti et plus tard pour rehausser l'autorité du parti russe dans l'Internationale Communiste les disciples de Lénine aient fait de la pensée de Rosa Luxembourg sur le mouvement des masses une caricature. Zinoviev le premier passa à l'attaque contre le « mythe de la spontanéité » de Rosa et il fut suivi par tous les « professeurs rouges », les commentateurs officiels et les rédacteurs des journaux communistes du monde entier. Ce mythe est devenu un axiome qui n'a besoin d'aucune preuve, d'aucun examen. Enfin, en 1932, après le suicide d'un historien connu, Sloutsky, qui avait poussé l'audace jusqu'à écrire la vérité, pourtant bien évidente, qu'avant 1914, Rosa Luxembourg, jugeait plus justement que Lénine, Kautsky et la politique officielle de la social-démocratie allemande, Staline lui-même procède à la « liquidation » définitive de l'idéologie luxembourgistes. Dans sa fameuse lettre à la rédaction de la Revue historique du Parti Bolchevick Russe « la Révolution Proletarienne », tout en donnant encore un soup de chapeau à la mémoire de Rosa et en la comparant, d'après une citation de Lénine, à l'aigle, il rejette entièrement l'œuvre théorique considérable de Rosa.

De quoi au juste est-elle accusée? En quoi consiste son « mythe de la spontanéité? » On prétend qu'elle nie le rôle du parti comme dirigeant dans la lutte des classes, adore sans critique les masses, surestime les facteurs objectifs, sous-estime l'action consciente organisée, croit à l'automatisme et au fatalisme du processus historique.

Bien que toute la vie de Rosa, sa volonté inébranlable d'action soient en contradiction flagrante avec son prétendu fatalisme, il nous faut examiner à la lumière de ses œuvres le bien-fondé de ces affirmations. N'oublions pas que Rosa Luxembourg écrivait pour la social-démocratie allemande pour qui l'organisation considérée au début comme un moyen était devenue progressivement un but en soi. Rien ne le démontre mieux que le fait suivant : Lors d'un des congrès du parti allemand après 1905, pendant un débat sur grève générale, Rosa Luxembourg déclara qu'on ne pourrait jamais savoir d'avance quand une telle grève éclaterait, un des chefs sociaux-démocrates, Robert

LE MYTHE DE LA SPONTANÉITÉ Chez ROSA LUXEMBOURG

Par LOU MARTIN

Lienert, s'écria : « Si la date sera fixée par le comité directeur du parti et par la commission administrative des syndicats ! »

La social-démocratie allemande voulait éviter les grandes luttes en alléguant — c'était mi-prétexte, mi-conviction — qu'il faut d'abord organiser entièrement la classe ouvrière. C'est pourquoi Rosa Luxembourg soulignait particulièrement le rôle de la spontanéité afin de préparer les chefs et les masses aux grands événements qu'elle prévoyait avec certitude. Mais pour elle la spontanéité n'était nullement en contradiction avec l'initiative et l'action consciente du parti socialiste. Voyons par exemple son analyse des grèves politiques belges de 1891 et de 1893.

Les grèves de masse autour de 1890 furent des mouvements spontanés, nés d'une situation révolutionnaire de l'exaspération de la lutte et de l'énergie tendue au plus haut degré des masses ouvrières. Spontanés, non dans ce sens qu'ils furent chaotiques, sans plan, sans frein et sans chefs. Dans ces deux grèves, au contraire, la direction du parti ne fit qu'un avec la masse ; elle marchait en tête, elle dirigeait et dominait complètement le mouvement, précisément parce qu'elle était en contact direct avec la masse dont elle sentait les pulsations parce qu'elle s'adaptait à la grève et qu'elle n'était que le canal, l'expression consciente des sentiments et des efforts de la masse. (L'expérience belge, page 71).

De plus, Rosa Luxembourg analyse l'origine de ces mouvements spontanés qui ne tombent pas du ciel. La spontanéité n'a rien de commun avec un fatalisme quelconque, au contraire elle est le point culminant de l'initiative et de l'action consciente des organisations du prolétariat. Voici comment elle voit l'origine et l'organisation d'une grande grève politique des masses :

Si la grève en masse n'a pas la signification d'un acte isolé, mais de toute une période des luttes de classe et si cette période est identique à une période révolutionnaire, il est bien évident que la grève en masse ne peut pas être provoquée de toutes pièces, dût la décision en provenir de l'autorité suprême du parti socialiste le plus fort. Tant que le socialisme n'aura pas en mains le pouvoir de commander et de décommander à son gré les révolutions, le plus grand enthousiasme, la plus grande impatience chez les troupes socialistes ne sauraient suffire à créer une véritable période de grève générale comme mouvement populaire puissant et vivant.

Une grève de masse née simplement de la discipline et de l'enthousiasme jouera tout au plus le rôle d'un épisode, d'un symptôme de prédisposition à la lutte dans la classe ouvrière, après quoi, la situation retombera dans le paisible train-train de chaque jour. Certes, durant la révolution non plus, les grèves générales ne tombent pas du ciel. Il faut qu'elles soient, de façon ou

d'autre, faites par les ouvriers. La résolution et la décision de la classe ouvrière y jouent aussi un rôle, et il est vrai que l'initiative et ensuite la direction en incombent naturellement au noyau du prolétariat le mieux organisé et le plus éclairé, le noyau socialiste.

Mais cette initiative et cette direction ne s'exercent que dans l'application à tel ou tel acte de telle ou telle grève, une fois donnée la période révolutionnaire et cela le plus souvent dans les limites d'une seule ville... L'élément spontané joue un grand rôle dans toutes les grèves générales de Russie, élément soit d'impulsion soit d'arrêt. Cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social-démocratie est encore jeune et faible, mais de ce que dans chaque action particulière de la lutte, interviennent une telle infinité d'éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques qu'aucune d'elles ne peut se définir et se développer comme un exemple arithmétique. Bref, si l'élément spontané joue dans les grèves générales de Russie en rôle si prépondérant ce n'est point parce que le prolétariat russe est « insuffisamment éduqué », mais parce que les révolutions ne se laissent pas régenter comme par un maître d'école. (Grève générale, parti et syndicats, page 43, ss.)

Dans la lutte ouvrière pour le suffrage universel et égal en Prusse vers 1910, Rosa Luxembourg, loin d'attendre une spontanéité automatique, condamnant la tactique d'attente des événements élémentaires et préconisait un plan d'action dans le sens d'une vaste offensive politique. Elle luttait contre la passivité de la direction du parti allemand et contre la stratégie dite d'usure (Ermattungstrategie) de Kautsky. Elle écrit :

Certainement les chefs qui freinent seront finalement repoussés par les masses poussant à l'action. Mais attendre tranquillement cet événement réjouissant comme un symptôme sûr de maturité peut convenir à un philosophe isolé. Pour la direction politique d'un parti révolutionnaire cela serait un témoignage d'impuissance, une faillite morale. La tâche de la social-démocratie et de ses chefs n'est pas d'attendre les événements et d'être stimulés par eux, mais d'aller consciemment à leur rencontre, de prévoir la direction du développement et de l'accélérer par l'action consciente. (Œuvres complètes, tome 4, p. 66, Edition allemande).

Pendant la guerre, dans la brochure, Junius : (« La crise de la social-démocratie »), elle attribue une grande importance à l'initiative des chefs prolétariens restés fidèles à l'Internationalisme. La tribune parlementaire, selon elle, peut avoir une influence immense sur le déclenchement des actions de masses, si elle est utilisée par des chefs de l'envergure de Liebknecht.

Ces quelques exemples suffisent à montrer que le soi-disant mythe de spontanéité de Rosa Luxembourg est vraiment un mythe, créé par ceux qui croient que

le mouvement ouvrier peut être dirigé à leur guise, d'en haut, sur les ordres d'une bureaucratie inflexible. La différence fondamentale entre la conception de Rosa Luxembourg et celle du bolchevisme ne consiste nullement dans le fait qu'elle niait le rôle du parti et de l'action consciente et croyait seulement à la spontanéité, mais dans ses vues sur la structure du parti et les rapports entre le parti et les masses. Rosa Luxembourg était d'accord avec Lénine que le parti révolutionnaire est l'avant-garde de la classe ouvrière, qu'il doit être centralisé et que la volonté de la majorité s'y exerce pour une discipline dans l'action. Mais elle rejetait son organisation de révolutionnaires professionnels et la toute-puissance du comité central qu'elle considérait comme une idée blanquiste. Dans sa critique du « Que faire? » de Lénine, elle écrit :

Radicalement différentes sont les conditions de l'activité de la social-démocratie. Elle surgit historiquement de la lutte de classe élémentaire et elle se meut dans cette contradiction dialectique que ce n'est qu'au cours de la lutte que l'armée du prolétariat se recrute et qu'elle prend conscience des buts de cette lutte. L'organisation, le progrès de la conscience et le combat ne sont pas des phases particulières, séparées dans le temps et mécaniquement comme dans le mouvement blanquiste, mais au contraire des aspects divers d'un seul et même processus. D'une part en dehors des principes généraux de la lutte, il n'existe pas de tactique déjà élaborée dans tous les détails et qu'un comité central pourrait enseigner à ses troupes comme dans une caserne. D'autre part les péripéties de la lutte au cours de laquelle se crée l'organisation, déterminent les fluctuations incessantes dans la sphère d'influence du parti socialiste.

Il en résulte déjà que le centralisme social-démocrate ne saurait se fonder ni sur l'obéissance aveugle, ni sur une subordination des militants vis-à-vis du centre du parti... Il faut donc que le centralisme de la social-démocratie soit d'une nature essentiellement différente du centralisme blanquiste. Il ne saurait être autre chose que la concentration impérieuse de la volonté de l'avant-garde consciente et militante de la classe ouvrière vis-à-vis de ses groupes et individus. C'est pour ainsi dire un « auto-centralisme » de la couche dirigeante du prolétariat, c'est le règne de la majorité à l'intérieur de son propre parti. « Masses et chefs » dans la brochure : « Marxisme contre Dictature » (Edit. Spartacus).

A l'argumentation de Lénine qui voyait dans le pouvoir étendu du comité central une garantie contre les glissements du parti vers l'opportunisme, Rosa répond qu'une direction centralisée s'oppose non seulement aux tendances révisionnistes, mais aussi à tout changement de grande envergure. Elle démontre par l'exemple de la social-démocratie allemande comment la direction habituée à la vieille routine parlementaire résiste à toute tentative d'introduire les nouvelles formes de combat. Elle poursuit :

Cette inertie est en grande partie due au fait qu'il est très malaisé de définir dans le vide des supputations abstraites, les contours et les formes concrètes de conjonctures politiques encore inexistantes, et par conséquent imaginées. Ce qui importe toujours pour la social-démocratie, c'est évidemment non point la préparation d'une ordonnance toute prête pour la tactique future, ce qui importe c'est l'appréciation historique correcte des formes de lutte correspondant à chaque moment donné,

c'est la compréhension vivante de la relativité d'une phase donnée de la lutte et de l'inéductibilité des tensions révolutionnaires croissantes par rapport au but final de la lutte des classes.

Mais, en accordant à l'organe directeur du parti des pouvoirs si absolus d'un caractère négatif comme le veut Lénine, on ne fait que renforcer jusqu'à un degré très dangereux le conservatisme naturellement inhérent à cet organe. (p. 25)

D'après Rosa, pour que la tactique socialiste ne se fige pas en formules immuables, il faut que, à l'intérieur du parti, la critique puisse se développer librement dans le cadre des principes marxistes et que tous les organismes du parti puissent être efficacement contrôlés par en bas. Elle conclut :

L'ultra centralisme défendu par Lénine nous apparaît comme imprégné non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile de veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'activité du parti et non à la féconder ; à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer ; à le juguler, non l'unifier. (p. 26).

Rosa Luxembourg attachait une très grande importance à la liberté de critique. La liberté de critique de tous les organismes du parti était pour elle la seule garantie contre le raidissement du bureaucratisme, la seule possibilité de corriger toujours ses défauts et ses erreurs. *Le devoir de la direction est d'exécuter la volonté de la majorité, mais non d'imposer sa propre volonté à l'organisation.* Contrairement à ceux qui croient que la direction toute puissante peut, d'une façon providentielle, protéger le parti contre toutes les erreurs, elle écrit :

Les erreurs commises par un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur comité central. (p. 39).

Dès le début du bolchevisme, Rosa Luxembourg sut déceler que la conception préconisée par Lénine avec son comité central tout puissant, ne pouvait qu'aboutir à la dictature d'un seul parti, voire d'un seul homme. La conception bolcheviste du parti était en contradiction flagrante avec le nouveau type d'État démocratique (où tous les mandataires et fonctionnaires sont élus et révocables) préconisé par Engels et défini plus nettement par Lénine lui-même dans « État et Révolution ». La logique des choses a voulu que le conflit entre la conception d'un parti bureaucratique et ultra-centralisé et celle d'un État basé sur la démocratie soviétique, s'est terminé par la victoire de la première.

L'organisation des « Jacobins » liée au prolétariat qui a pris conscience de ses intérêts de classe, (« Que faire » de Lénine) était peut-être nécessaire en Russie qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise et où la situation n'était pas mûre pour l'avènement d'une véritable démocratie socialiste. L'existence de telles organisations en Occident est non seulement un anachronisme, mais c'est un obstacle dangereux qui ne peut qu'éloigner les masses ouvrières des véritables buts du socialisme. C'est pourquoi, il nous faut connaître la conception de Rosa Luxembourg, l'apprécier à sa juste valeur et nous en inspirer pour adapter les formes d'organisation et la tactique du parti révolutionnaire aux circonstances dans lesquelles nous vivons.

Crise insoluble aux U.S.A.

d'après Fritz Sternberg (Commentary).

La crise de 1929 a frappé toutes les grandes nations industrielles à une échelle sans précédent. Elle n'est pas résolue. Aux U.S.A., la production de 1929 étant évaluée à 100, tomba, en 1932, à 53,8. En Allemagne, la chute de production avant 1914 n'avait jamais atteint plus de 6 pour cent. En 1929, elle atteignit 47 pour cent. En dépit de toutes les mesures prises par le « New-Deal » américain, il y avait encore, en 1940, 9 millions de chômeurs. Le niveau de la production mondiale de 1920 ne fut atteint qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Cette dépression n'a pas été déterminée par telle ou telle politique : en Angleterre, les conservateurs étaient au pouvoir, et ils ne firent rien de plus que les new-dealers américains. C'est la Première Guerre mondiale qui, en fait, provoqua la dépression de 1929. La conquête de nouveaux marchés qui, de 1850 à 1914, avait permis d'échapper aux crises, désormais est devenue impossible. Rien qu'entre 1900 et 1913, la conquête de nouveaux marchés réalisée par l'Angleterre industrielle permit de doubler le commerce mondial. Mais l'Allemagne dépassa l'Angleterre et les États-Unis dépassèrent les deux autres. A cette époque les États-Unis absorbaient des marchandises, des capitaux, de la main-d'œuvre ; les antagonismes sociaux étaient adoucis d'autant en Europe sans être aiguisés aux U.S.A. D'où élévation des salaires, nouveaux emplois, expansion du marché intérieur. En même temps, les débouchés coloniaux pour l'industrie européenne s'installaient. Entre les deux guerres, de nouveaux marchés ne peuvent plus être créés au rythme de développement de la production : c'est la crise permanente, qui va s'aggravant.

1° La Russie n'est plus un marché pour l'expansion capitaliste ;

2° Les U.S.A. sont devenus un puissant exportateur et non plus un importateur ;

3° La conquête des régions surpeuplées d'Asie bloque l'industrialisation des peuples coloniaux : actuellement, l'Inde, 350 millions d'habitants, a une industrie équivalente à celle de l'Australie.

4° De même en Chine, les antagonismes impérialistes bloquent l'industrialisation.

La part des U.S.A. dans la production mondiale était de 45 pour cent en 1929 et 34 pour cent en 1932. En prenant la moyenne 1934-1939 égale à 100 pour la production américaine, on voit qu'elle était 110 en 1929 et 123 en 1940 et pendant la guerre, avec 12 millions de jeunes hommes sous les armes, la production augmenta encore de 50 pour cent. Actuellement, si les U.S.A. travaillaient à plein, l'index serait 60 pour cent au-dessus du plafond de 1929. Au terme de la Seconde Guerre mondiale, le potentiel de productivité mondiale est cette fois plus grand que lors de la Première Guerre. *Et les Américains détiennent actuellement les deux-tiers de la productivité mondiale.*

Le Ministère du Commerce américain prévoit donc environ 19 millions de chômeurs rien qu'en comptant sur la productivité de 1940.

Ainsi se trouvent aggravés par la guerre les facteurs qui ont provoqué la crise de 1929. Le record des exportations a été atteint par les U.S.A. en 1944 : 14 milliards de dollars. *Mais ce chiffre énorme ne représente cependant que 10 pour cent de la production américaine.* Il en résulte une certitude de crise, que les économistes capitalistes voudraient enrayer par une étatisation de l'économie. (Même tendance en Angleterre avec Beveridge). L'initiative privée en matière industrielle et commerciale est définitivement condamnée pour les grandes branches de l'économie.

UNE EXPÉRIENCE HISTORIQUE LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

par F. A. Ridley

DEPUIS le 26 juillet 1945 le système électoral de Grande-Bretagne a désigné un Gouvernement travailliste assuré d'une majorité parlementaire de deux contre un. En fait, cette imposante majorité n'était pas aussi impressionnante puisque le total des suffrages atteignait un peu moins de la moitié (49 pour cent) des suffrages exprimés. Néanmoins, par comparaison avec les deux précédents Gouvernements travaillistes de minorité, celui de 1924 et celui de 1929-1931, l'avance était substantielle et le résultat parlementaire considérable.

Un an s'est écoulé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste, et il est donc opportun et justifié d'établir un bilan et de situer, à la lumière de ses perspectives historiques, l'expérience politique incontestablement précieuse que représente ce premier Gouvernement travailliste de majorité. Nos lecteurs français comprendront certainement la nécessité de jeter d'abord un coup d'œil sur l'arrière-plan sociologique de cette « expérience » politique en cours de développement. Car, du point de vue du marxisme vivant — c'est-à-dire du marxisme de Marx — lequel procède à la lumière de la dialectique, et non du soi-disant « marxisme » de l'opportunisme banal, qui se limite à la recherche d'avantages politiques temporaires, les faits en tant que tels ont une bien médiocre importance quand on les sépare des perspectives. La première considération que nous devons toujours avoir présente à l'esprit en ce qui concerne la Grande-Bretagne et le mouvement ouvrier britannique, c'est que nous avons à faire à un pays qui a perdu sa tradition révolutionnaire ; un pays dans lequel la révolution sociale n'a jamais eu la moindre signification pour les masses depuis 1848, lorsque le mouvement chartiste s'est finalement effondré ; un pays dans lequel il n'y a qu'une seule idéologie : celle de la bourgeoisie. Ceci fut noté très exactement, au moins jusqu'aux dernières années du siècle dernier par Engels, qui a longtemps vécu en Angleterre. Et c'est probablement très gênant pour les socialistes du continent parmi lesquels l'élan révolutionnaire ne s'est jamais complètement apaisé depuis la Révolution française. Il est tout à fait probable que Trotsky avait raison lorsque, en 1937, il parlait de l'Angleterre comme « du pays le plus conservateur du monde ».

Entre 1848 et 1946, environ un siècle durant, la Grande-Bretagne a fourni un exemple, peut-être le seul véritable exemple au monde, d'une nation vraiment totalitaire, c'est-à-dire au sein de laquelle une idéologie « totale » est si forte qu'elle en est devenue involontaire et inconsciente ; « self-imposée », et non pas imposée d'en haut. (Et c'est pour cette raison péremptoire que la Révolution anglaise, si elle parvient jamais à briser le moule bourgeois, sera inévitablement la plus féroce et la plus complète de toutes, car nous avons des preuves médicales indiscutables que les

somnambules brusquement éveillés de leur hypnose peuvent devenir les plus dangereux de tous).

Si l'on oublie l'arrière-plan sociologique et historique ci-dessus, on est incapable d'analyser l'« expérience » du présent Gouvernement travailliste autrement que d'une manière tout à fait superficielle. Car le mouvement travailliste britannique qui s'est formé au début de ce siècle, et dont le présent Gouvernement travailliste est l'expression politique, n'est en aucune manière un mouvement révolutionnaire, ni même un mouvement socialiste au sens marxiste habituel. A cause de cela, le Socialisme ne peut pas apparaître comme une philosophie mondiale autonome, séparée, et fondamentalement antagoniste de l'idéologie du capitalisme mondial et de la bourgeoisie internationale, bien au contraire. Le « Socialisme » de « Transport House » (Siège de la C.G.T., britannique, trad.) et de ses conseillers théoriques fabians n'est au fond que l'expression de certaines tendances du capital-monopoleur vers une centralisation croissante et le contrôle étatique. Aux yeux de la hiérarchie travailliste, aussi bien que pour ses conseillers fabians, l'État est conçu à la façon mystique d'une philosophie politique bourgeoise vétuste (qui sent le rance !) comme l'expression de la « Volonté Générale », ou autres balivernes métaphysiques du même calibre. (Il fut un temps où, dans sa période révolutionnaire, la bourgeoisie comprenait parfaitement bien ce qu'était la nature réelle et la fonction de l'État, mais le fabianisme est une idéologie post-révolutionnaire même au sens bourgeois). De sorte que pour les leaders du Labour Party, le problème est aujourd'hui la simplicité même : *Maintenant que nous contrôlons l'État, en raison de la volonté générale, nous allons instituer le Socialisme...*

En réalité, le problème est un peu plus compliqué. Cependant, la pratique est l'expression de la théorie ; et même, ajouterons-nous, pour ceux qui méprisent la théorie. De sorte que la pratique du Gouvernement travailliste s'est maintenue intégralement dans la sphère fondamentale du capitalisme d'État, du capitalisme de monopole. Sa politique de nationalisation est incontestablement progressive. Le mouvement marxiste a toujours reconnu les nationalisations en tant que telles comme une étape progressive. En conséquence, lorsque le Gouvernement travailliste étend le contrôle de l'État sur la Banque d'Angleterre, les mines, les industries de l'acier, etc., tous, nous soutenons de telles mesures comme nécessaires et historiquement progressives en l'état actuel de l'évolution sociale. Même les plus révolutionnaires parmi nous soutiennent ces mesures. (A l'exception des anarchistes « purs » dont l'intransigeante opposition démontre seulement l'inopportunité de l'anarchie « pure » dans la présente phase de révolution sociale et de politique de classe).

Dire qu'une réforme est progressive, dans un milieu politique donné ne signifie pas nécessairement que celle-ci est révolutionnaire, ni encore moins qu'elle est socialiste. Tout le programme réformiste contemporain du Gouvernement travailliste, en dépit de son caractère généralement progressif, est situé dans le cadre des réformes sociales du capitalisme d'État. Aucune des fondations essentielles de la société bourgeoise n'a été ni ne sera touchée par les nombreuses réformes accomplies ou projetées. En fait, le programme de nationalisation, même, s'il est complété, est de caractère partiel et ne s'étendra qu'à 20 pour cent de la vie industrielle de la nation britannique : même la politique à longue portée de MM. Attlee, Morrison et compagnie envisage réellement une économie capitaliste encore dominante (capitalisme privé) en Grande-Bretagne, avec seulement un petit secteur de capitalisme d'État ne dépassant pas quelque 20 pour cent.

Nous pouvons cependant ajouter légitimement que même si la pression de « gauche » des militants de la base ou des parlementaires travaillistes conduisait une série de Gouvernements travaillistes à nationaliser 51 pour cent, et même 100 pour cent de l'industrie selon les présentes caractéristiques, le résultat serait encore un État de classe bourgeois, avec toutes les institutions et les éléments distinctifs d'une telle société : système de salaires, le travail considéré comme une marchandise, (bien que vendu à l'État, comme en Russie stalinienne, et non plus aux employeurs privés), standards de vie différenciés, et classe régnante bureaucratique : en bref, même si le programme actuel du parti travailliste était multiplié par cinq, s'il se proposait 100 pour cent et non seulement 20 pour cent de nationalisations, ce serait encore, au bout du compte, le Capitalisme d'État, et non pas le Socialisme. Car sans l'égalité économique et le « contrôle ouvrier », aucune accumulation de nationalisations (bureaucratiques) ne peut franchir la frontière existant entre la société capitaliste-étatisée et la société socialiste. Nous ne faisons que rappeler ici la mise en garde classique de Engels contre la tendance à regarder comme des exemples de vrai socialisme à 100 pour cent toutes les mesures de contrôle étatique, et jusqu'à celles qui prirent Napoléon ou Bismark, expressément citées par Engels.

Nous concluons donc que la première année d'existence du Gouvernement travailliste permet de le considérer comme historiquement progressif, mais non comme socialiste (par rapport à ce dernier critère, il suffit de considérer ses projets de compensation indéfinie en faveur des propriétaires capitalistes expropriés pour conclure que ceci présuppose évidemment la continuation indéfinie d'une société divisée en classes). Mais lorsque nous nous penchons sur sa politique internationale, il est malheureusement trop évident qu'il nous devient impossible de présenter la politique de Mr Bevin et de ses collègues soit comme socialiste, soit même comme progressive ; inutile, ici, d'insister sur cette douloureuse situation : depuis Postdam jusqu'à Paris, depuis la Grèce royaliste jusqu'à l'Espagne franquiste, le Gouvernement travailliste a été lié et bâillonné par les chaînes de la « continuité ». Car la classe dirigeante britannique, la plus expérimentée d'une expérience séculaire et la plus rusée des classes dirigeantes du monde entier, n'a nulle part montré plus efficacement sa

suprême habileté politique que par la manière dont elle a toujours, depuis Elisabeth et Cromwell, gardé sa politique extérieure « au-dessus des partis » ; ce qui veut dire « entre les mains de l'ensemble de la bourgeoisie ». MMrs Attlee et Bevin se sont révélés complètement incapables de se libérer de cette insidieuse toile d'araignée. Au lieu de se porter à la tête du mouvement grandissant en faveur des « États-Unis Socialistes d'Europe », lesquels, historiquement, constituent l'unique espoir pour la Grande-Bretagne au siècle de la guerre atomique, Bevin a continué la politique de Churchill et de Eden, et aligné la Grande-Bretagne sur les États-Unis. L'emprunt américain a été le prix payé par l'Amérique pour avoir sa future station de débarquement en Europe et le refuge de ses porte-avions : l'Angleterre, cette ancienne Reine des Océans...

En politique extérieure, la futilité du réformisme a été abondamment démontrée : même la politique en apparence libérale du Gouvernement travailliste aux Indes et en Égypte prend le caractère d'une « retraite stratégique » de l'impérialisme, plutôt que l'effet d'un véritable internationalisme. En conséquence nous pouvons conclure que si, par rapport à la politique de puissance, le « socialisme dans un seul pays » s'est révélé impossible en Russie, pourtant invulnérable par son immense territoire continental, il est encore plus vain d'y songer en Grande-Bretagne, cette très vulnérable petite île.

Pour résumer l'« expérience » politique de la social-démocratie britannique en 1945-1946, nous pouvons dire que l'élection qui a porté au Gouvernement le Parti travailliste a été un progrès important dans la conscience politique des masses britanniques ; car elle a prouvé qu'après un siècle de domination de classe ouverte, soit libérale, soit conservatrice, sans aucune réelle opposition idéologique exprimée, les masses britanniques sont devenues néanmoins conscientes d'elles-mêmes en tant que classe opprimée. Ce dernier caractère est le plus important ; c'est lui qui est à l'origine de la formation du Gouvernement travailliste. Mais la continuité réformiste qui en résulte a mis en évidence qu'une classe potentiellement révolutionnaire ne devient pas réellement révolutionnaire sans une idéologie révolutionnaire : l'idée est aussi importante et significative que la classe elle-même. (La « lutte de classe » mécanique n'est qu'un mythe). Ce fait est sans aucun doute le plus important que les années de gouvernement de la social-démocratie britannique ont à enseigner au mouvement socialiste international. Quant à nous, nous avons aussi à apprendre ce fait complémentaire : à savoir que dans une période révolutionnaire telle que la nôtre, seules les idéologies révolutionnaires conduisent à la révolution. Mais ce dernier axiome, très certainement ne s'applique pas seulement à la Grande-Bretagne et à la social-démocratie britannique.

POÈMES ET CHANSONS

de Jacques Prévert.

Nos amis qui ont apprécié les poèmes de Jacques Prévert : « Chasse à l'enfant », « Page d'écriture » et « Le cauchemar du chauffeur de taxi » seront heureux d'apprendre qu'ils peuvent retrouver ces poèmes, mis en musique par Joseph Kosma dans un album publié par la Maison Enoch et C^o, 27, Boulevard des Italiens, Paris.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

LE MONDE OUVERT

ÉTATS-UNIS

● On sait que Earl Browder, ancien secrétaire du P.C., qui pendant la guerre défendit l'union sacrée et le rapprochement de l'U.R.S.S. et du grand capitalisme américain a été remplacé par Forster, partisan d'une ligne « lutte de classes ». Browder, exclu, accusé de trahison par le P.C. américain vient cependant d'être reçu à Moscou par Staline, et de rentrer aux U.S.A. chargé de la direction du service des publications soviétiques en Amérique.

U.R.S.S. — U.S.A. — Comparaison :

	Population.	Travail. industr.
U.R.S.S.	200 millions	26 millions 500.000 (sera 33.500.000 en 1950)

U.S.A. 140 millions 55 millions
La productivité par homme est aux U.S.A. 50 % plus élevée qu'en U.R.S.S., et croît plus vite.

● L'impossibilité de maintenir le pouvoir d'achat (et l'« épargne ») et les investissements capitalistes correspondants au rythme actuel, et donc le niveau du revenu national, est parfaitement comprise par les économistes américains, qui prévoient une crise de 15 à 20 millions de chômeurs d'ici quatre ou cinq ans. Les économistes britanniques s'en préoccupent aussi et sont très inquiets car alors les U.S.A. disposeront malgré eux d'un énorme surplus d'exportation évalué à 3 milliards de dollars, représenté par les prêts consentis aux autres pays. Alors, le marché mondial s'effondrera (ce que nos pauvres politiciens de la « grandeur française » et de la « libre concurrence » n'ont pas encore envisagé dans leurs pronostics de « renaissance » ... du vieil ordre). La crise de 1950 sera formidable...

● Les instituteurs sont mal payés : 500.000 d'entre eux ont démissionné depuis 1942, d'après le Syndicat National des Instituteurs. (Nyl, 20 juillet).

● La machine contre le travailleur : aux U.S.A., la machine à cueillir le coton commence à entrer en action ; chaque machine remplace 75 manouvriers ; on prévoit 5.000 machines en usage d'ici 1947, total : 500.000 chômeurs. (Machine Rust-Allis Chalmers et machine « The International »).

● Les actionnaires en Amérique : il y a 20 millions d'Américains qui possèdent des actions dans diverses entreprises. Mais il y en avait avant la guerre 75.000 qui, à eux seuls, possédaient la moitié de tout l'actif des grandes compagnies. 75.000, soit 0,05 % de la population...

● Étude curieuse du *Journal de Psychologie* : une « corrélation » très nette est établie par le Prof. Smith : 50 % des citoyens « pro-russes » sont hostiles au mouvement syndical américain, et 32 % d'entre eux sont hostiles à l'égalité des droits en faveur des nègres ! Autre enquête (Gilliland) : les milieux riches sont plus favorables que les milieux ouvriers à la Russie Soviétique... (Référence : *Journal of Social Psychology*).

Objecteurs de conscience

● Il y en a encore 6.500 en prison. Il y a eu SEPT fois plus d'objecteurs de conscience au cours de cette guerre qu'en 1914-18.

AMÉRIQUE

● États-Unis d'un côté, tous les pays latino-américains de l'autre, ont à peu près la même population ; mais le revenu combiné de ces derniers, en 1939, était inférieur au quart du revenu des U.S.A.

BRÉSIL

● Le mouvement socialiste révolutionnaire se développe rapidement et son moyen d'expression, un grand journal hebdomadaire, consacré au mouvement ouvrier national et international est d'une tenue, et d'une densité qui font honneur à ses rédacteurs : on y discute en particulier les thèses fondamentales de Rosa Luxembourg.

CANADA

● Des espions soviétiques qui vendent la mèche : Gouzenko, chargé du chiffre de l'ambassade soviétique à Ottawa, a « donné » tout le réseau d'espionnage soviétique. Des échantillons du fameux Uranium 235 et 288 ont été transportés à Moscou par ce réseau (grâce à un élu communiste Alan Nunn May, actuellement emprisonné). L'un des agents russes s'était embarqué à Boulogne en 1938 avec un passeport de volontaire canadien mort en Espagne. Il se fit appeler Witzcak et obtint des titres universitaires en Californie en 1942. Quand on fut sur sa piste, en novembre 1945, il disparut de Los Angeles. L'enquête a révélé que 4 réseaux d'espionnage compartimentés et s'espionnant mutuellement étaient installés à l'ambassade russe : Militaire, naval, politique et G.P.U. Les plaintes mutuelles et interférences des espions permirent leur découverte ; les aveux de Igor Gouzenko firent le reste.

JAPON

● Le Parti socialiste reproduit l'appel du Parti socialiste américain en faveur d'une véritable internationale. Des manifestations d'action directe ouvrière se multiplient : le 1^{er} mars dernier, les travailleurs de l'usine d'industrie chimique Mitsubishi se sont emparé de leurs usines et les ont remises en route ; ils ont opéré le transfert des fonds de la compagnie au nom du président de leur syndicat et décrété une hausse de leurs salaires que l'administrateur avait refusé. D'autres phénomènes du même ordre se produisent dans les mines. Il y a 7 millions de chômeurs.

EGYPTE

● Herbert Morrison a avoué aux Communes que les troupes britanniques devaient évacuer rapidement l'Égypte et la grande base navale d'Alexandrie pour éviter une véritable révolution, tant l'hostilité générale devenait dangereuse.

INDE

● Augmentation de la population depuis 1939 : 40 millions d'êtres..., en dépit d'une effroyable famine installée à l'état permanent.

INDO-CHINE

● Les négociations franco-viet-namiennes ont abouti à une impasse par suite de l'intervention des puissances impérialistes et des hauts fonctionnaires français qui en sont les instruments. Si la guerre civile latente continue en Cochinchine, si du sang coule, si la misère et la famine sont entretenues pour amener à composition les esclaves en voie d'émancipation, c'est, sous couleur de défendre les intérêts français, pour protéger la domination des intérêts capitalistes sur les riches rizières, plantations de caoutchouc du Sud, et sur les houillères du Nord. Dans le Nord, la République démocratique du Viet-Nam est installée : dans le Sud, l'armée Leclerc a repris possession de la Cochinchine et installé un gouvernement Quisling. La lutte des militaires impérialistes continue malgré l'armistice et la convention du 6 mars dernier : le 4 août, attaque de Bac-Ninh par les troupes françaises, 23 morts et 40 blessés. Le 6 août attaque aérienne contre Lanson. En réplique, le mouvement souterrain de résistance contre l'occupant brûle des stocks ou fait sauter des usines. La délégation française à la Conférence de Fontainebleau comprenait une grosse majorité de fonctionnaires M.R.P., dont le Président, Max André, ANCIEN FONDEUR DE POUVOIR DE LA BANQUE FRANCO-CHINOISE DE SAIGON ; deux administrateurs des Colonies, Pignon et Torel et un Inspecteur des Finances, Gonon. Quant à l'Amiral d'Argenlieu, il a une conception « impériale » des rapports entre le peuple viet-namien et le peuple français qui ne le qualifiait guère, *a priori*, pour ces négociations. Il a simplement agi « dans le dos » du Ministre Marius Moutet. SON RAPPEL et SON REMPLACEMENT sont indispensables.

AFRIQUE NOIRE

● Le camarade H. S. Gathigiri (S.L.) écrit que l'impérialisme britannique continue à réserver aux blancs les prérogatives et privilèges d'une race « supérieure ». Les noirs africains sont soumis à un régime de discrimination raciale intégrale ; ils doivent subir la loi d'une infime minorité qui s'est attribuée les fonctions gouvernementales en Est africain. Mêmes dispositions dictatoriales en Kenya, Tanganyika, Ouganda et Rhodésie. En les privant des droits les plus élémentaires, les colonialistes peuvent ainsi utiliser les noirs comme de la main-d'œuvre à bon marché. Les « réserves » soi-disant protectrices des indigènes ne sont pas autre chose que des camps de concentration où des milliers d'indigènes entassés les uns sur les autres crèvent de faim. « On avait dit que la II^e Guerre Mondiale avait pour objet la défense de la Justice, de la Liberté et de la Démocratie » écrit avec une amère ironie notre camarade.

NOUVELLE-ZÉLANDE

● Un million 500.000 habitants. Gouvernement socialiste depuis dix ans, présidé par Fraser. La somme des salaires payés est passée de 66 millions de livres à 150 millions de livres. Pas de chômage. Lois sociales très avancées. Prix bloqués. Habitations ouvrières modernes. Semaine de 5 jours, pour les travailleurs aussi bien que pour les commerçants, appliquée depuis le 1^{er} juillet. Depuis le 1^{er} avril un sursalaire familial est versé à chaque

mère : 360 francs par semaine et par enfant (10 shillings). Le salaire minimum est appliqué (3.720 francs par semaine). La lutte contre le chômage est organisée. La Banque de Nouvelle-Zélande a été nationalisée.

AFRIQUE DU SUD

● Pendant que le Maréchal Smuts vante la victoire des nations alliées pour le respect de l'égalité de tous les hommes, les non-Européens lancent un manifeste qui dénonce la tyrannie qui s'exerce sur eux : comme les Juifs l'étaient par les nazis, ils sont persécutés, ne peuvent pas se marier à des blanches, aller où bon leur semble, travailler n'importe où, être fonctionnaires ou professeurs, et les prisons sont pleines de citoyens colorés qui ont refusé de payer un impôt spécial décrété pour les non-Européens...

GRANDE-BRETAGNE

● Le nouveau système de Sécurité Sociale dépasse largement le fameux Plan Beveridge : tout chômeur, vieillard ou malade recevra dorénavant 628 francs par semaine, la femme en couches recevra 868 francs pendant treize semaines après la naissance et une allocation de 480 francs par semaine pendant quatre semaines ainsi qu'un don de 1.920 francs. Les travailleurs regrettent seulement le taux élevé du prélèvement effectué sur leur salaire pour établir ce système par ailleurs très substantiel (environ 100 francs par semaine).

● Les exportations devaient atteindre 50% du niveau de 1938. En mai, ce chiffre était déjà dépassé, il atteint 90%.

● A CHYPRE, le mouvement ouvrier s'est organisé sur le plan syndical et a convoqué un congrès, en septembre 1944 : 445 délégués représentant 13.500 travailleurs syndiqués. LE COMITÉ EXÉCUTIF TOUT ENTIER EST ARRÊTÉ ET EMPRISONNÉ. Le tribunal fit état des discours prononcés : D'APRÈS LA LOI DE CHYPRE, LE MARXISME EST UN CRIME. Ainsi, sous la responsabilité d'un Gouvernement Travailleur britannique, on continue à mettre en prison des militants ouvriers qui s'organisent en syndicats à Chypre !

● L'un des plus grands critiques militaires de notre époque, B. H. Liddell Hart (qui accepta de faire une conférence, pendant la guerre, à l'École d'Été de l'I.L.P., dont il appréciait les thèses de psychologie politique antinazie), vient de déclarer que « QUELLE QUE SOIT LA DESTINÉE FUTURE DE LA BOMBE ATOMIQUE EN TANT QU'ARME DESTRUCTIVE, ELLE DEVRAIT SIGNIFIER DÈS À PRÉSENT LA FIN DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE, QUI EST DEVENU UN NON-SENS ». Sans doute, ajoute-t-il, ceux qui sont favorables au service militaire obligatoire pourront encore trouver des arguments, mais il leur sera de plus en plus difficile de les rendre convaincants.

ALLEMAGNE

● Quelques échos des manifestations du Parti socialiste : on espère que le mois d'octobre donnera le succès aux forces antitotalitaires ; la lutte des socialistes est très dure puisqu'elle doit être conduite contre les catholiques et contre les stalinien, et avec le risque d'emprisonnement pour tout opposant à l'unité organique imposée par l'Armée Rouge. Le 16 juin, le Grand Opéra Municipal de Berlin était plein à craquer pour entendre le Dr. Franz Neumann. Celui-ci dénonça toutes les formes de dictature et déclara que seul, le socialisme démocratique pouvait mettre fin au totalitarisme qui avait fait tant de mal. Le 17, à Zehlendorf, Leber et Darendorf développèrent le thème d'une « politique vivante ». Annedore Leber est directrice du journal *Telegraf* et la veuve d'un excellent militant socialiste que Hitler fit exécuter après la tentative du 20 juin 1944. Gustav Darendorf s'était opposé, en février, à la fusion organique imposée par les stalinien, et il avait dû s'enfuir à Hambourg pour échapper à la persécution. Au stadium de la Poste, enfin, le Dr. Kurt Schumacher, leader de la région occidentale, parla devant 20.000 personnes. Il attaqua durement les méthodes stalinien et la politique des Quatre Grands. Il réclama la socialisation des Industries de base et des grands domaines, comme contre-projet aux découpages envisagés ou à la création d'un Gouvernement militaire. Son audace d'expression contre les absurdités impérialistes et les prétentions stalinien fit une forte impression. Dans la zone russe, les arrestations de militants socialistes continuent : Pankov, secrétaire de district, par exemple.

Nuremberg

● Simple incident : le Général Doenitz se permet d'insinuer que l'invasion de la Norvège a été effectuée après accord entre Hitler et Staline... Preuve citée : manchette des *Isvestia* du 11 avril 1940 : « L'Allemagne obligée d'agir pour sa propre défense... »

AUTRICHE

● Les États-Majors alliés se sont opposés au passage de la loi décidant la nationalisation des industries-clés. De même, les quatre grandes puissances se sont opposées à des mesures réclamées unanimement par le peuple et le Parlement, et destinées à renforcer le caractère démocratique de la Constitution de 1919.

ESPAGNE

● Les relations les plus fraternelles sont entretenues en Espagne entre toutes les tendances socialistes et syndicalistes du mouvement ouvrier. Le prestige du Gouvernement Giral s'est beaucoup assombri au cours des dernières semaines : les masses populaires espagnoles se rendent compte de l'impuissance lamentable des diplomaties officielles, trop liées aux intérêts impérialistes pour pouvoir lutter efficacement contre Franco. Un guerrillero socialiste délégué par les groupes de maquis des Asturies est venu apporter au Parti Socialiste espagnol, l'expression de la même amertume. LA CHÛTE DE FRANCO DÉPEND DE LA SOLIDARITÉ SOCIALISTE RÉELLE.

● Dans une prison de Franco, les stalinien continuent les infamies coutumières, ont basement diffamé un militant du P.O.U.M. qui fait l'admiration de ses compagnons. Immédiatement, l'indignation fut telle que les socialistes, les anarchistes, les syndicalistes décidèrent d'obliger le représentant du P.S.U.C., qui avait introduit la feuille calomniatrice (*Travail*) dans la prison, à brûler le paquet d'exemplaires qu'on lui avait fait parvenir : CE QUI FUT FAIT. Les militants révolutionnaires espagnols sont particulièrement révoltés de voir les sommes imposantes ainsi gaspillées par les stalinien pour persévérer dans leur besogne de division.

● ... A Barcelone, deux membres du Comité Exécutif du P.O.U.M. viennent encore d'être arrêtés et emprisonnés.

● A Tétouan, Maroc Espagnol, 15.000 manifestants ont manifesté pour obtenir quelques libertés.

50 soldats marocains du service d'ordre marquant leur sympathie avec les manifestants ont été détenus.

● Un général phalangiste, Borbón, vient d'être arrêté pour avoir organisé un énorme marché noir d'huile d'olive. Devant sa menace de mettre en cause toute une équipe de hauts fonctionnaires complices, on cherche à étouffer le scandale.

● Comment on augmente les salaires en Espagne franquiste : au nouvel aéroport en construction à Barajas, les manœuvres gagnaient 10 pesetas 50 et laissaient 3 pesetas pour leur nourriture à la cantine. Maintenant, on les paie 12 pesetas 50..., mais ils doivent laisser 7 pesetas par jour à la cantine...

● A la conférence de la Fédération Syndicale Mondiale à Moscou, le délégué des marins américains proposa le blocus de l'Espagne franquiste : sa proposition fut rejetée.

ITALIE

● Atmosphère de crise sociale comme en 1919. 16 juillet : grève de 7.000 travailleurs des raffineries de pétrole. Arrêt des transports. Grève générale à Turin pour élever de 2.000 lire à 10.000 lire l'indemnité de « libération ». Usines occupées et protégées par des groupes de défense armés. Émeute de la faim à Noci, dans les Pouilles, où une usine de pâtes est pillée et le spaghetti distribué à la foule. Émeutes en Sicile, révoltes paysannes réclamant la distribution plus équitable des produits de la terre entre métayers et propriétaires. Prés de Foggia, deux tués, 15 blessés. 100.000 travailleurs du Livre déclenchent la grève générale. Pas de journaux pendant vingt-quatre heures. Occupation militaire des raffineries de pétrole. Les grèves et manifestations d'action directe se multiplient.

PALESTINE

● Les communistes de Palestine ont lancé un manifeste (*Daily Worker* du 4 août) en faveur d'un front unique des travailleurs Arabes et des travailleurs Juifs, « qui doivent s'unir contre le sionisme en même temps que contre l'impérialisme anglo-américain ». Ils soulignent que les sionistes sont les agents de l'impérialisme américain en train d'essayer de s'emparer des positions tenues par l'impérialisme britannique. Ils dénoncent enfin les réactionnaires Arabes. Fort bien : c'est là très exactement la position toujours défendue par les internationalistes de tous les pays. *Socialist Leader* a maintes fois donné des preuves que cette coopération est possible. Le 13 juillet, en première page, une photo montre que la coopération entre les Arabes et les Juifs, paysans et travailleurs de Palestine, peut se voir dans un grand meeting en plein air, où l'on discute des problèmes communs aux travailleurs. *La communauté d'intérêt des travailleurs est infiniment plus vitale que leurs antagonismes nationalistes ou religieux entretenus par leurs ennemis*. Nous sommes ici complètement d'accord avec cette position pratique et doctrinale. *Et c'est pourquoi nous condamnons les nationaux-communistes qui divisent le prolétariat international*.

● UNE RÉUNION INTERNATIONALE DES PARTIS COMMUNISTES aurait lieu à Paris, en janvier 1947, si l'on en croit une communication lancée par Jacques Duclos, aux dirigeants des P.C. « Bien que les P.C. soient unis par leur commun désir de venir en aide à l'U.R.S.S., dit-il, ils leur arrive parfois de tirer dans des directions opposées. »

DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

U.R.S.S.

La condition ouvrière

(D'après le *Courrier socialiste*, édité en russe à New-York, et différentes autres sources).

● Fluctuations des salaires d'ouvriers qualifiés à Moscou. (Semaine de travail de 77 heures). Au début de la guerre, augmentation de 30 % (environ 800 roubles par mois au lieu de 600). Juillet 1941 : baisse des barèmes. Puis augmentation de l'impôt sur le revenu (triplé) : (180 roubles au lieu de 45). En outre, impôt culturel : 28 roubles ; impôt de célibataire : 40 roubles ; cotisation syndicale : 14 roubles ; assurances sociales : 13 roubles ; emprunts « volontaires » : environ un à deux mois de salaires par an. Enfin, de menues collectes, pour l'aviation, ou la solidarité intérieure. En somme, les 800 roubles de l'ouvrier célibataire se réduisaient à 420 ou 410. En 1942, augmentation jusqu'à 1.000 roubles et au delà (toujours, ouvriers qualifiés dans la capitale). Mais la campagne d'emprunts du printemps réduisit en fait cette somme à 350 r. Indigence terrible. Comme le combustible n'était pas rationné, les ouvriers spéculaient sur leur ration de vodka, un litre par mois, 120 roubles revendu 300 roubles et sur d'autres « combines ». Prix du commerce libre (d'Etat) : sucre : 800 roubles le kilo. Pain : 120 r. le kilo (Deux kilos de pain achetés avec des tickets de rationnement, pour un ménage, 81 roubles, par mois).

Pertes de guerre

● Les pertes officiellement déclarées (tués) s'élèvent à 7 millions. L'étude comparative des différentes statistiques officielles révèle la disparition d'environ 10 millions d'adultes vivants : on estime que c'est là le chiffre de la population enfermée dans les camps de concentration.

● Il y avait 4 millions de prisonniers de guerre russes. 500.000 sont morts dès le début de leur captivité ; 1.300.000 ont été récupérés en fin de captivité. Mais ils ont été accusés de trahison et jugés : beaucoup sont déportés dans les régions arctiques et au Kamtcharka. Beaucoup d'évasions aussi. Près de 700.000 sont dans les zones américaine et britannique et refusent de se laisser rapatrier. Une Université russe fonctionne en Bavière. On cite le cas de prisonniers russes qui, bien qu'après avoir rempli derrière le front des missions dangereuses, ont été traités comme des traîtres.

● De Salomon Schwarz, spécialiste de l'économie soviétique. Le IV^e Plan quinquennal est autarchique, non-coopération avec l'extérieur. Reconstruction avec les seules ressources russes et le pillage des zones contrôlées (24 millions d'habitants, soit 14 % de la Russie d'avant-guerre, sont constitués par les nouvelles conquêtes). Les prix et valeurs sont établis en roubles-marchandises 1926, conventionnels. Production totale prévue pour 1950 : 205 milliards contre 138,5 en 1940. Cependant ces prévisions sont inférieures à celles du Plan interrompu par la guerre (19,5 millions de tonnes de fer au lieu de 22 millions, 24 millions de tonnes d'acier au lieu de 28 ; 35,5 millions de tonnes de pétrole au lieu de 48,5). Le bassin de Bakou aurait terriblement souffert et sa production serait tombée de moitié. Par contre une légère augmentation de production est prévue pour la houille, pour l'énergie électrique (75 à 82 millions de kwh.), les autos (400.000 à 500.000), les wagons (120.000 à 146.000).

L'effort maximum porte sur la production des machines (doublée par rapport à 1940). La production des denrées de consommation sera inférieure aux besoins et aux chiffres antérieurs (tissus, coton, laine, sucre). On prévoit, en 1950, pour 212 millions d'habitants, 22 mètres de coton par tête et 0 m. 75 de laine ; 11 kilo 300 de sucre... moins qu'en 1913. Agriculture : augmentation de la production globale prévue : 27 % de 1940 à 1950. (Schwarz montre que ce chiffre est fallacieux). Elevage : en 1929, avant la collectivisation, il y a 34 millions 6^e de chevaux. En 1938, 17 millions 5 ; en 1945, 10 millions 5 ; prévision pour 1950 : 15, 3. Pour les moutons, les bêtes à cornes, les porcs, on espère pouvoir atteindre le niveau de 1929 et le dépasser. Pour les statistiques de la main-d'œuvre, Sal. Schwarz montre qu'il y a de très importants contingents qui n'y figurent pas (plusieurs millions de travailleurs forcés). Sur la valeur réelle des salaires, beaucoup de discrétion est observée par les documents officiels ; l'augmentation sera fonction du rendement du travailleur. Les prix commencent à baisser (1 kilo de beurre : 1.000 roubles en 1943 ; 250 roubles en 1946). Salaire moyen : (500 roubles, soit environ 12.000 francs), 1 kilo de sucre vaut 2.880 francs ; 1 kilo de pain : 1.000 francs. Les salaires réels sont donc terriblement bas, excepté pour les stakhanovistes. (Ils étaient et demeureront inférieurs à ceux de 1913 et 1927, de 15 à 25 %).

Changements politiques

L'appareil étatique est plus important que le Parti. Elimination de l'influence des militaires, redoutés à la fin de la guerre. 47 Ministres. Apparente diminution de l'influence de Staline, qui n'est plus Secrétaire-Général, mais Premier Secrétaire d'un secrétariat du Parti à 5 têtes. A côté : Politbureau, 15 membres. Orgbureau (cadres) : 15 membres. *Seuls, Staline, Jdanov et Malenkov font partie des trois organismes.* Léo Mekhliss (Ministère du Contrôle de l'Etat) est aussi très important. (Homme de confiance de Staline, qui contrôlait les services politiques de l'Armée). Mais il a dû être mis un peu à l'écart à la suite des revers de l'armée, et aussi, d'après Nikolaïevski, comme Juif. Chtcherbakoff a en effet obtenu dès 1941 l'élimination des dirigeants juifs du Parti dès 1941. (Ex. Pertchik, Secrétaire d'un Rayon de Moscou, envoyé au camp de concentration ; Lazare Kaganovitch est rejeté au III^e Plan ; Andréev et Vorochilov, aussi). Et même Jdanov est moins en cour. La camarilla qui détient le pouvoir réel est groupée actuellement autour de Georges Maximilianovitch Malenkov, quarante-cinq ans, cosaque d'Orenbourg, Secrétaire de Staline depuis 1922. C'est lui qui organisa le cabinet des dossiers de Staline contre le Vieux Parti et joua un rôle considérable dans les coulisses, des Procès de Moscou. Elu en 1939 au Comité Central et désigné pour la sélection des cadres, il a pour collaborateurs immédiats : Alexandrov, moins de quarante ans, Chatalin, (38 ans) ; et Voznessenski (43 ans) ; Malenkov dirigea l'aviation, le ravitaillement et fut le suppléant de Staline, pendant la guerre, à la tête du Gouvernement. C'est donc l'équipe personnelle de Staline qui a encore une fois maîtrisé les contradictions et oppositions de groupes ; c'est l'équipe même des Procès : Vichinski, Chvernik, le nouveau Président de l'U.R.S.S., qui avait présidé le tribunal d'un des Procès. Par contre, Beria passe à l'arrière-plan. Quant à la disgrâce du Maréchal Joukov, elle n'a rien d'éton-

nant : les chefs militaires de l'Armée Rouge ont été trop loin dans leurs relations avec les chefs militaires anglo-américains ; on parlait trop d'eux. L'heure de leur popularité inquiétante est passée. Il ne serait pas extraordinaire que Joukov disparaisse un jour ou l'autre comme tant d'autres avant lui.

● ... En juin dernier, l'activité de la police politique secrète russe à Paris est devenue si insolente, sous la direction des majors Bérezine et Kouznetzov, que le Ministre socialiste de l'Intérieur, André Le Troquer, a fait une démarche auprès de l'Ambassadeur Bogomoloff pour inviter ses services à plus de discrétion. On s'est alors rendu compte que si la police russe se croyait ainsi tout permis sur territoire français, c'était en vertu d'un accord conclu à Moscou et signé par le Général de Gaulle en décembre 1944.

MANDCHOURIE

● La colonie russe a été littéralement exterminée par la G.P.U. Fusillés, les dirigeants de l'organisation sioniste : Dr. Kaufman et autres ; les dirigeants ukhraïniens Vitoyski et Potrebenko et autres ; l'ex-dirigeant du groupe « paysan », Gratchev ; l'ex-communiste Morev ; les vieux menchéviks Abramov et Tsvetkov... etc., antisémitisme, violences, viols... Les Juifs étaient accusés de « trotskysme ». Fusillé aussi le chef des Vieux Croyants, Koudrine ; fusillés les lecteurs d'une publication de Kerenski. Enfin, l'« Armée Mandchoue », forte d'environ 300.000 hommes, réorganisée et pourvue d'armes japonaises a été placée sous le commandement de communistes chinois et intégrée dans leur Armée.

Sauvetage des fascistes par les staliniens

Pologne

● C'est peut-être tout à fait conforme à la morale de la fin qui justifie les moyens, mais c'est malpropre et dangereux, et, en tous cas, cela n'augmente pas l'autorité du P.C. dans ses protestations contre la fausse « épuration » du M.R.P. Quelques exemples :

En juin 1944, les Russes installent à Lublin un « Gouvernement polonais ». Le Ministre de la Guerre, Général Michael Rola-Zymierski, était un oppositionnel d'extrême-droite de Pilsuski, qu'il accusait de ne pas être assez antisémite... et aussi parce que Pilsuski l'avait pris en flagrant délit de corruption ; en 1926, comme chef du Service des achats, il accepta une commission des fabricants français de masques à gaz défectueux : ce scandale national lui valut cinq ans de prison. Aujourd'hui, ce général antisémite et prévaricateur possède la carte Numéro 26 du Parti communiste polonais (appelé Parti des Travailleurs polonais). Jan Grubecki, Ministre des communications fut aussi un antisémite acharné. Le journaliste Wincenty Rzymowski, directeur du journal *Express Poranny* dépensa la plus grande partie de sa vie à soutenir la dictature des Colonels ; la constitution de 1935, qualifiée de « fasciste » par les socialistes et les communistes, et la prison politique de Brest-Litovsk.

En 1933, ce Bunau-Varilla polonais est admis à l'Académie polonaise de Littérature. Mais bientôt, on découvre qu'il a outrageusement plagié des œuvres de Bertrand Russell, et il fut expulsé. C'est lui que les Russes placèrent à la tête du Ministère de Culture et des Arts. A l'arrivée à Varsovie, Grubecki fut remplacé. Mais Rola-Zymierski monta en grade et devint Ministre des Affaires Étrangères. A Londres, l'ambassadeur polonais désigné par les Russes est Henryk Strasburger, l'un des plus réactionnaires des gros industriels, et ancien président de l'Association de l'Industrie lourde. Une sorte de Peyerhimoff, encore plus hostile aux syn-

dicats, si possible. L'attaché militaire à Washington est un antisémite connu, qui éditait, à Londres, Jestam Polakem (Je suis un Polonais), et qui fournit maintes fois prétexte (justifié cette fois) à Staline, pour attaquer les antisémites polonais de Londres... Mais quand ils passent au service de la G.P.U., ils sont des révolutionnaires... Deux autres fascistes antisémites collaborent actuellement très étroitement avec le Gouvernement polonais : Dziarmaga, connu comme pogromiste dans toute l'Europe centrale, et accusateur, à Moscou, au procès de 16 militants du mouvement clandestin antinazi. Et Boleslaw-Piasecki, ex-leader de Falanga, mouvement des Jeunesses Fascistes. Ce dernier a beaucoup d'influence à Varsovie où il publie un journal entièrement consacré à chanter les louanges des communistes. Au Ministère des Affaires Étrangères, à la tête d'un des grands services, se trouve Chromecki, ancien secrétaire d'Ambassade, à Rome, auteur d'un livre faisant les éloges de Mussolini. Le dictateur du port de Gdynia est un ancien collaborateur de Beck, Kwiatkowski. Et le directeur de la Banque polonaise, Mlynarski était déjà à la sous le Gouvernement Beck, est resté là sous le protectorat de Hitler, et demeure là, comme un symbole, sous Bierut. L'Ambassadeur à Mexico est le comte Drohojewski, diplomate de Beck. Et le chef de la radio sous Beck est Herz, qui fait le Bulletin d'Ambassade à Washington...

● ... Quant à Alter et à Ehrlich, leaders du prolétariat de Varsovie, ils ont été abattus d'une balle dans la nuque par la G.P.U. à Kuibishev...

Roumanie

● Même sauvetage des fascistes en Roumanie : George Tatarescu, responsable de nombreux pogroms, fasciste caractérisé, financier de la Garde de Fer... est le Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement « antifasciste » roumain installé par les Russes. C'est Vichinski qui l'a désigné. Le professeur Michael Ralea est Ministre des Arts, en vertu de la même autorité. Il était un collaborateur du roi Carol. Le Ministre de la Propagande est George Macovescu, comme sous Antonescu, c'est le même. (La presse d'opposition reproduit une photo qui le montre serrant la main de Hitler). Voici mieux : le Colonel Rady Ionescu, officier de police d'Antonescu, et bourreau des Juifs et des démocrates, a été nommé par Lucretiu Patranescu, leader communiste, comme chef de la Sureté... Et le général Carlaontz, massacreur de Juifs, interdisant à la presse de faire mention des pogroms, est maintenant sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. (Cf. le livre de Léon Dennen : « Trouble Zone »).

Yougoslavie

Passons à la Yougoslavie : le commandant de l'aviation est le général Franya Pirz, ancien Oustachi qui travailla pendant deux ans au service des nazis. Pirz combattit sur le front russe, où il reçut la Croix de Fer. Il fut capturé à Stalingrad. Il a eu la chance qu'ont eue de nombreux généraux nazis criminels de guerre, achetés par Staline. Même cas : Colonel Marko Mesich, chef de la garde personnelle de Tito ; avant de prendre la tête d'un détachement yougoslave de l'Armée Rouge, il était au service du Quisling croate Ante Pavelich et fut décoré par celui-ci et par Hitler. C'est aussi à Stalingrad qu'il fut capturé... et acheté. De nombreux autres officiers oustachis, massacreurs de Serbes antinazis (comme Filipovitch, Ministre des Eaux et Forêts) sont passés avec Tito quand le vent tourna. L'Ambassadeur de Tito à Londres est Luba Leontich leader de l'organisation fasciste Orjuna. Un fasciste des premières heures, Dell'Orjuna, qui avait été des premiers squadrists de Mussolini, fut installé par Tito à Trieste et fut dé-

noncé par le Comité National italien de Libération. Enfin, Vuchetich, fasciste, fut successivement au service d'information de Stoyadinovitch, puis de Mikhailovitch, puis de Tito...

Bulgarie

● Autres cas plus importants pour les socialistes: par exemple, l'arrestation du leader socialiste bulgare, âgé de soixante-treize ans, et sa condamnation à cinq ans de prison pour avoir simplement critiqué le gouvernement pro-russe actuel. Or le gouvernement bulgare a pour ministre de la Guerre l'un des associés de Mikhailovitch dans le projet d'alliance anti-soviétique. Les Russes font donc la distinction entre les fascistes, monarchistes ou réactionnaires: Ceux qui se lassent acheter deviennent aussitôt sacrés alors que les braves bougres de militants socialistes indépendants et fidèles à l'internationalisme sont emprisonnés.

● Deux colonels fascistes, Kimon Georgiev et Damian Veltchev, auteurs du putsch de 1923, puis de celui de 1934, en firent un troisième en 1944 pour renverser le gouvernement provisoire de Libération: ils agissaient pour le G.P.U. et sont maintenant Président du Conseil et Ministre de la Guerre.

YOUGOSLAVIE

● « Tous ceux qui accusent Staline de « noirceur » ne sont pas automatiquement blancs comme neige », dit excellemment notre ami « André Martin » dans *The Call*, du Parti socialiste américain. En effet, sur le « cas » Mikhailovitch, il semble prouvé que le général serbe ait joué un double jeu, avec les alliés contre les nazis... et avec les nazis contre les Partisans du croate Tito. Le faire passer pour un grand démocrate est enfantin. Le procès fut mené d'une manière totalitaire puisque des témoins américains ne furent pas acceptés. Mais la position socialiste, qui demande une justice loyale, ne se confond pas avec celle des impérialistes.

● 14 millions d'habitants. Effectifs militaires actuels: 750.000 hommes. Police politique: 100.000 h.

POLOGNE

● Des survivants du mouvement résistant révolutionnaire polonais viennent d'arriver à New-York: Feigel Peltel-Miendrzycki (Wlak) et son mari, Arthur Numberg. Ils ont raconté les épisodes les plus héroïques et les plus sombres, confirmé le drame du soulèvement de Varsovie, écrasé par les nazis alors que l'Armée Rouge demeurait en expectative. La situation actuelle est terrifiante. Elle ne peut durer.

Un Oradour polonais

● Le village de Waxwolnica dans la province de Lublin a été complètement détruit par deux bataillons de la Police de Sécurité, qui mirent le feu aux habitations et fusillèrent les habitants. Le *New-weader* de New-York, qui rapporte cette tragédie, et parle des atrocités de la « Lidice » polonaise affirme que les raisons de cette répression sont inconnues, mais que la plupart des paysans y étaient membres du Parti Paysan qui s'oppose à la domination russe (6 juillet, page 13).

Antisémitisme

● Le Gouvernement polonais a replacé les Juifs dans le ghetto. Au cours des huit derniers mois, 10.000 Juifs ont fui de Pologne vers l'Italie et le plus ardent désir des Juifs polonais est de quitter la Pologne, 15.000 Juifs polonais sont aussi venus dans les camps civils italiens de tous les camps des régions libérées, plutôt que de retourner en Pologne. Enfin, aucun des soldats polonais juifs de l'armée Anders, maintenant en Angleterre ne

retournera volontairement en Pologne si les conditions actuelles y sont maintenues. (Déclaration du rabbin, aumônier chef du 2^e Corps, Major Nathan Reuben, à Thomas E. Healy, du *New-York Post*, 13 juillet).

TCHÉCOSLOVAQUIE

● Ouvriers de l'industrie textile en 1937, Tchécoslovaquie: 233.000. En 1944: 165.000. En 1946: 125.000, dont 55.000 Allemands considérés comme travailleurs temporaires. Conséquence des expulsions en masse, y compris des ouvriers antifascistes, l'industrie est paralysée...

Au total, il y a 6 millions et demi de Polonais, Autrichiens, Tchèques et Hongrois jetés sur les routes de l'exil par les nouveaux découpages de frontières...

AUTRICHE

L'A.F.L. américaine a envoyé un de ses délégués, Irving Browner en Autriche occupée par l'Armée Rouge pour prendre contact avec les dirigeants syndicalistes autrichiens et les aider à reconstituer leur mouvement. L'organisation éducative syndicale attendait aussi Irving Brown à l'hôtel des syndicats. Mais l'autorisation russe fut refusée. Le Président de la Commission Internationale, Mathieu Woll, a écrit à Staline pour demander: « Nous sommes anxieux de voir ce que le Gouvernement russe, dont la forme de démocratie est paraît-il très supérieure à la nôtre, et ce que les Syndicats russes, que l'on affirme des organisations ouvrières, véritablement libres, vont faire pour mettre fin à ces méthodes scandaleuses »

ALLEMAGNE

● Max Januszewski, social-démocrate résidant à Hohen-Neuendorf, banlieue de Berlin, pour avoir protesté, au moment de l'occupation russe, contre les méthodes tyranniques des autorités soviétiques, fut arrêté le 15 novembre 1945 et soumis, au camp de Bernau aux mêmes tortures que pratiquaient les nazis. On essaya de le faire avouer qu'il était un nazi. Il fut battu jusqu'à l'inconscience. Il refusa de signer. Cinq semaines plus tard, le 31 décembre, il passait au camp de Sachsenhausen. Il raconte sa triste odyssée dans *The Neue Volkzeitung* du 1^{er} juin dernier. Il y avait au moment de son évasion 83 social-démocrates comme lui, dont 30 conseillers municipaux dans ce camp de Sachsenhausen. Il s'échappa le 13 février, fut caché pendant cinq semaines à Berlin par des camarades et transféré à Brunswick puis à Alfel avec l'aide de la Croix Rouge suédoise. Sa femme et sa fille réussirent à fuir de Hohen-Neuendorf, mais sa belle-mère fut arrêtée comme otage à sa place.

● D'autres socialistes disparaissent (*Manchester Guardian*, 2/7/46): Julius Scherff, 60 ans, secrétaire du Syndicat des P.T.T. à Berlin, militant actif depuis 1920. Il avait fui en Tchéco-Slovaquie en 1933, puis était rentré illégalement en Allemagne pour y reconstruire le mouvement syndical anti-nazi. Il s'occupait de réorganiser le parti socialiste. Un soir, deux hommes en uniforme, l'un de policier allemand, l'autre d'officier russe l'appellèrent et il les suivit. On ne l'a pas revu depuis. Autre disparition: celle de Loewenthal, 40 ans, fonctionnaire municipal de Berlin. C'est l'un des meilleurs organisateurs municipaux du Parti Socialiste berlinois; le 22 juin, un officier russe le pria de l'accompagner en moto-car pour aller inspecter un mobilier. On ne l'a pas revu. L'officier, interrogé, déclare qu'il s'est éloigné du side-car et n'est plus revenu... (Voir la suite p. 36)

CONSCIENCE DE L'ÉCRIVAIN

par Victor SERGE

Je ne veux considérer ici ce problème que sous les aspects les plus redoutables de la réalité immédiate. Ces notes sont d'un écrivain qui a le sentiment d'avoir combattu depuis une vingtaine d'années au milieu d'événements de plus en plus étouffants où sans cesse il voyait périr diversement des hommes (et des œuvres) dont la vocation essentielle était d'exprimer la conscience.

J'ai reçu récemment de très loin, par de multiples détours, deux messages simultanés qui se complètent par leur signification tragique. La littérature de notre temps d'après-guerre sans paix, c'est-à-dire sans réconciliation des victimes, sans élan vers une reconstruction du monde, sans renouvellement de notre confiance en l'homme, reflète surtout l'angoisse. Elle montre ainsi quelle marge étroite de liberté créatrice est laissée par la réalité sociale à l'intellectuel, même quand celui-ci, pour se donner à une illusion vivifiante et sans doute se hausser à la hauteur du cauchemar, se plaît à affirmer, comme certains auteurs français, une « liberté vertigineuse ». S'il y avait toutefois aujourd'hui des échanges assez sincères, si nous ne vivions pas isolés par d'immenses cloisonnements de prisons, on constaterait l'apparition singulière, dans la littérature russe-soviétique, d'une bienfaisante clarté. Parmi la foule des œuvres de guerre, quelquefois écrites avec un indéniable talent mais dont toutes les données générales, fournies par les Bureaux compétents, sont connues d'avance, quelques poèmes ont surgi, qui ne portent l'estampille officielle que comme le soldat son uniforme. Il arrive que l'on aperçoive tout à coup l'homme sous l'uniforme et que cet homme ait un visage d'intensité, une silhouette personnelle. Le Régime de la Pensée dirigée a raisonnablement considéré qu'au temps des plus noirs souffrances il fallait accorder quelque soulagement à l'âme humaine; et il a autorisé d'une part une renaissance religieuse convenablement surveillée, de l'autre une poésie lyrique strictement limitée au grand thème de l'amour: L'amour est certes plus dangereux pour les tyrannies qu'on ne le croirait à première vue. Elles le savent. Il ne faut pas que l'homme et la femme trouvent dans l'exaltation du couple des évasions absorbantes, susceptibles d'amoindrir leur zèle au travail, leur obéissance aux consignes suprêmes de l'État, leur dévouement au Chef... Je me souviens d'un jeune ouvrier « fatigué d'idéologie » qui écrivait au vieux Maxime Gorki: « Je voudrais que le paysan, au lieu d'embrasser son tracteur, embrassât la paysanne, je voudrais des champs où ne pousseraient pas des clous mais des herbes, » je voudrais « me distraire ! » Et le grand écrivain, devenu officiel, répondait sur un ton indigné: « Se distraire, mais c'est le plus ancien mot d'ordre des parasites. Que d'autres travaillent, distrayons-nous ! » (*Pravda*, 20 décembre 1931.) Le plus remarquable poète lyrique de la Russie, Serge Essénine, vécut précisément pour cette raison, sous une réprobation harcelante qui le conduisit finalement au suicide, en 1925. Quelques années plus tard, le même conflit intérieur amenait au suicide le poète

de l'espoir en la dictature, Vladimir Mayakovski... Mais en temps de guerre, des périls moins psychologiques que le lyrisme menacent l'État absolu. Il devient alors sage, puisque la jeunesse entière est frustrée du droit à la vie, de lui permettre le chant de l'amour qui, s'il aide à vivre, peut aussi aider à combattre et mourir. Le fait est qu'à côté d'une prose patriotique accablante de monotonie, la littérature russe-soviétique vient de produire quelques poèmes d'amour d'une noble vigueur et d'une fraîcheur de sentiment et de pensée qui suffiraient à démontrer que l'homme russe continue de vivre profondément sous les plus lourdes contraintes. J'ai sous les yeux le neuvième cahier de la revue *Znamia (L'Etendard)* pour 1945, qui contient le poème de Margarita Aliguer, *Ta Victoire*, en 6.700 vers. L'auteur n'était hier qu'une jeune inconnue. L'œuvre est simple, écrite dans la langue classique des poètes russes du XIX^e siècle, et elle atteint par moments les sommets d'un lyrisme dense d'expérience vécue, de passion lucide, d'intelligence affective, propre au plus vaste rayonnement émotionnel.

... Que celui qui tombe sur la poussière rougie, le casque transpercé d'un éclat, que celui qui tombe pardonne à deux vivants leur saint droit à la caresse terrestre !

Dans son ensemble, en dépit de concessions inévitables et probablement sincères à la phraséologie-idéologie du moment, cette œuvre me paraît de tout premier ordre; et je ne vois rien à lui comparer dans les quatre langues européennes dont je m'efforce de suivre la production littéraire.

Résistance du Poète

Au moment même où je recevais le cahier de littérature officielle contenant ce poème, j'apprenais avec plusieurs années de retard, car la règle est de secret, la mort (il faudrait dire l'assassinat) de l'un, des poètes russes les plus significatifs des trente dernières années: Ossip Emiliévitch Mandelstam. Il dépasserait de peu la cinquantaine, s'il vivait. Il avait fondé vers 1913, avec Nicolas Stépanovitch Goumilev, l'école de l'Akmésisme qui exerça une large et féconde influence. L'Akmésisme se donnait pour objet d'exprimer la « vérité immédiate » sous des formes parfaitement adéquates. (N. S. Goumilev, un des quatre ou cinq poètes russes de première grandeur au début de la révolution, professa ouvertement des opinions contre-révolutionnaires et fut fusillé en 1921.) Je me souviens d'une soirée, à Léningrad, chez les Mandelstam, en 1932. Le poète réunissait quelques amis écrivains pour nous lire une œuvre en prose qu'il rapportait d'un voyage en Arménie. Je ne nommerai ici aucun des assistants, mes camarades et amis, afin de ne point compromettre les survivants. Juif, plutôt petit, avec un visage de tristesse concentrée et des yeux bruns inquiets et méditatifs, Mandelstam, hautement apprécié des lettrés, vivait pauvrement, difficilement. On ne le publiait guère, il produisait peu, n'osant

lutter contre le blâme des censures et les diatribes des orateurs des Associations d'Écrivains prolétariens. Le texte ciselé qu'il nous lut me fit penser à du bon Giraudoux, mais il n'y était pas question du vaste rêve de Suzanne devant le Pacifique ; il y était secrètement question de la résistance du poète au lacet de l'étrangleur. Les visions du lac d'Érivan et des neiges de l'Ararat élevalent en murmure de brise une revendication de liberté, un éloge subversif de l'imagination, une affirmation de la pensée ingouvernable... Mandelstam, sa lecture finie, nous interrogea : « Croyez-vous que ce soit publiable ? » Il n'était pas défendu d'admirer les paysages. Mais les censeurs pénétrent-ils le langage protestataire des paysages ? J'ignore si ces pages virent le jour car je fus à peu de temps de là enfermé à la Prison Intérieure (et secrète) de Moscou (pour délit d'opinion). J'apprends que Mandelstam tenta par la suite de se suicider ; qu'il écrivit pendant la terreur un quatrain épigrammatique dans lequel on pouvait voir une allusion au Chef et commit l'imprudence de le laisser connaître à quelques personnes ; qu'il fut arrêté ; qu'à partir de 1942 ses rares amis le considérèrent comme décédé en captivité, dans des circonstances inconnues... Il est permis de publier un grand poème d'amour. Il est mortellement interdit de demander à l'État ce que sont devenus les poètes et les prosateurs disparus. L'amour même doit se taire sur le seuil des oubliettes.

Sous menace de mort

L'histoire du massacre des écrivains soviétiques en 1936-1939, n'est pas faite. Aucun récit n'en a été publié. Quel éditeur, quelle revue eût accueilli ce récit ? Tout s'étant passé dans les ténèbres, il ne pourrait du reste qu'être fragmentaire. Mais publié ou non, ce drame constitue une des données fondamentales de la culture du temps présent. Un ami, qui était un des écrivains les plus remarquables de la génération révolutionnaire, me disait à Moscou : « Notre conscience d'écrivains soviétiques est bien différente de celle des hommes de lettres d'Occident. Pas un de nous n'échappe à l'angoisse de l'exécution possible... Pas un de nous qui ne s'exclame amèrement dans sa solitude : Ah, si je pouvais créer librement ! » L'angoisse de ce créateur extraordinaire a été pleinement justifiée ; nul ne sait ce qu'il est devenu. Ses quinze livres puissamment valables ont été retirés des bibliothèques. Ses collègues n'osent plus prononcer son nom. Tel a été le sort de plusieurs maîtres-écrivains de premier ordre, en lesquels il faudrait reconnaître les véritables fondateurs de la littérature soviétique. Ainsi Boris Pilniak, l'auteur d'*Ivan-da-Maria*, de *L'Année nue*, de *Bois-des-Iles*, de *La Volga se jette dans la Mer Caspienne*. Ainsi Babel, l'auteur de *Cavalerie rouge* (*Konarmia*) et des *Contes odessites*. Ainsi Voronski, ancien forçat révolutionnaire, qui fut l'animateur de la littérature soviétique à partir de 1918 (*L'Art et la Vie*, *Au delà des Eaux mortes et vives*, *L'Œil de l'Ouragan*), certainement fusillé puisqu'il fut de l'Opposition de gauche. Ainsi le vieil Ivanov-Razoumnik, philosophe et historien, un des guides intellectuels de la génération de 1917... Ivanov-Razoumnik venait de publier une biographie de Tchekédrine quand il disparut. J'eus de ses nouvelles en prison, par un jeune poète, mon compagnon d'une nuit de cellule, qui ne savait pas bien pourquoi il était lui-

même enfermé ; je crus discerner que l'on reprochait au maître et à ses élèves de maintenir un attachement caché à la philosophie idéaliste de Mikhaïlovski et de Pierre Lavrov... Ainsi le metteur en scène Meyerhold dont les audaces renouvelèrent le théâtre russe entre 1902 et 1936. Ainsi l'historien du marxisme, Riazanov, décédé en déportation au début de la guerre... Je ne saurais naturellement dresser la liste des écrivains moins connus, des jeunes, des auteurs de mémoires sur la révolution, disparus par centaines. Cette liste, personne ne la connaît, si ce n'est — peut-être — les dirigeants des Services Secrets de la Police Politique. Et le *peut-être* que je place ici est opaque car les chefs de police qui firent les épurations ont eux-mêmes disparu. La règle est que l'homme supprimé, ses œuvres sont éliminées, son nom n'est plus prononcé, il est rayé du passé et même de l'histoire. Je viens de lire les très beaux souvenirs de Constantin Fédine sur Maxime Gorki. Ils se rapportent à une époque pendant laquelle je connus assez bien Maxime Gorki qui maintenait une courageuse indépendance morale, ne se privait pas de critiquer le pouvoir révolutionnaire et finit par recevoir de Lénine une amicale invitation à s'exiler à l'étranger... Il m'est possible de vérifier l'étonnante exactitude des notes de Constantin Fédine, la probité qu'il met à rapporter les propos coutumiers de Gorki dont je crois retrouver le geste et la voix. A chaque page cependant, je constate l'omission des idées maintes fois exprimées, des faits historiques, des noms... J'admire avec crispation l'habileté, le tenacité, l'honnêteté paralysée de l'écrivain qui réussit à tracer un portrait véridique puissamment vivant tout en se conformant sans défaut (mais non sans détresse, j'imagine) à la règle d'obéissance.

Aucun des écrivains disparus que je viens de nommer, sauf Riazanov, n'a fait l'objet d'une accusation formulée à haute voix. (Et Riazanov fut accusé dans la presse d'avoir conspiré avec l'Internationale Socialiste à préparer la guerre contre l'U.R.S.S., ce qui tenait du délire ; il fut condamné en secret, par mesure administrative. En vérité, il avait eu quelques éclats d'indignation et quelques mouvements de générosité envers des marxistes persécutés). Aucun n'a fait l'objet d'une condamnation motivée tant soit peu publique. Plusieurs, comme Pilniak, Babel, Meyerhold, Riazanov, étaient personnellement connus dans les deux hémisphères. Ils ont des œuvres traduites en anglais, français, allemand, espagnol, catalan, tchèque, yiddish, chinois... Aucun Pen-club, même de ceux qui leur avaient offert des dîners, n'a posé la moindre question à leur sujet. Aucune revue littéraire n'a commenté, que je sache, leur fin mystérieuse. Des livres sur la littérature soviétique ont été publiés à l'étranger, qui les passent sous silence ou ne les mentionnent qu'incidemment et évasivement... Une complicité universelle entoure leur supplice.

L'universelle lâcheté

Sur l'attitude des revues, c'est-à-dire des intellectuels qui font les revues, devant ces mystères et ces crimes, je me permettrais de citer un trait comme j'en pourrais puiser beaucoup dans mon expérience personnelle. Quand le vieux marxiste allemand Otto Rühle, biographe de Karl Marx, auteur de maints ouvrages d'une importance reconnue, militant de la

révolution allemande de 1918, mourut à Mexico en 1943, j'offris à une importante revue sud-américaine où il avait de nombreux amis de lui consacrer un essai. Ma proposition fut d'abord accueillie avec intérêt, bien que mon nom d'hérétique suscitât une certaine inquiétude. Sitôt que j'eus exprimé l'intention de mentionner, parmi les combats soutenus par Otto Rühle, sa participation à la Commission John Dewey qui proclama, après les Procès de Moscou, l'innocence de Trotsky, il me fut catégoriquement répondu : « Non, impossible. » Du point de vue rationnel, je n'ai jamais bien compris pourquoi c'était impossible, à moins que ce ne fût parce qu'une peur injustifiable faussait la conscience des rédacteurs de la revue. Le même mal s'est aujourd'hui répandu aux deux bouts de la mappemonde. Une nouvelle revue parisienne, populaire et sympathique, *Maintenant*, publié en janvier dernier une étude sur le poète Marcel Martinet, mort sous l'occupation (*Les Temps Maudits*, 1918, *La Nuit*, 1920, *Une Feuille de Hêtre*, 1935). L'auteur de ces pages affectueuses passe entièrement sous silence les luttes que le poète soutint pendant vingt années pour l'intégrité de la pensée révolutionnaire. Omission touchant à l'impiété : Marcel Martinet, dont le courage moral ne fléchit jamais, l'eût repoussée comme une trahison. Je pressens toutefois qu'il est pratiquement impossible de publier aujourd'hui à Paris cent lignes claires sur les problèmes que je traite ici. Et je comprends que les amis du poète, ayant à choisir entre le silence total sur sa mort et son œuvre et cet *in memoriam* mutilé aient quand même préféré lui dresser un monument provisoire où la vraie grandeur fait défaut...

Le civilisé qui voit se commettre un crime sous ses yeux, en plein jour, sans que personne et lui-même se permette d'intervenir ou même de pousser un cri audible, garde-t-il ensuite la pleine estime de lui-même, la clarté de jugement, l'esprit critique, la capacité de créer s'il est artiste ? L'écrivain informé de ce qui se passe dans le monde — et je tiens que c'est un devoir de l'écrivain que d'être informé — est souvent dans l'inconfortable situation de ce civilisé. La conscience blessée, il n'échappe à l'oppressante contamination de la pensée dirigée, dirigée au surplus par la terreur et par la perversion psychologique, que s'il affronte l'inhumanité entière du problème avec une ferme décision de non-consentement. Ici se posent, il est vrai, les questions complexes de la foi, inséparable de l'ambiance sociale et de l'intérêt... Encore devrions-nous exiger de la foi religieuse ou politique qu'elle n'oblitére point la conscience. La foi de l'homme moderne devrait être compatible avec la connaissance claire, la loyauté, cette simple hygiène mentale, le sens de la dignité de soi-même et d'autrui ; ou elle devient une régression à des mentalités antérieures à celles de notre culture considérée sous ses formes supérieures. Il arrive trop fréquemment sous nos yeux que l'écrivain (en termes plus généraux, l'intellectuel) fasse preuve d'un aveuglement qui confine tantôt à l'imbécillité, tantôt à la fourberie. Nous assistons alors à la désagrégation des valeurs universelles par l'insincérité obligée du double jeu envers soi-même et autrui. Que cette insincérité puisse être refoulée jusque dans le subconscient et que l'écrivain se croie, en s'y abandonnant, parfaitement sincère ou dévoué à une suprême *raison d'Etat*, n'en est que plus inquiétant.

Le chant du faux-témoin

Je ne songe pas à méconnaître l'importance de l'œuvre littéraire de la Résistance française à laquelle tant de mes camarades ont donné tant de morts et tant de souffrances. Cette œuvre, évidemment, atteste une vitalité précieuse. Et c'est pourquoi j'éprouve en lisant certains de ses textes un malaise d'asphyxie. Que la poésie se lève pour flageller les bourreaux, exalter l'héroïsme des torturés, garder la fière mémoire des fusillés, c'est sans nul doute l'une de ses missions les plus humaines au temps présent. Mais que cette poésie soit souvent signée de poètes qui, par ailleurs louent le bourreau, louent le tortionnaire, insultent les fusillés, mentent sur les tombes d'une autre Résistance *mue* par les mêmes mobiles — la défense de l'homme contre la tyrannie — cela nous amène, par une effrayante alchimie, à la négation de toutes les valeurs affirmées. L'or pur n'est plus que vase trouble. La conscience de l'écrivain se révèle pleine de noires coulisses. La voix passionnée du chant n'est plus que celle du faux-témoin. La qualité poétique de l'œuvre d'Aragon m'a quelquefois paru émouvante et même excellente ; mais combien d'hommes dont il rechercha l'enseignement, qu'il aimait ou feignit d'aimer en U.R.S.S. et dans la III^e Internationale ont subi la torture et la mort des fusillés sans qu'il s'en émeut ? Sans qu'il se soit posé à leur endroit la question élémentaire de l'innocence ou de la culpabilité ? Sans qu'il se soit interrogé sur la sinistre gravité des répressions paradoxalement justifiées par « l'humanisme révolutionnaire » ? Aragon écrivit autrefois, en 1937, je crois, dans *Commune* des pages incroyables sur les accusés des procès de Moscou. Qu'ils eussent ou non conspiré, ces vieux socialistes méritaient au moins le respect humain qu'un tribunal de vainqueurs accorde à Nuremberg aux chefs du Nazisme. (Que le respect de la vérité eût sauvé ces hommes, il est devenu difficile d'en douter, maintenant que les archives du Nazisme sont entre les mains des Alliés. La vérification de certaines accusations délirantes est devenue aisée. J'ose écrire qu'elle est faite.) Le poète de la Résistance communiste fut entre autres l'ami de Bruno Jaszinski, cet écrivain communiste polonais dont *L'Humanité* publiait les romans (*Je brûle Paris*, un titre réussi...), que je connus à Moscou si craintivement fidèle à la « ligne générale du parti » et qui serait mort dans un camp de concentration de l'Extrême-Orient... Aragon fut l'ami du Secrétaire Général de l'Association des Écrivains Proletariens le plus officiel des dirigeants de la littérature soviétique, Léopold Averbach, fusillé où, quand, comment ? Fusillé certainement, puisqu'il était le neveu du Commissaire du Peuple à l'Intérieur et Chef de la Police Politique, Iagoda, lui-même fusillé.

L'allégeance de l'écrivain au parti d'une grande puissance accoutumée à fusiller beaucoup, est dans ce cas précis une explication suffisante. Mais dès lors comment comprendre ces vers sur les traités, écrits par un autre poète du même parti (Paul Eluard).

Ils nous ont vanté nos bourreaux
Ils nous ont détaillé le mal
Ils n'ont rien dit innocemment.

Oui, comment les comprendre ? Constatons la désintégration psychologique. Constatons que le poème, si parfait qu'il puisse être dans sa coulée, rend un son faux. Le lecteur croit entendre la voix d'un dé-

LES HOMMES ET...

fenseur de la liberté, d'un ennemi des fusilleurs d'innocents, et le lecteur est trompé. Et l'on s'inquiète. Mais que se passe-t-il donc dans l'âme de ces poètes? Le poète est tout à coup dépourvu de sa clarté. « Qu'est-ce que la vérité? » demandait Ponce-Pilate au Condamné. Des milliers d'hommes formés par les disciplines intellectuelles de la pensée scientifique — semble-t-il — répondent en fait : « C'est le commandement du Chef de mon parti... » Mort de l'intelligence. Mort de l'éthique.

Pensée engagée ou dirigée

A de moindres degrés, nombre d'autres écrivains de la Résistance, moins nettement classés, subissant une intoxication par l'ambiance, encourent la même critique. Ils semblent n'avoir découvert l'annihilation de l'homme par les machineries totalitaires que pour l'avoir subie pendant plusieurs années. Ne la voyaient-ils pas auparavant, ailleurs? Ignorent-ils que ce drame n'est point national, que l'Europe, que notre civilisation entière en sont poignardés? Il est abondamment question, sous de bonnes plumes, de « pensée engagée », d'« engagement dans l'action », de « parti-pris de l'homme », de « littérature responsable » et même de consentir à périr pour les justes causes de notre temps... Mais que signifient au juste ces formules? Ne les veut-on appliquer que dans le cercle étroit d'un patriotisme de mouvement, déjà dépassé? Entend-on conférer à ces mots un sens ésotérique au détriment de leur sens universel? La « pensée engagée » est-elle permise ici, et là s'efface-t-elle humblement devant la pensée dirigée? L'« engagement dans l'action » est-il légitime contre une oppression et condamnable contre une autre? Ce ne serait qu'un retour à la mentalité tribale de millénaires passés : « Tu ne tueras point » l'homme de ta tribu, mais il est louable de tuer l'homme de la tribu voisine... La « littérature responsable » préconisée avec raison par J. P. Sartre, limite-t-elle elle-même sa responsabilité à tels cas historiques déterminés pour y renoncer devant tels autres? Il conviendrait de le dire. La conscience de l'écrivain ne peut sans se trahir éluder ces questions. Et ces questions intéressent aujourd'hui la conscience tout court, je veux dire celle de tous les hommes pour lesquels la vieille magie des mots et des œuvres vivantes créées avec des mots reste un moyen d'éclaircir et d'ennoblir la vie.

Victor SERGE

AU PAS... LA PCÉSIE

« La Pravda » publiait le 21 août dernier un arrêté du Comité Central du Parti Communiste russe stigmatisant les poètes : Akhmatova, Sochtchenko, Sadouief, Komissarova, etc. Ils s'y faisaient rappeler à l'ordre tout comme un vulgaire secrétaire de « l'humanité » : — Leur poésie « refuse de marcher au pas avec le peuple » — ne craint pas d'affirmer le décret officiel.

LE SOLITAIRE

par ANDRÉ ANTON

Le roman posthume (1) de Marcel Martinet aura-t-il l'audience que lui souhaitent tous les amis de cet homme incomparable, qui fut moins un militant révolutionnaire que la conscience même de la Révolution? Sa mort, honteusement ravie a laissé dans nos rangs un vide difficile à combler. Les jeunes, les militants momentanément inquiets, ne feront plus le voyage de Saumur pour quêter là-bas conseils, approbations ou mises en garde, pour vérifier au contact de cet homme intraitable et discret s'ils n'avaient pas en quelque façon démerité.

Mais ce que Marcel Martinet n'avait jamais osé dire sur lui-même, ils le trouveront dans cette confession transposée où apparaissent un cœur déchiré, une âme que la vie oblige à se consumer en un feu solitaire, un « homme de refus » qui n'accepta jamais d'avaliser un désordre social qu'il réprouvait et qui jusqu'au bout, fortifia son espoir dans la cause de l'émancipation des opprimés.

« Le Solitaire » était la révélation d'un secret brûlant, le secret d'un grand amour fauché. Pascal Rabutin qui ressemble par tant de traits à son créateur, s'est épris d'une châteline de légende, découverte au cours de ses randonnées vagabondes dans la campagne. Ils s'aimèrent pendant dix-sept jours, l'équivalent d'une éternité, d'un amour si total qu'il recompose autour de lui le monde. L'adolescent rêveur et taciturne a enfin trouvé la compagne avec qui il se sent la force de travailler en vue de « changer la vie » de tous les hommes. Le rêve s'évanouit bien vite. L'amante est tuée d'un coup de revolver par son frère. Pascal retombe, blessé à mort dans sa solitude. Le souvenir seul de ce qui aurait pu être le guidera désormais dans sa lutte de réfractaire, d'irrégulier. N'ayant pu gagner « le seul bonheur qui soit au monde

celui qu'une femme donne à un homme », il va se rapprocher de plus en plus de tous les hommes : les vrais, ceux qui luttent, les individualistes, les révoltés, les révolutionnaires.

L'aventure de Pascal Rabutin ne peut sans doute être attribuée telle quelle à Marcel Martinet, mais nous retrouvons par la suite celui que nous avons connu : l'ami de Fégy, du premier Fégy, celui de l'Affaire, l'abonné de la première heure de « La Vie Ouvrière » et de « La Bataille Syndicaliste », le résistant à la guerre et l'admirateur du Romain Rolland d'« Au-dessus de la mêlée », le poète des « Temps Maudits », le défenseur enthousiaste de la Révolution d'octobre, le syndicaliste révolutionnaire de toujours.

Pascal Rabutin ressent dans sa chair les déceptions de l'après-guerre. Il assiste à l'anémie progressive de la Révolution russe, aux trahisons des politiciens socialistes et communistes, mais il ne désespère jamais de la cause des travailleurs. A la déclaration de la nouvelle guerre, à laquelle il ne voulait pas croire, il se tue, mais plein d'espoir : « Je suis trop vieux, je pars, mais je sais que les hommes recommenceront, reconstruiront, au delà de cet abîme sauvage. »

La guerre hanta toujours Marcel Martinet. Il se refusa à la comprendre, à l'accepter. Ce fut elle, autant qu'un amour indéfectible pour l'humanité enchaînée, qui guida ses pensées, ses actions, qui le fit devenir révolutionnaire. Sa mort en pleine occupation, si elle ne fut pas un suicide, est tout de même la mort d'un homme lassé que l'espoir trop jointain abandonna momentanément. Nous seuls savons ce qu'en lui nous avons perdu.

(1) M. Martinet : « Le Solitaire » (Corréa).

EUGÈNE DABIT

VOICI dix ans, le 21 août 1936, mourait à Sébastopol l'auteur d'« Hôtel du Nord ». Eugène Dabit. Il était né trente-sept ans plus tôt, près de la « Zone », dans une famille d'ouvriers. Avant d'écrire, il a travaillé à l'atelier et au « métro » ou il a connu la journée de dix heures. Pendant toute sa jeunesse il voit la misère du peuple et il pense que « nul au monde ne mérite mieux l'amour que lui ». Dabit n'a jamais cessé de parler de ce peuple qu'il a aimé, défendu et auquel appartenait « Non l'exploiter mais le faire vivre, et sans jamais prêcher, en dire la force future et la beauté ». C'est ce sentiment qui poussa Dabit à écrire : ni système, ni dogme, seul le désir de servir est présent dans chacun de ses romans. En 1936 au cours d'un voyage en U.R.S.S., organisé sous le patronage d'André Gide par le Comité des intel-

lectuels anti-fascistes, Dabit mourait d'une maladie mal déterminée le 21 août à l'« Hôtel du Nord » de Sébastopol — curieuse coïncidence ! — Huit jours avant sa mort, il écrivait ces lignes clairvoyantes qui résument tout le drame de cette génération qui avait eu vingt ans dans les tranchées, sous les obus : « Détaché de tout — c'est Dabit qui parle — ne croyant ni à l'art, ni à la gloire, ni à l'héroïsme, tous les grands mots sont dégoûtés. Cependant, je me sens le cœur encore brûlant de jeunesse et d'amour. Hélas ! ce monde est trop cruel et désolant et stupide. L'ordre et le bonheur ne s'y établiront — est-ce possible jamais — que sur des ruines, dans le sang. Et il me faudra vivre ces événements. Les traverser, en sortant, je ne puis y croire. Adieu mes parents, adieu cher B... et vous les amis, les autres. Nous serons dispersés par un vent d'orage ! »

... LEURS ŒUVRES

« Dans quelques semaines, je lirai peut-être ces pages à l'abri dans un village au bord de la mer, ou à Paris, je n'en sourirai point. Si elles ne valent pas pour cette année, du moins pour l'année suivante. Puisque le malheur qui nous menace est inéluctable... la guerre. Avec elle la nuit, la laideur, la mort. J'aurais voulu vivre... et longtemps.

« J'aime la vie, j'aime chanter la vie, ces joies comme ses tristesses. Dans quelques semaines, j'aurai trente-huit ans, je commence à prendre pleine conscience de moi-même, de mes possibilités, de mes forces. C'est maintenant, pour vingt ans, que je commencerai pleinement à être. Mais ces vingt années que je pourrais espérer vivre, que j'ai le droit de vivre puisque le destin m'a accordé la vie, ces vingt années, les hommes me les accorderont-ils ?

« Ma réponse est : je doute qu'ils me les accordent. Ou bien, année par année, comme ce fut depuis 1920, j'en reviens à ne vivre que dans le présent. Mais à certaines heures, cela devient même impossible : le présent est aussi noir et bouché que l'avenir. »

Dabit avait-il un obscur pressentiment de sa mort? On peut le supposer lorsqu'on lit ces lignes écrites le 12 juin 1936, quelques jours avant son départ : « Je dîne avec B... (sa femme) rue Paul de Kock. Est-ce la dernière soirée que je passerai dans cette maison? Oui, peut-être, si ce voyage en U.R.S.S. n'est fatal? »

Et toujours cette menace d'une guerre inévitable qu'il entrevoit pour l'avenir immédiat. Ainsi, le 7 août 1936, ces lignes détachées d'une lettre postée à Batoum qu'il adressait à sa femme (et que nous reproduisons avec l'autorisation de cette dernière) : « ... Nous allons en auto dans un pays sauvage... La vie commence à être heureuse et sûre, ici... A moins qu'il n'arrive une catastrophe, c'est-à-dire la guerre. Les événements d'Espagne sont atroces. Les fascistes en sont responsables, et voilà l'Italie et l'Allemagne qui se mettent à les soutenir indirectement. Dans toute cette Europe, c'est le chaos, hélas, et quelle menace que je n'oublierai jamais. »

Et il exprime à nouveau sa foi dans son idéal social : « Entre plusieurs systèmes qui sont proposés aux hommes, entre fascisme et communisme, et quelles que soient les réserves que puisse m'inspirer ce voyage, je m'en tiendrai fermement à mon choix. »

Le 18 août, après avoir effectué une longue promenade en compagnie de Gide, Dabit est obligé de s'aliter. Les maux de gorge l'empêchent de parler. On consulte différents médecins : aucun ne peut se prononcer. Puis la température baisse. Dabit demande alors à ses compagnons — retenus à Sébastopol par son indisposition — de continuer leur route sans lui. Ceux-ci lui obéissent, pensant le retrouver à Moscou. Hélas ! l'amélioration est de courte durée ; et deux jours plus tard, le vendredi 21 août, Dabit mourut dans la solitude la plus absolue vers 10 heures du soir. L'U.R.S.S. renvoya le corps quelques mois après, et l'auteur de la « Villa Oasis » et d'« Hôtel du Nord » fut enterré dans le caveau familial du Père-Lachaise, à une dizaine de mètres du spirite A. Kardec. Serge DOUAY

Notes brèves

« UNE FOIS DANS LA VIE », par Tom Hanlin (Nouvelle Édition).

Ce roman d'amour, écrit par un ouvrier mineur anglais, est d'une exceptionnelle sobriété. Il raconte simplement l'histoire d'un homme et d'une femme qui s'aiment, tiennent le mariage pour la plus belle fin qui soit, mais ne se marient pourtant pas ensemble. Qui est responsable? Personne et tout le monde. L'homme, dans une certaine mesure, mais aussi la société qui ne lui permet pas d'être un homme vrai. Ce roman s'accompagne d'un témoignage direct sur les conditions de vie des mineurs anglais. Il fournit un exemple de ce que peuvent écrire des ouvriers, lorsqu'ils sont en même temps des écrivains. Précisons que malgré ses succès littéraires, Tom HANLIN continue de travailler à la mine.

« LES DEUX SŒURS », par Dominique Rolin (Denoël).

L'auteur des « Marais » décrit dans son second roman, le même paysage de cauchemar habité par des créatures non pas imaginaires, mais déformées. Les « Deux Sœurs » sont les incarnations de la Bonté et de la Cruauté, la première un peu trop faible, la seconde un peu trop franche pour laisser quelque illusion sur les intentions de l'auteur. Nous ne sommes pas dans le domaine du « réalisme social ».

« LE COMPLEXE DE CÉSAR », par Jean Dutourd (Éditions Robert Laffont).

A l'heure où ces lignes paraîtront, M. Jean Dutourd sera sans doute titulaire du prix Stendhal pour son « Complexe de César ». Les qualités de ce livre ont été signalées un peu partout : style rapide et aisé, pensée concise.

Mais qu'un certain « je » est donc haïssable, lorsqu'on n'a rien à dire, et même si l'on s'en vante.

« ARGILE », par Zoé Oldenburg (Gallimard).

Glaïseuse histoire d'un titre qui est aussi celui d'un roman paru chez un autre éditeur avant la guerre. Mais l'éditeur se venge en publiant à son tour un livre qui est une somme moyenâgeuse, comme celui-ci. Vous n'y avez rien compris, moi non plus. D'ailleurs il n'est pas nécessaire de comprendre. Ce gros roman est bâti selon la technique éprouvée des romans-fleuves américains. Comme il pèse près d'un kilo, le vent aura bien du mal à l'emporter.

« SCÈNES CHOISIES », par André Malraux (Gallimard).

Où l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

LA MORT A PASSÉ DANS LA MAISON, par Emmanuel BOURCIER.

Le premier tome d'une trilogie. Ni un roman, ni un reportage. L'auteur qui n'a pas su se débarrasser de l'empreinte de son métier de journaliste a écrit un livre bâtarde. Parler de soi est une chose normale ; lorsque l'on fait une enquête, on apporte un témoignage. Dans un roman, il est parfois désagréable de sentir l'auteur disparaître derrière un personnage.

1 vol. « Aux ordres de la chevalerie » : 200 francs.

PRETE-MOI TA PLUME, par Robert SCIPION.

Des pastiches inégaux, réunis sous la forme d'un même roman. Les personnages réapparaissent sous des styles différents. Les imitations de Jean Paul Sartre, Montherlant et Raymond Queneau, sont très amusantes. D'autres tout en relevant les échos des écrivains, sont par trop

LIVRES D'HIER ET DE DEMAIN

Le Bonheur des tristes

par Luc DIÉTRICH

UN « Grand Meaulnes » corrigé par Mouloudji, celui d'« Enrico », ou mieux, avec Mouloudji, l'auteur, dans le rôle principal.

Une adolescence toute en élan, en pureté, mais retenue par une étrange hérédité.

Une fleur rouge, comme le pavot, sur un champ mobile qui passe de la maison de santé pour enfants au coron minier, puis à la banlieue parisienne, puis aux fermes montagnardes, dures et érotiques après avoir été ce jardin même où des enfants cultivent des pavots, dont la mère du héros qui dirige un préventorium, respire l'opium.

Voilà « Le Bonheur des tristes » de Luc Diétrich. Un son très neuf dans la littérature qui devait se faire entendre une autre fois en 1940, avec « L'Apprentissage de la ville », puis en 1942 avec les « Dialogues de l'Amitié », écrits en collaboration avec Lanza del Vasto. Luc Diétrich a été tué en 1943 dans le bombardement de Saint-Lô. Si trop souvent, la mort sert de prétexte à la reconnaissance fallacieuse du génie, dans le cas de Luc Diétrich, ce génie est vrai. Nous ne connaissons de lui que ses livres. Ils donnent une impression d'achèvement, de plénitude, de certitude.

Luc Diétrich appartenait, à n'en pas douter, à cette race marquée des poètes, fiévreux et passionnés, pour qui écrire est à la fois un besoin et un sacrifice.

Son génie est de l'espèce romantique par opposition au génie-habitude de Valéry ou au génie-puissance de Balzac. Mais il n'en répond pas moins aux exigences de cet état d'exception auquel on ne demande qu'une qualité exceptionnelle. Et cette qualité, Luc Diétrich la possédait. C'était celle que l'on accorde à certaines cordes de violon qui continuent de vibrer longtemps encore après que l'archet les ait quittées.

Paul MORELLE.

(1) Denoël, 1935.

imparfaites. Le commissaire Maigru notamment est une pâle doublure de Maigret.
1 vol. N.R.F. : 120 francs. R. M.

IL N'Y A PAS D'ENIGME RUSSE, par Edmond Stevens (Éditions Nagel).

Un journaliste américain, un peu diplomate, un peu artiste, très bourgeois à la mode yankee, décrit son expérience de la vie russe, civile et militaire, avec sympathie. Ce témoignage se veut impartial. Il l'est peut-être.

LA GRANDE VALLÉE, par John Steinbeck (Gallimard).

Recueil de nouvelles dont un grand nombre ont paru dans la presse depuis la Libération. On y discerne les tendances qui se sont partagées la verve de Steinbeck avant que celui-ci ait trouvé son style définitif, celui des « Souris et des Hommes ».

« La Rafle », « Johnny l'ours », « Meurtre », « La Fuite » sont parmi les meilleures du recueil.

LA CONFÉRENCE DE PARIS

(Suite de la p. 5)

l'U.R.S.S. ne se sent pas prête à affronter un nouveau conflit mondial. Les U.S.A. sont actuellement à l'apogée de leur puissance : le monopole de la bombe atomique n'est pas tellement une question de secret, qu'une question d'installation et en tout état de cause, la mise en place de pareilles installations demande du temps.

Malgré l'intense préparation de part et d'autre, il ne semble donc pas que la perspective de guerre se trouve dans l'immédiat. Néanmoins, il est bien certain que la politique de « fermété » des uns, d'attente prudente des autres, n'autorisent pas davantage d'illusions que la politique de « concessions ».

Le troisième conflit mondial apparaît comme inévitable... si des changements révolutionnaires ne se produisent pas d'ici peu dans le monde. L'histoire humaine est, heureusement en un sens, ainsi faite qu'on ne dispose jamais complètement des données qui permettraient de parler d'une fatalité inéluctable. Ces changements révolutionnaires, il faudrait les espérer de l'initiative des masses et non pas des gouvernements tels qu'ils sont actuellement et quelles que soient leurs prétentions révolutionnaires ou conservatrices. Ils devraient porter, non seulement sur les rapports de classes et sur le régime de l'économie à l'intérieur de chaque nation, mais sur la notion même de la souveraineté nationale. La rupture révolutionnaire avec le principe des souverainetés ou la catastrophe mondiale, peut être irréparable cette fois. c'est ainsi que la question se trouve posée.

A. P.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

(Suite de la p. 28)

ALLEMAGNE (Suite)

A NUREMBERG

Les condamnés dont on ne parle pas.

Par un bizarre contre-coup, le procès de Nuremberg a démontré l'imposture des procès de Moscou. Une des thèses soutenues alors par l'accusation était, rappelons-le, celle de la collusion des oppositions communistes avec le nazisme (« entrevues Hess-Trotsky ! »), comme du reste avec l'Intelligence Service britannique... Presque toutes les archives secrètes du nazisme sont aujourd'hui entre les mains des Alliés. Les ténébreuses coulisses du parti hitlérien ont été passablement ventilées à Nuremberg où pourtant les procureurs russes se sont bien gardés de poser au demi-fou Hess la question de sa prétendue collaboration avec Trotsky. En Angleterre et aux Etats-Unis, des hommes de haute conscience ont publiquement exigé que la question fût posée. Elle ne l'a pas été. Elle ne pouvait pas l'être. Les archives du nazisme démentent les procureurs de Moscou... et les accusent.

U.R.S.S.

Deux Républiques « autonomes », celle de Crimée et celle de Chechen-Ingush ont été supprimées par décret et intégrées dans la Russie Soviétique.

Six cents mille habitants de ces deux républiques ont été déportés en Sibérie. Ces deux communautés

musulmanes s'étaient soulevées contre l'U.R.S.S. au moment de l'invasion nazie.

Les prix sont réduits de 40 % ; mais ils sont encore hors d'atteinte pour de nombreux travailleurs : chaussures d'hommes : de 8.000 francs à 16.000 francs. Vêtements : de 16.000 francs à 40.000 francs.

A Odessa, des manifestations antisémites (et de Juifs tués) ; des nationalistes Ukrainiens mirent le feu au siège du P.C., en décembre dernier.

BULGARIE

Terreur ; le 28 juillet fut arrêté le leader du Parti socialiste, Kristiu Pastuhov. Auparavant, le leader agrarien Trifon Kunev fut battu et mordu par des « étranglants ». Le militant trotskyste Dr. Gatchev fut aussi arrêté. Dans une interview donnée à Athènes le 27 juin, le journaliste R. H. Markham a déclaré qu'on tuait les gens « par milliers » en Bulgarie.

GRANDE-BRETAGNE : Le Labour Party a fait un effort considérable pour enlever le siège de Maxton. Son candidat J. L. Wheatley, fils d'un ancien ministre travailliste, très populaire, arrive en seconde position avec 5.180 voix. James Carmichael de l'I.L.P. est élu avec 6.351 voix. Le conservateur a 3.987 voix, mais il y avait un grand risque causé par la division des voix ouvrières, par la faute du Labour. Heureusement, les réactionnaires, eux aussi, se sont divisés, et une candidate nationaliste écossaise très pittoresque, Miss Wendy Wood a recueilli 2.575 voix.

CHINE

Prix de détail en hausse de 4.000 fois leur niveau d'avant-guerre...

AU SOMMAIRE DES PROCHAINS NUMÉROS

BRULAND. — Examen de conscience

Louis CLAIR. — Perspectives ouvrières aux U.S.A.

Jim CORK. — La Musique en U.R.S.S.¶

Vera SCHWARZ. — La littérature en U.R.S.S.

MATTÉOTTI. — Le Congrès de l'Internationale des Jeunes Socialistes

SOLARI et CONGEDO. — La situation du socialisme italien

Un Ploutocrate chez Staline (Fin).

Victor SERGE. — Le drame de l'esprit moderne

Heinz Joachim HEYDORN. — La jeunesse révolutionnaire allemande

I. IGLESIAS. — Crise économique en Espagne

SOLANO. — Renaissance du mouvement ouvrier espagnol : Tendances actuelles

VITTE. — La tragédie grecque (par un témoin)